

Horaires des prières
Fajr : 04h17 Dohr : 12h45
Asr : 16h32 Maghreb : 19h39 Isha : 21h07

Iftar : 19h39
Imsak : 04h09

MÉTÉO

Alger	: 24°	13°
Oran	: 25°	14°
Annaba	: 25°	12°
Béjaïa	: 21°	08°
Tamanrasset	: 37°	21°

www.dknews-dz.com

PRÉSIDENTENCE

Le Général Belkacem Laribi nommé Directeur général de la sécurité et de la protection présidentielles

P. 24

ALGÉRIE-TUNISIE

M. Djerad reçoit un appel téléphonique du Chef du gouvernement tunisien

P. 24

ALGÉRIE-UA

Abderrahmane Benkhalfa nommé Envoyé spécial de l'UA

P. 24

LUTTE CONTE LE NOUVEAU CORONAVIRUS

Pr Benbouzid : "la situation épidémiologique est stable en Algérie"

La situation épidémiologique dans le pays concernant la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19) est "stable" et "ne suscite pas d'inquiétude", a rassuré mardi depuis Tindouf, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, **Abderrahmane Benbouzid**. Le ministre a affirmé, que "les moyens humains et matériels sont aujourd'hui disponibles en Algérie pour aider à la maîtrise de la situation épidémiologique du nouveau coronavirus". Il a ajouté qu'il y a encore des disponibilités pour "mobiliser davantage de moyens si l'évolution de la situation épidémiologique l'exigeait".

P. 10

DKNEWS/APS



EDUCATION NATIONALE

Prolongation de la suspension des cours au 14 mai

P. 3

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le CNRST : "un jalon supplémentaire dans l'édification d'un système de recherche scientifique réussi"

P. 3

EXPORTATION DE DATTES

Plus de 1.000 tonnes exportées depuis le début de la pandémie

P. 6

SANTÉ

INFECTIONS URINAIRES (CYSTITES)

Conseils et traitements

P. 12-13

FOOTBALL

CALCIO-CORONAVIRUS

Le syndicat des footballeurs italiens critique une décision "discriminatoire"

P. 22



PLATEFORMES NUMÉRIQUES

WhatsApp modifie une de ses fonctionnalités

P. 16

DÉTENTION DU PROCUREUR ADJOINT PRÈS LE TRIBUNAL D'AÏN M'LILA

Les précisions de la cour d'Oum El-Bouaghi

P. 24

CRIMINALITÉ - DJELFA

Saisie de plus de 23.700 unités de tabac de contrefaçon



Les éléments de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Djelfa ont saisi près de 23.750 unités de tabac de contrefaçon, a-t-on appris, mardi, auprès de la cellule de communication de ce corps sécuritaire.

"Cette opération a été réalisée, durant la semaine en cours, suite au contrôle d'un camion chargé de fruits et légumes, utilisés pour dissimuler cette quantité de tabac de contrefaçon", a indiqué à l'APS, le chargé de la cellule de communication, le commissaire de police Fites Saâd. Cette action est inscrite au titre de la lutte contre la criminalité, dont notamment la "contrefaçon des produits et marchandises", a-t-il précisé. Deux individus, âgés d'une quarantaine d'années, chacun, ont été arrêtés à l'issue de cette opération.

Ils seront présentés aux autorités judiciaires compétentes, est-il signalé de même source.

BATNA

Mort par noyade de deux adolescents dans un bassin d'irrigation

Deux adolescents sont morts noyés, mardi après-midi, dans un bassin d'irrigation agricole dans la commune de Lazrou (wilaya de Batna), a indiqué à l'APS, le chargé de communication de la direction de la protection civile, le sous-lieutenant, Zoheir Nekâa.

Selon les premiers témoignages recueillis sur les lieux, les deux victimes âgées de 16 et 17 étaient venues nager dans ce bassin de 4m de profondeur, situé dans la mechta de Mrezken à vocation agricole, a ajouté la même source. Les services concernés ont ouvert une enquête pour déterminer les causes exactes de ce drame.

CONFINEMENT - TRAVAIL

Sonelgaz lance le service SMSing à l'intention de ses employés confinés

La Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG), filiale du Groupe Sonelgaz, a lancé le service SMSing par le biais de l'envoi de SMS (short message service) à l'intention de ses employés confinés pour s'enquérir de leur état de santé, a affirmé mardi, la responsable de la communication de la Concession de Constantine, Ouahiba Takhris. "Soucieuse de l'importance du capital humain, la SADEG a lancé ce service à travers l'ensemble de ses Concessions", a précisé la même responsable à l'APS, soulignant que "la Concession de distribution de l'électricité et du gaz de Constantine, qui compte un total de 748 travailleurs, a envoyé des SMS à 340 employés confinés, tels que les malades chroniques".

Faisant savoir qu'un numéro de téléphone spécial a été mis à la disposition de ces employés confinés, la même source a indiqué que l'envoi des SMS a non seulement permis de prendre de leurs nouvelles, mais aussi la prise en charge d'un éventuel problème d'ordre médical ou social. Selon Mme Takhris, cette initiative a été "très appréciée" par les 50 % des employés concernés par le confinement, dans le cadre du décret du gouvernement visant à prévenir et lutter contre la propagation du Coronavirus (COVID-19) sur le territoire national.

Pour rappel, ce décret consiste, entre autres mesures, à la mise en congé d'au moins 50% des personnels des institutions et des administrations publiques, ainsi que le secteur économique public et privé.

CONSTANTINE - COVID-19
Interdiction "temporaire" des regroupements dans les forêts

Le wali de Constantine, Saci Ahmed Abdelhafid a signé mardi un arrêté portant interdiction "temporaire" de tout regroupement dans les forêts de Djebel El Ouahch, El Baârouia, Chetaba et El M'ridj, comme mesure préventive visant à endiguer la propagation du Covid-19.

Les regroupements dans ces endroits qui connaissent en cette période de confinement un flux des familles notamment, seront "temporairement" interdits pour des raisons purement sanitaires, a fait savoir le chef de l'exécutif local, à l'issue d'une réunion de la commission de wilaya chargée de la lutte contre la propagation du Covid-19.

Cette décision a été prise sur la base d'informations et renseignements faisant état de regroupements quotidiens de plusieurs familles dans ces lieux de détente sans respect des mesures de prévention imposées en cette période particulière, a précisé M.

Saci, affirmant qu'il s'agit là d'une mesure devant permettre de réduire les risques de contamination au coronavirus. Estimant que la discipline était le meilleur moyen permettant la maîtrise de cette situation épidémiologique, le chef de l'exécutif local a rappelé que l'administration locale à travers les services de sécurité veillera "au strict respect des dispositions du confinement imposées par l'Etat dans le cadre de la lutte contre la propagation du Covid-19".

LUTTE CONTRE LES STUPÉFIANTS

Skikda : 26 kg de drogue rejetés par la mer (GN)

La mer a rejeté 26 kg de drogue, lundi après-midi, au huitième poste de la plage Larbi Ben M'hidi relevant de la commune de Fliâla (wilaya de Skikda), a-t-on appris, mardi, auprès des services de la Gendarmerie nationale. Cette quantité de drogue rejetée par les vagues était soigneusement emballée, selon la même source qui a rappelé que 30 kg de drogue s'étaient aussi échoués le 23 avril dernier au poste numéro un de cette même plage. Ayant ouvert une enquête pour déterminer l'origine des quantités trouvées, les services concernés et les autorités territorialement compétentes privilégient l'hypothèse de rejet expressément de cette drogue en haute mer, selon la même source. Il est à noter qu'au début du mois de mars dernier, 40 kg de drogue ont été découverts par des pêcheurs sur la plage de Lakhraif, relevant de la commune de Khenak-Mayoun, qui en ont informé les services de la Gendarmerie nationale territorialement compétents, qui se sont ensuite déplacés sur les lieux pour récupérer cette quantité.

SOUK AHRAS

Le P/APC de Merahna suspendu de ses fonctions

Le wali de Souk Ahras, Lounès Bouzegza, a suspendu mardi de leurs fonctions le président de l'Assemblée populaire communale (P/APC), le chef de la section des travaux publics, ainsi que le chef de la section de la construction et de l'urbanisme de Merahna (20 km à l'Est de Souk Ahras), a indiqué la responsable de la communication de la wilaya, Inel Layeb.

Le wali a pris cette décision consécutivement aux poursuites judiciaires dont font l'objet ces personnes pour "octroi de concessions injustifiées dans le domaine des marchés publics" et "dilatation de l'argent public et abus de fonction", a indiqué la

MOSTAGANEM - COVID-19
Contrôle médical à plus de 1.300 professionnels de la mer

Un examen médical et psychologique a été effectué à plus de 1.300 professionnels de la mer au niveau du port de pêche et de plaisance de "Salamandre" (Mostaganem), a-t-on appris mardi du directeur de wilaya de la pêche et des ressources halieutiques Toufik Rahmani. Les examens médicaux et psychologiques ayant touché les professionnels de la mer (équipementiers et marins) ont été effectués dans le cadre d'une vaste campagne de dépistage et de prévention du Covid-19, organisée du 13 au 23 avril en cours en coordination avec la direction de la santé et de la population, a précisé M. Rahmani.

Trois cliniques à Salamandre, Kharouba et hai Amara Hamida de Mostaganem ont été retenues pour cette opération portant sur un examen général, un test de la température et une séance de sensibilisation sur les symptômes de ce virus et comment s'en prémunir notamment en milieu professionnel, a-t-il fait savoir.

M. Rahmani a déclaré que "les tests effectués volontairement sur 1 348 professionnels ont démontré une fois de plus le degré de civisme de tous les marins, fournisseurs et armateurs et autres agents exerçant au niveau de cette infrastructure portuaire".

Parallèlement à cette campagne sanitaire, le secteur de la pêche de Mostaganem a organisé deux opérations de distribution de 2.500 masques de protection aux professionnels exerçant au niveau du port et dans la poissonnerie, ainsi que l'octroi de 150 kits alimentaires ayant bénéficié aux familles d'orphelins et veuves de marins et aux professionnels de la mer victimes d'accidents de travail ou atteints de maladies chroniques.

DGSN - SENSIBILISATION

Plusieurs actions de sensibilisation sur la prévention contre le Covid-19 et le respect du code de la route

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a initié plusieurs actions de sensibilisation aux dangers du nouveau coronavirus (Covid-19), et sur le respect du code de la route, a indiqué mardi un communiqué des services de la Sûreté nationale.

Organisées du 22 mars au 26 avril, ces actions ont été menées à travers les ondes des radios nationales et locales afin de faire connaître aux citoyens les dispositions des décrets et de textes réglementaires liés aux mesures préventives contre la pandémie Covid-19 ainsi que les missions de la Police dans ce sens.

Pour ce qui est des activités de sensibilisation menées en coordination avec les autorités locales, la société civile et des académiciens, toutes spécialités confondues, les cadres de la Police ont intervenus sur les ondes de plusieurs chaînes radios et mené des opérations de stérilisation des rues et des places publiques.

Dans le même cadre, les services de Police ont également diffusé des émissions à travers les chaînes radio nationales et locales sur la sécurité routière et le respect du code de la route durant cette crise sanitaire.

La DGSN a choisi la sensibilisation à travers les chaînes radio, notamment locales, afin de "toucher le fin fond de la société", a expliqué le chef de la cellule communication et presse, le commissaire divisionnaire Laroum Ahmed, ajoutant que ces stations "jouent un rôle important en matière de communication avec la société et constituent un trait d'union entre la Police et le citoyen".

responsable à l'APS. La suspension intervient conformément à l'article 43 du code communal stipulant que "tout élu faisant l'objet de poursuites judiciaires pour un crime ou un délit en rapport avec les deniers publics, pour atteinte à l'honneur ou ayant fait l'objet de mesures judiciaires, ne peut poursuivre valablement son mandat électif, et est donc suspendu par arrêté du wali jusqu'à l'intervention du jugement définitif de la juridiction compétente", a-t-elle expliqué.

"En cas d'acquiescement, l'élu reprendra automatiquement et immédiatement ses fonctions", a ajouté le responsable.

EDUCATION NATIONALE

Prolongation de la suspension des cours au 14 mai

Le ministère de l'Éducation nationale a annoncé mardi la prolongation jusqu'au jeudi 14 mai, de la suspension des cours au niveau de tous les établissements éducatifs, tous paliers confondus, indique un communiqué du ministère.

Cette prolongation s'inscrit dans le cadre des mesures préventives de la propagation du Covid-19, a précisé la même source relevant la poursuite de toutes les dispositions prises en vue de palier la suspension des cours.

Il s'agit, ajoute la même source, de la diffusion des cours pilotes pour le 3^e trimestre de l'année scolaire 2019-2020 sur les chaînes de la Télévision publique et les cours de soutien scolaire sur la plateforme numérique de l'Office National d'Enseignement et de Formation à Distance (ENEFD) outre des cours au profit de l'ensemble des

élèves des trois cycles d'enseignement sur Youtube et les émissions diffusées sur les radios locales.

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Ouadjout avait tenu une rencontre de concertation avec des syndicats agréés du secteur de l'éducation en vue d'examiner toutes les mesures envisageables pour ce qui reste de cette année scolaire concernant les cours et l'organisation des examens nationaux, en fonction du taux d'avancement dans l'application des programmes dans les trois cycles de l'enseignement, et ce en cas de prolongation du confi-



nement ou en cas de déconfinement". Il a également tenu lundi une rencontre de concertation avec les associations des parents d'élèves où il a affirmé qu'il n'y aurait pas d'année blanche pour l'année scolaire 2019/2020, compte

tenu du taux d'avancement dans l'application des programmes enregistrés jusqu'au 12 mars dernier, dans les trois paliers d'enseignement, avant l'application des mesures de prévention pour endiguer la propagation du covid-19.

Les rencontres avec les partenaires sociaux aboutiront à des résultats "satisfaisants pour les parents et les élèves"

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Ouadjout, a affirmé, mardi à Alger, que les rencontres entamées lundi avec différents partenaires du secteur "aboutiront à des résultats satisfaisants pour les élèves et les parents et rassurants pour tous les membres de la famille éducative".

"Nous sommes là pour écouter toutes les propositions et je suis convaincu que nous parviendrons, après parachèvement des concertations avec tous les partenaires, à des résultats satisfaisants pour les élèves et les parents et rassurants pour tous les membres de la famille éducative", a déclaré le ministre dans son allocution, lors d'une rencontre de concertation avec des syndicats agréés du secteur de l'éducation.

M. Ouadjout a insisté sur l'impératif de faire prévaloir "l'intérêt du pays et de l'élève ainsi que sa santé et celle des enseignants et de tous les personnels du secteur", soulignant que "l'avenir des élèves, particulièrement ceux devant passer les examens nationaux, demeure notre principale préoccupation et nous ferons de notre mieux pour relever les

défis auxquels fait face l'Algérie, au regard de la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus".

L'objectif de cette réunion est de "réfléchir et de débattre de toutes les mesures envisageables pour ce qui reste de cette année scolaire concernant les cours et l'organisation des examens nationaux, en fonction du taux d'avancement dans l'application des programmes dans les trois cycles de l'enseignement, et ce en cas de prolongation du confinement ou en cas de déconfinement", a expliqué le ministre.

"L'année scolaire 2019-2020 ne sera pas déclarée blanche, au vu du taux d'avancement dans l'application des programmes, tous cycles confondus, jusqu'au 12 mars 2020, d'une part, et la période restante du 3^e trimestre, fixée entre quatre et cinq semaines de cours effectifs au maximum, d'autre part", a rappelé le ministre.

À l'occasion, M. Ouadjout a affirmé que cette rencontre permettra de prendre connaissance de l'avis de chaque partie concernant l'organisation de ce qui reste de l'année scolaire en cours, notamment

la réduction de la durée du 3^e trimestre, estimée par le ministère de trois à quatre semaines, en adoptant le système d'ajustement de l'apprentissage et en fixant une date limite au delà de laquelle, la reprise des cours sera impossible en cas de prolongement des mesures de confinement. La réunion qui se poursuit à huis-clos, a regroupé des représentants de la Fédération nationale des travailleurs de l'éducation (FNTE), de l'Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation (UNPEF), du Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur tertiaire de l'éducation (CNAPESTE), du Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (SNAPEST), du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTTE), du Syndicat national des corps communs et des ouvriers professionnels de l'éducation nationale (SNCCOPEEN), du Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP), ainsi que du Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement primaire (SNAPEP).

LE CNRST

Pr Chitour : "un jalon supplémentaire dans l'édification d'un système de recherche scientifique réussi"

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Chems Eddine Chitour a affirmé, mardi à Alger, que la création du Conseil national de la recherche scientifique et des Technologies (CNRST) était "un jalon supplémentaire dans l'édification d'un système de recherche scientifique réussi".

La tutelle "se félicite de la création du CNRST considéré comme un jalon supplémentaire dans l'édification d'un système de recherche scientifique réussi", a indiqué M. Chitour à l'occasion de l'installation du Pr. Abadlia à la tête du Conseil par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad.

Précisant que le rôle principal de cet organisme était de "garantir la communication et la coordination entre les différents départements ministériels, en recueillant les avis et recommandations relatifs à la recherche scientifique et à la formation technologique", le ministre a fait savoir que ces avis émis par le Conseil "permettent de construire des ponts entre l'université, les centres de recherche, les ministères et l'environnement socioécono-

mique". L'actuel système international "nous incite à faire montre d'un véritable nationalisme économique et scientifique", a soutenu M. Chitour, exprimant la détermination de la tutelle à faire face aux nombreux défis qui se posent à court, moyen et long termes.

A ce propos, le premier responsable du secteur de l'Enseignement supérieur a estimé que "le rôle de l'université algérienne ne devrait pas se limiter à la diffusion des sciences et des connaissances, mais devrait porter haut les aspirations et ériger les établissements universitaires en locomotive de la croissance économique dans le pays".

Outre sa capacité d'être une véritable source pour la formation des créateurs de richesse et au développement de la société, "l'université est habilitée à devenir une force de proposition et contribuer à la relance économique et au développement de la société", a-t-il poursuivi. Il a ajouté que "l'université avait montré "lors de la crise sanitaire mondiale qu'elle est en mesure de répondre partiellement à la demande formulée à l'échelle nationale", indiquant que les

actions menées par les universités, centres et laboratoires de recherche, telles que la fabrication des gels désinfectants, des bavettes, des appareils de respiration artificielle ou encore l'ouverture de centres de dépistage au niveau de 10 universités étaient une preuve tangible de cette dynamique.

Pour M. Chitour, la situation actuelle du pays, dans le contexte de la crise pétrolière, "implique pour nous la prise de mesures anticipatoires qui passent par l'adaptation de l'enseignement et de la recherche dans notre pays, à même de nous permettre de réaliser une autosuffisance scientifique dans le domaine de l'équipement et l'adhésion avec force au processus de transition énergétique pour la réalisation du développement durable".

Dans ce cadre, le ministre a rappelé l'énorme potentiel scientifique dont recèle le secteur qui compte "un corps enseignant fort de 63.000 enseignants, dont plus de 20.000 de rang magistral (professeurs, maître de conférence de classe A) et quelque 17.000.000 étudiants".

Ce potentiel "assure la diffusion du savoir et de la

connaissance, tout en dispensant une formation de qualité à nos étudiants", a-t-il affirmé.

Pour sa part, Pr Abadlia a fait part de sa gratitude pour la confiance dont il a été investi pour la présidence du Conseil qui est, a-t-il dit, "un ajout et un apport qualitatif au paysage institutionnel de la recherche scientifique et du développement technologique", estimant "historique l'opportunité de donner à la recherche scientifique la place qui lui sied dans le système national des politiques publiques". Le Conseil œuvrera, sous peu, à "fixer les contours des grandes orientations de la politique nationale de la recherche scientifique et du développement technologique, tout en prenant compte des priorités nationales du développement", a assuré le même responsable.

Concernant la composante humaine du Conseil, Pr Abadlia a indiqué qu'elle regroupera, entre autres, "des personnalités scientifiques, dont celles établies à l'étranger, des compétences techniques dans la gestion de la recherche scientifique et des cadres du secteur socioéconomique et du Conseil national économique et social (CNES)".

ENVIRONNEMENT

"L'Etat encourage les projets contribuant à la préservation de l'environnement"

Le ministre délégué à l'environnement saharien, Hamza Al Sid Cheikh, a indiqué, mardi à Tindouf, que l'Etat encourageait les projets contribuant à la préservation de l'environnement.

S'exprimant lors de sa visite d'une entreprise privée spécialisée dans le recyclage du plastique, créée via le dispositif de l'Agence nationale de soutien à l'Emploi des jeunes (Ansej), le ministre a affirmé que "l'Etat encourageait ce type de projets contribuant à la préservation de l'environnement et à l'atténuation des coûts écologiques".

M. Al Sid Cheikh, accompagné du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a visité ensuite la centrale solaire (9 mégawatts) dans la zone de Merkala à Tindouf, où il a souligné l'impact de cette installation énergétique qui contribue à la préservation de l'environnement, à la réduction des émissions de gaz et à la création d'emplois.

"L'Etat s'attèle à l'exploitation des différentes technologies pour développer le secteur de l'énergie", a-t-il ajouté dans ce cadre. S'agissant de l'arganier, un arbre endémique de la région, le ministre délégué a mis l'accent sur le rendement économique important de cette espèce arboricole saharienne rare, auquel "l'Etat accordera un intérêt particulier, notamment en ce qui concerne l'extraction de son huile, et lui arrêtera une stratégie à l'exportation".

Le ministre délégué à l'Environnement saharien a fait part, au terme de sa visite de travail, d'une action de solidarité envers la wilaya de Tindouf, consistant en une remise d'équipements de prévention et d'une quantité de produits de désinfection et de nettoyage.

PROTECTION DES PERSONNES ÂGÉES

Mise en place d'un mécanisme de signalement des maltraitances ou négligences

Le ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou a fait état lundi soir à Alger de la mise en place par le service de son département ministériel d'un mécanisme pour signaler les cas de maltraitance ou de négligence à l'encontre des personnes âgées. S'exprimant lors d'une rencontre organisée par le ministère en l'honneur des personnes âgées, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale des personnes âgées (27 avril) en présence de nombre de ministres, Mme Krikou a précisé que ce "mécanisme en ligne" visait à protéger les personnes âgées contre toute forme de négligence ou de maltraitance. Il s'agit d'une "application" lancée sur le site web du ministère visant à surveiller et suivre tous les mauvais comportements contre les personnes âgées et à lutter contre toutes formes d'abandon ou de maltraitance, auxquelles est exposée cette catégorie, a expliqué Mme Krikou.

En outre, ladite application a pour but de prendre les mesures nécessaires et les dispositions appropriées dans le domaine de la protection sociale et de permettre une meilleure prise en charge de cette frange de la société, a-t-elle ajouté.

Ce mécanisme de signalement, note-t-on, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de certaines dispositions de la loi n° 10-12 du 29 décembre 2010, relative à la protection des personnes âgées, notamment son article 11 qui stipule que toute personne physique ou morale peut informer les autorités compétentes des cas de maltraitance ou de négligence à l'encontre de la personne âgée.

Par ailleurs, Mme Krikou a rappelé les mesures prises par le ministère de la Solidarité nationale en coordination avec le ministère de la Santé pour préserver la santé des personnes âgées en cette conjoncture exceptionnelle que vit le pays du fait de la propagation de la pandémie Covid-19. Dans ce contexte, le ministre a assuré que la prise en charge de la catégorie des personnes âgées, était "parmi les priorités de l'Etat", estimant que la protection de cette catégorie est aussi la responsabilité de toute la société.

La première responsable du secteur a fait état, d'autre part, d'un projet de conclusion prochaine de conventions avec plusieurs départements ministériels, à l'instar du Tourisme, devant permettre à la catégorie des personnes âgées de bénéficier de plusieurs mesures et avantages.

Le ministre a également pris en coordination avec le ministère des Affaires religieuses, un dispositif d'accompagnement des personnes âgées pour la récitation du Saint-Coran, lors du mois de Ramadan.

Pour sa part, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi a mis en avant dans son allocution, les efforts de l'Etat en matière de prise en charge et de protection des personnes âgées, appelant les familles et les enfants à prendre soin des parents et à accorder tout l'intérêt à la catégorie des personnes âgées en milieu familial.

RÉOUVERTURE DES COMMERCES

Affluence timide sur les magasins à Oran

Une affluence timide a été enregistrée dimanche à Oran sur les magasins concernés par les nouvelles mesures d'élargissement de certaines activités et la réouverture des commerces, fermés dans le cadre des mesures de prévention et de lutte contre le coronavirus, a-t-on constaté.

Au cours de la matinée du premier jour du processus de "déverrouillage" de l'activité commerciale, un calme et une affluence plutôt timide a été observée dans la plupart des commerces concernés par la réouverture, à la lumière des décisions récentes du gouvernement, hormis les magasins de vêtements.

Dans plusieurs quartiers oranais, à Gambetta, Fernand ville et au centre ville, le constat est le même : des magasins vides ou presque. AM'dina J'dida (ville nouvelle), plus grand regroupement commercial d'Oran d'habitude assailli par des milliers de personnes, les consommateurs se font rares.

Les commerçants restent optimistes. "C'est encore trop tôt pour juger la reprise des affaires", estime un gérant de magasin de meuble. "C'est le matin et c'est ramadan, une partie de la population dort encore, et l'autre ne sait pas encore que les magasins sont ouverts", considère, pour sa part, le propriétaire de matériaux de construction.

L'affluence sur certains commerces est à la base limitée, comme pour les bijouteries, le mobilier de bureau, les commerces de mercerie, entre autres. Le rush n'était de toute façon pas attendu.

Les commerces de vêtements, en ce mois de ramadan et en prévision de l'Aïd, sont les seuls à enregistrer une forte affluence.

Devant l'entrée d'un grand magasin d'habillement pour enfants, situé à Bir El Djir, une trentaine de personnes attendent dehors.

Le magasin de quatre étages a opté pour faire rentrer les gens par groupe, question d'éviter la surcharge et essayer à la fois de faire respecter les conditions préventives et les mesures de distanciation entre les personnes. Les coiffeurs et coiffeuses ont également fait le choix de limiter le nombre des clients. Meriem, une coiffeuse à "Millenium" dit avoir décidé de travailler sur rendez-vous, ne recevant qu'une seule cliente à la fois.

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, avait émis samedi une instruction à l'adresse des départements ministériels concernés ainsi que les walis de la République pour l'élargissement des secteurs d'activités et l'ouverture des commerces, "à l'effet de réduire l'impact économique et social de la crise sanitaire" induite par l'épidémie de coronavirus (Covid-19).

TISSEMSILT

Volontariat de plantation de 20.000 arbustes

Quelque 20.000 arbustes ont été plantés dans la wilaya de Tissemsilt dans le cadre des actions de volontariat du début octobre à la mi mars derniers, a-t-on appris dimanche auprès de la conservation des forêts.

Ces actions ont été concrétisées dans le cadre de la campagne nationale "Un arbre pour chaque citoyen" ciblant des établissements scolaires, de formation et de jeunes, des cités d'habitation, des cimetières et les sites des barrages de Bougara, Koudiet Rosfa et Meghila, a indiqué le chef du bureau extension du patrimoine forestier et mise en valeur des terres, Azzeddine Si Bachir.

Les initiatives de volontariat enregistrent une large adhésion et participation d'entreprises publiques et de directions dont celles de l'environnement et de la protection civile et l'entreprise d'amélioration urbaine "Wancharis net", ainsi que des associations à caractère écologique, des écoliers, des comités de quartiers et des citoyens.

La plantation a concerné les variétés d'arbustes d'ornement, de pin d'Alep, d'eucalyptus, de cyprès, d'acacia et de cèdre. Par ailleurs, il a été procédé jusqu'à la mi-mars dernier, au reboisement de 3 14 hectares sur un total de 500 ha au niveau d'espaces boisés des communes de Layoune, Ouled Bessam, Theniet El Had et Bordj Emir Abdelkader dans le cadre du programme sectoriel portant la mise en terre d'arbustes de pin d'Alep concrétisées par l'entreprise nationale de génie rural relevant de la Direction générale des forêts.

APS

NOUVELLE AÉROGARE D'ORAN

Entrée en service le 1^{er} semestre 2021

La nouvelle aérogare de l'aéroport international d'Oran "Ahmed Benbella" entrera en service au premier semestre 2021, a-t-on appris du Directeur général de l'Entreprise de gestion des services aéroportuaires (EGSA) de l'ouest, Abdelkader Kessal.

La mise en service de la nouvelle aérogare sera précédée par des essais techniques, a-t-il indiqué, signalant savoir que les travaux de ce projet réalisés par la société Cosider ont atteint un taux d'avancement dépassant 95 %.

Les gros œuvres sont achevés à 100% et le projet est en phase d'installation d'équipements dont les ascenseurs, le tapis roulant et les caméras de surveillance.

La réception de la nouvelle aérogare de l'aéroport international d'Oran "Ahmed Benbella", initialement prévue en fin décembre prochain, est reportée au premier semestre 2021.

Les travaux sont suspendus actuellement à cause de la situation sanitaire marquée par l'épidémie du coronavirus.

Cosider a suspendu l'activité de ses travailleurs à cause de cette épidémie, de même que certaines sociétés de sous-



traitance dont une société espagnole chargée de mettre en place le matériel de la nouvelle aérogare, a-t-on fait savoir.

Ce projet, d'un coût global de 38 milliards DA, comporte également la réalisation d'une zone de fret (importation et exportation) suivant les normes internationales sur une superficie de 4000 mètres carrés et l'aménagement d'anciens entrepôts, a indiqué le Directeur général de

l'EGSA. La capacité de traitement de la nouvelle aérogare de l'aéroport international d'Oran "Ahmed Ben Bella" est de 3,5 millions de passagers par an extensible à 6 millions.

Cette aérogare, alimentée en énergie solaire, dispose d'un parking de trois étages d'une capacité de 1.200 véhicules, financé par l'EGSA à hauteur de 1,4 milliard DA, ainsi qu'un autre parking extérieur pouvant également accueillir 1200

véhicules. Par ailleurs, à noter l'achèvement des travaux de réalisation d'une nouvelle double voie sur une distance de 2 km menant vers la nouvelle aérogare, de renforcement de l'éclairage public et de création d'espaces verts à la charge de l'EGSA. Une fois la nouvelle aérogare entrée en service, il sera procédé à l'aménagement de la gare actuelle qui sera réservée aux vols intérieurs après les travaux.

TISSEMSILT ET RELIZANE

Distribution de kits alimentaires à plusieurs familles nécessiteuses

Plus de mille familles nécessiteuses vivant dans des zones reculées de la wilaya de Tissemsilt ont bénéficié, mardi, de colis alimentaires, selon le chargé d'information de l'association de wilaya "Sanabil El Kheir" initiatrice, Mohamed Chaker.

Cette opération de solidarité cible les familles nécessiteuses vivant dans des collectivités rurales isolées situées dans les communes de Maacem, Beni Lahcen, Sidi Abed, Yousoufia, Sidi Slimane, Sidi Lantri, Ammari, Beni Chaib et Lardjem.

La livraison de cette aide en nature, collectée par des bienfaiteurs de la wilaya qui sont adhérents

dans la même association est assurée avec l'aide de cellules de proximité pour la solidarité ainsi que des citoyens bénévoles.

D'autre part, l'association a programmé au cours de cette semaine la distribution de 500 colis alimentaires au profit des personnes aux besoins spécifiques et des orphelins de la wilaya, selon la même source.

L'association Sanabil El Kheir a concocté un programme spécial en ce mois du ramadhan portant, entre autres, sur la distribution de repas aux personnes sans abri, les nécessiteux et les malades chroniques, ainsi que des vêtements pour l'Aïd pour les enfants.

A Relizane, 4.176 colis alimentaires ont été distribués à des familles nécessiteuses et celles impactées par le confinement, a-t-on appris mardi à la direction de l'action sociale.

La même direction a souligné que l'opération a été concrétisée ces derniers jours coïncidant avec le mois du ramadhan et conformément aux conditions de santé actuelles dues à la nouvelle épidémie du coronavirus.

Ces colis alimentaires disposent des produits de consommation de base, selon la même source, qui a ajouté que ces aidés sont collectés par des bienfaiteurs.

CONSTANTINE/COVID-19

Intensification des contrôles des commerces

Les contrôles du respect des règles d'hygiène et de distanciation sociale dans le cadre des mesures de prévention contre la propagation du Covid-19 dans les commerces de la wilaya de Constantine, rouverts à la faveur de la décision du gouvernement portant élargissement des secteurs d'activités seront intensifiés, a indiqué mardi le wali, Saci Ahmed Abdelhafid.

Président une réunion de la commission de wilaya chargée de la lutte contre le nouveau coronavirus, le chef de l'exécutif local a relevé que cette conjoncture "exceptionnelle" impose l'intensification du contrôle

des commerces, instruisant les services du commerce chargés du contrôle "à élargir leur champs d'action et à veiller au strict respect des mesures préventives à l'intérieur des commerces".

Le même responsable, insistant sur l'importance de l'implication de tous, commerçants et citoyens notamment a exhorté les responsables concernés à être intransigeant concernant le respect des règles d'hygiène, des mesures barrières et de distanciation sociale à l'intérieur des commerces pour "minimiser au max

imum le risque de contamination au coronavirus".

L'intervention des agents de contrôle doit cibler tous les commerces en activité et à travers toutes les communes, a encore souligné le wali, qui a mis l'accent sur l'importance d'une "prise de conscience collective" s'agissant des risques encourus, en cas de non respect des mesures de prévention. La réouverture des commerces à Constantine est soumise à une série de conditions préventives à respecter par les commerçants appelés à coopérer à travers l'aménagement des leurs

espaces conformément aux exigences de la conjoncture actuelle, a fait savoir le wali, qui a insisté sur l'importance de "sensibiliser" les commerçants quant à leur rôles dans la lutte contre cette pandémie. Le même responsable, considérant que le citoyen était le maillon fort du processus de lutte contre cette épidémie, a appelé à l'implication des élus locaux, et autres associations de quartiers et organisations à caractère commercial ou artisanal dans cette démarche organisationnelle pour le respect des mesures préventives dans l'activité commerciale.

MOSTAGANEM

Deux ruptures dans la conduite principale de transfert d'eau MAO

Deux ruptures ont été détectées mardi à des endroits différents de la conduite principale de transfert d'eau potable du couloir "Mostaganem-Arzew-Oran" (MAO), a-t-on appris du directeur des ressources en eau de la wilaya de Mostaganem Moussa Lebgaâ.

Les deux incidents se sont produits simultanément vers 04 heures 30 mn dans la localité de "Sidi Mansour", commune de Fornaka (25 km à l'ouest de Mostaganem) et dans le village "Ouled Attia" dans la commune de Sayada (2 km au sud de Mostaganem), provoquant des inondations sur les routes, champs et maisons.

Les services techniques de la Société d'eau et d'assainissement d'Oran (SEOR) ont entamé la réparation des pannes affectant la conduite principale au niveau de la commune de Fornaka, alors qu'un expert en assurances a été dépêché pour évaluer les pertes subies par les agriculteurs, en particulier les

producteurs de pomme de terre de saison, à la suite de l'inondation de leurs champs dans la commune de Sayada, a-t-on ajouté.

La direction de wilaya des ressources en eau a recensé des puits inondés suite à cet incident.

Leurs propriétaires recevront de nouvelles licences de forage ultérieurement, a-t-on assuré.

Les unités de la protection civile sont intervenues pour rouvrir la route nationale RN 17 A, dans son tronçon reliant la Mactaa et le village de Kedadra (commune de Fornaka), fermé à cause de la boue charriée par les eaux sur une distance de deux kilomètres, a-t-on indiqué.

Les mêmes unités ont



constaté également les dégâts causés par la deuxième panne survenue au niveau du chemin de wilaya (CW 24) reliant les communes

de Mesra et Kheireddine ayant provoqué une inondation affectant des maisons dont deux ont été évacués de leurs occupants.

ANNABA

Saisie de 140 gr de cocaïne et 55 gr de crack

La brigade de recherche et d'intervention (BRI) relevant de la police judiciaire de la wilaya d'Annaba a saisi 140 grammes de cocaïne et 55 grammes de crack, et arrêté trois (3) personnes, a indiqué mardi la cellule de communication et des relations publiques de ce corps de sécurité.

Suite à des investigations menées par la BRI, ce groupe criminel a été appréhendé lors d'une descente de la police ciblant une maison dans la vieille ville d'Annaba, où ce groupe s'adonne à son activité illicite, a précisé la même source, soulignant que l'opération a permis également la

saisie de 10 téléphones portables et des sommes d'argent.

Les trois mis en cause, âgés entre 32 et 40 ans seront traduits devant le procureur de la République près du tribunal d'Annaba, après l'achèvement des procédures judiciaires, a-t-on conclu.

BATNA

Saisie de 639 fausses pièces de monnaies anciennes

Les éléments de la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) de la sûreté de la wilaya de Batna ont saisi 639 fausses pièces de monnaies anciennes, a-t-on appris, mardi, de la cellule de communication

de ce corps de sécurité. L'opération a également permis l'arrestation de six (6) personnes, âgées de 20 à 49 ans, à la cité "El Riyadh" de Batna, qui étaient sur le point de vendre leur "marchandise" en tant que

pièces authentiques, selon la même source. Des dossiers judiciaires ont été établis à l'encontre des six individus impliqués dans cette affaire en attendant la tenue de leur procès, a ajouté la même source.

Pour rappel, cette même brigade avait récemment saisi 2190 pièces de monnaies anciennes et procédé à l'arrestation de 5 personnes âgées entre 26 à 35 ans, impliquées dans cette affaire de contrebande.

EL BAYADH

Saisie de plus de 8 quintaux de viande blanche impropre à la consommation

L'inspection vétérinaire de la wilaya d'El Bayadh a saisi 8,24 quintaux de viande blanche impropre à la consommation, a-t-on appris dimanche de l'inspecteur vétérinaire de la wilaya par interim, Laoufi Mohamed Karim. L'opération de saisie a eu lieu samedi au chef-lieu de wilaya

lors du contrôle d'un abattoir avicole dans le cadre des opérations d'inspection quotidienne des abattoirs et des boucheries menées par des éléments de l'inspection vétérinaire. Cette quantité de viande blanche, destinée à être commercialisée, s'est avérée impropre à la consommation

en raison de l'absence des conditions d'hygiène et de froid, a-t-on fait savoir, soulignant qu'en coordination avec les services de sûreté et la direction du commerce, la quantité de viande a été saisie et détruite. Une procédure de poursuite judiciaire a été engagée contre le contrevenant.

ORAN/COVID-19

Distribution de plus de 100.000 bavettes à différents secteurs, dont des hôpitaux

La Chambre d'artisanat et des métiers d'Oran a distribué plus de 100.000 bavettes à différents secteurs, dont les établissements hospitaliers, dans le cadre de la prévention contre la propagation du coronavirus, a-t-on appris du coordinateur de cette initiative.

Un plan d'action de la CAM pour la confection de masques de protection a été très favorablement ac-

cueilli par les artisans et plus de 100.000 unités ont été produites et distribuées aux différents secteurs, dont les hôpitaux, a indiqué Nasreddine Mebarki.

Un millier de combinaisons de protection ont été également distribuées au personnel médical et l'opération est toujours en cours, compte tenu de la demande sur ce type de moyens de protection, a fait savoir M. Mebarki, se-

crétaire général de l'association du club d'artisans en couture "Mains d'or" affiliée à la CAM.

Il a souligné que malgré les conditions sociales difficiles des artisans en couture, une trentaine d'ateliers activant à travers la ville d'Oran se sont portés volontaires et le nombre de leurs travailleurs ne dépasse pas quatre, sachant que la mais on de l'artisanat de hai Es-sabah (est

d'Oran) est aussi mobilisée pour la confection de matériels de protection.

Par ailleurs, 2.000 bavettes ont été distribuées depuis le début du mois sacré du ramadhan, aux citoyens qui fréquentent les marchés populaires, grandes surfaces commerciales d'Oran.

Et, l'opération se poursuivra en cas de disponibilité de la matière première.

EL TARF

Destruction de près de 20 tonnes de produits alimentaires avariés

Près de 20 tonnes de produits alimentaires avariés ont été détruits durant la période allant du 16 mars dernier au 19 avril dans la wilaya d'El Tarf, dans le cadre du dispositif de lutte contre la fraude en cette période de pandémie du coronavirus, a indiqué, dimanche, la direction régionale du commerce et des prix (DCP). Le directeur de la DCP, Omar Chaabna a précisé à l'APS que les services de lutte contre la spéculation et la répression des pratiques frauduleuses ont saisi, durant la même période, plus de 17 tonnes de produits alimentaires de large consommation, dont la farine, la semoule, les viandes, les confiseries et les pâtes, "impropres à la consommation" après leur soumission aux analyses bactériologiques d'usage.

L'issue des nombreuses opérations de contrôle et de saisie, effectuées en étroite collaboration avec les services de sécurité (sûreté de wilaya et les services locaux relevant du groupement de la gendarmerie nationale) et de la direction locale de la santé et la population, les importantes quantités de marchandises déclarées avariées et impropres à la consommation, ont été "immédiatement" détruites pour préserver la santé publique, a soutenu la même source.

Sur un autre registre, M. Chaabna a relevé que plus de 15 autres tonnes de produits alimentaires divers ont saisies et mises à la disposition des autorités locales, dans le cadre de la solidarité nationale avec les familles démunies résidant à travers les zones d'ombre.

Les opérations de saisie de marchandises diverses ont été sanctionnées par l'élaboration de 155 procès-verbaux (PV) dont 102 concernent les pratiques commerciales et 53 pour la répression des fraudes, en prévision des poursuites judiciaires devant être engagées à l'encontre des contrevenants.

Dans le cadre de l'élan de solidarité nationale en faveur des catégories sociales démunies, ou celles affectées par les répercussions sociales des mesures de protection contre le Covid-19, plus de 50 tonnes de produits alimentaires de large consommation, issues de dons et contributions des opérateurs économiques de la région, ont été collectées et mis à disposition des services de la wilaya pour leur distribution, a signalé la même source.

ORAN

1000 kits alimentaires au profit de familles nécessiteuses

Pas moins de 1.000 kits alimentaires ont été distribués, dimanche à Oran, à des familles nécessiteuses à la faveur d'une caravane de solidarité organisée à l'initiative des adhérents du bureau de wilaya du Forum des chefs d'entreprises (FCE), a-t-on appris auprès du président local de cette organisation patronale algérienne.

Cette initiative de solidarité, chapeauté par le wali d'Oran, touchera les familles nécessiteuses, les catégories démunies ainsi que les familles durement affectées par cette situation sanitaire qui prévaut actuellement en lien avec la propagation du Coronavirus, a expliqué Fouad Salah.

Cette action de solidarité qui n'en est pas une, a été entamée jeudi dernier, ciblant différentes communes de la wilaya, englobe des colis alimentaires comprenant divers produits de large consommation (sucre, huile de table, semoule, farine, lait, pâtes, le riz, les tomates, couscous, thé, café) et autres denrées de première nécessité, a-t-on ajouté de même source.

Pour rappel, une opération de solidarité similaire a été organisée auparavant par les opérateurs économiques locaux du FCE où 650 kits sanitaires ont été distribués, à savoir des produits d'hygiène (savons, solution alcoolique, ...) et autres au profit des personnes qui étaient en quarantaine au complexe "Les Andalouses" (Aïn El Turk) décidée par les autorités compétentes à titre préventif, dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus, selon la même source.

AGRICULTURE - TOMATE INDUSTRIELLE

Skikda : plus de 7.000 ha seront exploités pour la tomate industrielle



Pas moins de 7.000 hectares seront plantés pour produire de la tomate industrielle dans la wilaya de Skikda, au titre de l'actuelle saison agricole, selon les prévisions de la direction des services agricoles (DSA).

La campagne de plantation de la tomate industrielle qui se poursuit a atteint, jusqu'au début de cette semaine 6.510 ha, selon la DSA qui souligne que cette superficie est "excellente" au regard de la conjoncture sanitaire liée à l'épidémie du nouveau coronavirus. "Les autorisations de déplacement accordées par les pouvoirs publics aux agriculteurs durant les horaires de confinement ont réduit l'impact de cette conjoncture sanitaire sur l'activité des tomatoculteurs de la wilaya", assure-t-on à la DSA.

Des conventions ont été en outre conclues dernièrement entre des agriculteurs et des unités de transformation pour accueillir la récolte, "dès sa maturité pour éviter les pertes de production contrairement aux précédentes saisons durant lesquelles les récoltes étaient acheminées d'une manière désorganisée aux unités de transformation", a précisé la DSA.

La récolte de tomate destinée à la transformation dans la wilaya de Skikda est écoulée auprès de trois unités de transformation de la wilaya et de 17 autres unités de différentes autres dans d'autres villes du pays, souligne encore la DSA.

Leader dans la filière tomate industrielle, la wilaya de Skikda qui consacre en moyenne 8.000 ha à ce créneau a produit la saison écoulée plus de 4 millions quintaux soit près de la moitié de la production nationale de tomate.

Les principaux fournisseurs de l'Algérie durant les 2 premiers mois 2020

Voici la liste des principaux fournisseurs de l'Algérie et le montant des importations effectuées auprès de ces pays durant les mois de janvier et février 2020 avec une comparaison par rapport à la même période en 2019.

Pays	Valeur	Evolution
	(Millions de dollars)	
- Chine	1.073	-27,80%
-France	589	-9,34%
-Italie	508	-12,24%
-USA	395	+132,34%
-Espagne	383	-27,55%
-Allemagne	333	-35,68%
-Turquie	281	-35,29%
-Brésil	212	+1,42%
-Argentine	192	-52,88%
-Russie	171	+2,45%
-Ukraine	144	+52,37%
-Inde	135	-15,07%
-Egypte	124	+40,12%
-Sud-Corée	123	-24,39%
-A-Saoudite	80	-19,26%
Reste du monde (132 pays):	1.379,74	
TOTAL:	6.129,93	

EXPORTATION DE DATTES

Plus de 1.000 tonnes exportées depuis le début de la pandémie par Air Algérie

La compagnie Air Algérie poursuit les opérations d'importation et d'exportation de marchandises, notamment les dattes algériennes, dont les exportations ont dépassé les 1.000 tonnes depuis le début de la pandémie et la suspension du transport aérien et maritime entre les pays, a fait savoir le directeur général de la filiale "Air Algérie cargo", Rabah Midou.

Air Algérie a augmenté les capacités d'importation et d'exportation de produits et marchandises en passant de 5 à 6 vols par semaine à destination de la France avant le début de la pandémie Covid-19 à une vingtaine de vols par semaine depuis la suspension du trafic aérien et maritime entre les pays, a-t-il précisé en marge d'une opération d'exportation de près de 20 tonnes de dattes algériennes vers la France à partir de l'aéroport international d'Alger Houari Boumediène.

Rappelant que le transport de marchandises n'est pas concerné par la suspension du trafic, le même responsable a indiqué que l'Algérie, qui avait décidé de ne pas exporter les produits stratégiques et les marchandises de large consommation, à l'exception de son excédent de production de dattes, a exporté plus de 1.000 tonnes de dattes vers la France depuis le début de la pandémie.

Il a souligné, dans ce sens que les capacités disponibles d'Air Algérie variaient entre 30 et 50 tonnes/jour.

Concernant l'exportation des dattes algériennes vers la France, le directeur général de la filiale "Air Algérie cargo" a fait état d'une moyenne de 2 à 3 vols/jour à destination de Paris, Lyon et Marseille, soit vers les villes où se concentrent un grand nombre de la communauté algérienne et enregistrant une forte demande, notamment durant le mois de Ramadhan.

Pour sa part, le directeur général



adjoint de la filiale "Air Algérie cargo", Alayli Ilyes a expliqué que les appareils de fret transportent quotidiennement des dattes, seul produit autorisé à l'exportation, à l'aller et reviennent chargés d'équipements et autres produits importés au profit d'opérateurs publics ou privés, notamment des produits pharmaceutiques.

Outre les cargaisons de marchandises, les avions cargo algériens rapatrient également les dépouilles des Algériens établis à l'étranger, et dont le décès n'est pas dû au Coronavirus, pour être enterrés en Algérie, a-t-il ajouté.

Il a assuré que la compagnie demeure

rait mobilisée et prête à servir à la demande de toute entité ou opérateur économique vers toute destination, rappelant, dans ce cadre, les opérations d'exportation de dattes effectuées récemment vers l'aéroport international de Nouakchott (Mauritanie) dans le cadre du programme d'échanges commerciaux entre les deux pays.

Les opérations d'exportation et d'importation sur les quatre avions cargo d'Air Algérie se déroulent dans le respect des mesures préventives contre le Coronavirus et sous le contrôle continu des services de sécurité et des douanes aux côtés des agents d'air Algérie.

INDUSTRIE - SIDÉRURGIE

Annaba : nécessité d'un plan de travail d'urgence pour rattraper le déficit au complexe Sider El Hadjar

Le nouveau président-directeur général (PDG) du complexe sidérurgique Sider El Hadjar, Rézha Belhadj, a affirmé mardi à Annaba la nécessité "d'un plan de travail d'urgence à la lumière duquel sera établie une feuille de route pour rattraper le déficit accusé par le complexe et restituer sa stabilité et son équilibre financier".

En marge de la cérémonie de son installation dans ses fonctions de PDG de Sider El

Hadjar en présence du PDG du groupe industriel Sider, Lakhdar Ouchiche, du représentant du groupe IMETAL, de cadres du complexe et de représentants du partenaire sociale, le même responsable a souligné à l'APS, que "la situation financière du complexe est très difficile et exige la conjugaison des efforts de tous les partenaires pour relever le défi".

M. Belhadj a rappelé l'importance de poursuivre la

concrétisation des projets du plan d'investissements auquel les pouvoirs publics ont affecté d'immenses ressources financières pour relancer le complexe et réhabiliter l'industrie sidérurgique dans la région, considérant que "ces projets du plan d'investissements permettront au complexe à horizon 2022 de fabriquer des produits ferreux conformes aux normes compétitivité mondiale".

Le complexe Sider El

Hadjar connaît actuellement un arrêt total de l'activité de production en raison des mesures prises pour la prévention de la propagation du nouveau coronavirus.

Le nouveau PDG du complexe Sider El Hadjar a été nommé suite à la démission de l'ancien conseil d'administration et au limogement de l'ancien PDG Chamseddine Maâtallah à cause du "maigre" bilan 2019 et l'accumulation d'un déficit financier de 14 milliards DA.

AGRICULTURE - CÉRÉALES

Khenchela : récolte prévisionnelle de 1,8 million qx de céréales

Une production de 1,8 million quintaux de céréales, toutes variétés confondues, est attendue dans la wilaya de Khenchela, au titre de l'actuelle saison agricole, a-t-on appris mardi du directeur des services agricoles (DSA), Rachid Rehameña.

Établies par les équipes techniques spécialisées de la DSA, ces prévisions annoncent 900.000 qx de blé dur, 150.000 qx de blé tendre, 750.000 qx d'orge, a souligné le même responsable qui relève que les conditions climatiques favorables de la saison laissent penser que la production effective totale pourrait dépasser ces prévisions. Plus

de 200 mm de précipitations ont été recueillis par la wilaya durant la fin du mois d'avril permettant de sauver la production de vastes terres agricoles frappées jusque-là par la sécheresse notamment dans la partie Sud de la wilaya qui devra produire, à elle seule, près de 800.000 quintaux de céréales, a ajouté le directeur des services agricoles.

Le rendement moyen par hectare atteindra ainsi 17 qx pour le blé dur, 14 qx pour le blé tendre et 16 qx pour l'orge, souligne M. Rehameña qui a estimé à 105.000 hectares la surface consacrée dans la wilaya à la céréaliculture dont la

campagne de moisson-battage débutera en mai prochain dans les zones à production précoce du Sud (Ouled Rechach, Babar et Chechar. Aussi, 125 moissonneuses-batteuses seront mobilisées pour le moissonnage avec la possibilité de recourir au parc des wilayas voisines, selon le même responsable qui assure que toutes les conditions sont mises en place pour le bon déroulement de cette campagne avec notamment la mobilisation des structures de collecte de la CCLS qui dispose de 550.000 quintaux de capacité de stockage.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 21 dollars à Londres

Les cours du pétrole se sont redressés mercredi, aidé par la perspective d'un déconfinement synonyme de reprise, au moins partielle, de l'activité économique et donc de la demande en pétrole.

Ce mercredi matin, Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin valait 21,29 dollars à Londres, en hausse de 4,06% par rapport à la clôture du marché mardi.

Le baril américain de WTI pour la même livraison gagnait 14,91% par rapport à la clôture d'hier, à 14,18 dollars. Les investisseurs "sont à la chasse aux bonnes affaires après quelques jours de ventes massives", a indiqué Jeffrey Halley, analyste. Le baril de référence aux Etats-Unis avait notamment dégringolé de 25% lundi, et a temporairement perdu plus de 20% mardi matin, avant de se redresser en séance pour accuser finalement un recul de 3,4% à la clôture.

"Les politiques des banques centrales et les



espoirs d'une sortie de crise - ou du moins d'un déconfinement - relativement rapide donnent un peu de répit au prix du pétrole", a indiqué Carlo Alberto De Casa, analyste, une vision partagée par plusieurs

experts. Pressés de relancer l'économie, plusieurs pays européens ont dévoilé, prudemment, des plans de déconfinement progressifs et réversibles afin de ne pas relancer l'épidémie de coronavirus qui continue de

faire des ravages dans le monde sur les plans sanitaire et économique.

Les prix exceptionnellement faibles du brut persisteront toutefois "jusqu'à ce que des réductions de production suffisantes allègent la pression sur les infrastructures de stockage, proches de la saturation", ont rappelé mardi des analystes dans une note. Les acteurs du marché regarderont également mercredi du côté des Etats-Unis où l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) publiera ses chiffres hebdomadaires.

Les analystes anticipent une hausse médiane de 11,9 millions de barils des réserves de brut, qui évoluent déjà à des niveaux proches de leur plus haut historique.

Le Nigeria limite ses exportations à l'approche de l'entrée en vigueur de l'accord Opep+

La compagnie pétrolière d'Etat du Nigeria (NNPC) a annoncé, lundi, avoir retardé la publication de ses futurs plans d'exportation de pétrole en prévision de l'entrée en vigueur de l'accord de réduction de l'Opep+ prévue le 1er mai prochain, ont rapporté des médias locaux.

"L'accord de l'OPEP+ doit être mis en œuvre par la compagnie pétrolière d'Etat du Nigeria pour l'adapter au nouveau programme d'exportation de juin ainsi que pour les programmes prévus en mai", a déclaré à Reuters

une source de la direction générale de la compagnie.

"Les cargaisons de mai seront retardées et les nouvelles cargaisons de juin pourraient être relativement peu nombreuses" a ajouté la même source. Sur la base d'une production de référence d'octobre 2018 de 1,829 million de barils par jour de pétrole brut, le Nigeria devra produire désormais 1,412 million de barils par jour entre mai et juin, 1,495 million de barils par jour entre juillet et décembre et 1,579 million de barils par jour

de janvier 2021 à avril 2022, a annoncé récemment le ministre d'Etat nigérian des Ressources pétrolières, Timipre Marlin Sylva. Abuja avait rejoint les autres membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et non Opep pour mettre en vigueur l'accord de réduction pétrolière de près de 10 millions de barils par jour durant les mois de mai et juin 2020, de 8 millions de barils par jour entre juillet et décembre 2020 et de 6 millions de barils par jour de janvier 2021 à avril 2022.

La Russie estime qu'il est encore tôt d'évaluer l'accord de l'Opep+

Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov a affirmé lundi qu'il était encore tôt d'évaluer l'impact sur le marché de l'accord de baisse de la production pétrolière de l'Opep+ qui entrera en vigueur le 1er mai prochain, a rapporté l'agence Tass.

Répondant à la question de la presse sur d'éventuelles discussions entre la Russie et l'Arabie saoudite sur une baisse additionnelle de la production de pétrole afin de faire remonter

les cours du brut, M. Peskov a appelé à attendre que l'accord Opep+ entre en vigueur le 1er mai avant de procéder à son évaluation, a ajouté la même source.

"Pour le moment, nous devons attendre le 1er mai - le moment où l'accord OPEP+ entrera en vigueur pour évaluer les premiers résultats de cet accord", a-t-il précisé.

Selon le porte-parole de la présidence russe, l'entrée en vigueur de

l'accord OPEP+ sur la baisse de près de 10 millions de barils par jour de la production pétrolière contribuera à la remontée des cours de l'or noir.

Les inquiétudes concernant le stockage et la faiblesse de la demande ont de nouveau pesé sur l'or noir.

Dans la matinée de lundi, le baril de WTI américain chutait de 13%, sous les 15 dollars, alors que le Brent de la mer du Nord perdait plus de 3%, à moins de 21 dollars.

AUTOMOBILE - INDUSTRIE

Des milliards de dollars de pertes supplémentaires pour Ford

Ford a averti mardi s'attendre à enregistrer une perte opérationnelle de 5 milliards de dollars au deuxième trimestre, en raison d'une chute prévue des volumes de ventes de voitures dans toutes les zones géographiques, pour cause de pandémie de coronavirus. Ce déficit s'ajoute à une perte d'exploitation de 632 millions de dollars au premier trimestre, selon un communiqué.

En tout, la marque à l'ovale bleu, qui n'a toujours pas dévoilé la date de réouverture de ses usines américaines fermées pour respecter les mesures de distanciation sociale et de confinement destinées à endiguer

la propagation du Covid-19, devrait avoir perdu plus de 5,6 milliards en six mois.

Les résultats finaux "pourraient diverger des prévisions, du fait de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs", a néanmoins prévenu Ford, qui chiffre à 2 milliards de dollars le manque à gagner causé par la crise sanitaire sur les trois premiers mois de l'année. En effet, une fois les impôts et autres coûts appliqués, le groupe a affiché une perte nette trimestrielle de 2 milliards de dollars, conforme à ce qu'il avait annoncé mi-avril.

Le chiffre d'affaires a pour sa part chuté de 15% à 34,3 milliards. Le construc-

teur automobile n'est en revanche pas parvenu à répondre à toutes les interrogations sur son avenir à court terme. Ford affirme avoir assez d'argent pour tenir jusqu'à la fin de l'année. Sa trésorerie s'élevait à 35 milliards de dollars au 24 avril, dont plus de la moitié provient de lignes de crédit utilisées en urgence et d'une émission obligataire de 8 milliards.

"La compagnie a des liquidités suffisantes pour opérer jusqu'à la fin de l'année, même sans vendre de voitures ou de nouvelles mesures de financement", a insisté Tim Stone, le directeur financier. Seul le hic, le flou entoure toujours la

date de reprise de la production aux Etats-Unis, zone qui représente pourtant 63,5% de ses ventes.

Ce silence suggère que Ford, qui espérait rouvrir ses usines américaines en avril, n'est toujours pas parvenu à un accord avec le puissant syndicat automobile UAW.

Ce dernier avait fait savoir la semaine dernière que ce serait "trop tôt et trop risqué" de reprendre l'activité début mai.

Le groupe compte redémarrer la production en Europe le 4 mai, tandis que celle-ci a déjà recommencé en Chine, pays d'où a émergé la pandémie en décembre.

INDUSTRIE - AÉROSPATIALE

Airbus tombe dans le rouge au premier trimestre sous l'effet du coronavirus



Airbus a publié mercredi une perte nette de 481 millions d'euros au premier trimestre, contre un bénéfice net de 40 millions d'euros un an plus tôt, disant constater "rapidement" les effets de l'épidémie de coronavirus dans ses comptes.

Le chiffre d'affaires a lui affiché une baisse de 15,2% sur les trois premiers mois de l'année, à 10,6 milliards d'euros, "réflétant l'environnement difficile affectant le marché de l'aviation commerciale".

Sur la période, l'avionneur européen a livré 40 appareils de moins que l'an passé en raison de la pandémie. "Nous avons vu un démarrage solide de l'année sur les plans commercial et industriels mais nous constatons rapidement l'impact de la pandémie de Covid-19 dans nos comptes", a affirmé le président Guillaume Faury, cité dans un communiqué, en évoquant "la plus grave crise jamais rencontrée par l'industrie aéronautique".

"Nous n'en sommes encore qu'au début de la crise, étant donné la visibilité limitée" Airbus ne dévoile pas de nouveaux objectifs de résultats à ce stade, a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse téléphonique.

Si l'activité d'Airbus Hélicop très est en hausse (+19% à 1,2 milliard d'euros) et celle d'Airbus Defense and Space stable à 1,202 milliard, le chiffre d'affaires du premier trimestre a pâti de la division des avions commerciaux, en baisse de 2% à 7,6 milliards d'euros. Airbus a livré 122 avions sur le trimestre. Soixante autres appareils ont été produits durant le trimestre, mais n'ont pu être livrés aux clients en raison de l'épidémie de Covid-19.

Les commandes nettes sur la période se sont élevées à 290 appareils alors qu'elles étaient négatives de 58 avions au premier trimestre 2019.

"Au premier trimestre, il n'y a pas eu d'annulation liée au Covid-19", a assuré M. Faury.

Airbus a annoncé début avril la réduction d'un tiers de sa cadence de production d'avions pour répondre aux demandes de reports de livraisons des compagnies aériennes.

MAROC

Le PIB devrait régresser de 6,8%

Le PIB du Maroc devrait régresser de 6,8% en raison de l'aggravation de la crise sanitaire liée au COVID-19 qui pousseraient les entreprises à limiter au maximum leurs besoins de financement, dans un contexte d'incertitude quant à la reprise de la demande, prévoit le Haut commissariat au plan (HCP) dans une note publiée mardi.

Cette régression est due également au recul de l'investissement au rythme de -26,5% par rapport au deuxième trimestre 2019, pâtissant d'une accentuation du mouvement de déstockage des entreprises, selon les nouvelles estimations du HCP sur la croissance économique pour le premier trimestre 2020.

Par secteur d'activité, la croissance de la valeur ajoutée agricole s'établirait à -4,2% au deuxième trimestre 2020, alors que celle des activités non-agricoles se replierait de 6,9%, au cours de la même période.

Le secteur tertiaire souffrirait de la réduction du commerce et des transports, et de l'arrêt quasi-total de l'activité dans l'hébergement et la restauration, alors que la valeur ajoutée du secteur secondaire se contracterait de 8,9%, en variation annuelle.

D'après les prévisions du HCP, la croissance économique nationale serait amputée de 8,9 points, au deuxième trimestre 2020, par rapport à son évolution d'avant-crise du COVID-19, au lieu de -3,8 points prévu au 7 avril.

Cela représenterait une perte globale potentielle d'environ 29,7 milliards de dirhams (1 dollar équivaut à 9,5 DH) pour la première moitié de 2020, au lieu de 15 milliards de DH prévue au 7 avril.

SOLIDARITÉ À TIZI-OUZOU

Près de 11.700 litres de lait offerts par les éleveurs

Quelque 11.695 litres de lais frais de vache ont été offerts, depuis le début de ce mois d'avril par les éleveurs de Tizi-Ouzou, aux familles dans le besoin, en signe de solidarité durant cette période de pandémie et de Ramadhan, a-t-on appris mardi, du président de la chambre d'agriculture de wilaya (CAW), Hamid Saidani.

Cette quantité de lait a profité à plus de 5000 familles réparties sur une quinzaine de communes de la wilaya en plus du personnel médical qui en a bénéficié à travers des dons à l'Institut national supérieur des sages-femmes et la résidence du club de football la JSK ou des repas sont préparés par des bénévoles pour les soignants, selon un bilan qui couvre la période allant du 6 au 22 de ce mois d'avril.

Cette opération de solidarité, lancée par la CAW placée sous le slogan "un litre de lait par jour et par éleveur", a été concrétisée grâce à la contribution des éleveurs, qui ont proposé d'offrir une part de leur production pour aider les familles dans le besoin et à la collaboration d'autres partenaires dont le Conseil de wilaya interprofessionnel de la filière lait et des laiteries STLD-le fermier et Attouche lait qui effectuent la stérilisation et la mise en sachet du lait offerts.

"L'agriculteur est de nature généreux et à Tizi-Ouzou, cette générosité s'est exprimée dans ses plus belles images durant cette période de pandémie de Covid-19 et de ce mois de Ramadan", a souligné M.

Saidani qui rassuré que l'opération de don de lait se poursuivra tant qu'il y aura des demandes sur ce produits. Il a rappelé qu'en plus de cette opération de don de lait, des quantités importantes de produits agricoles, ont été offertes par les agriculteurs et les éleveurs de la wilaya pour aider les familles démunies mais aussi celles qui se sont retrouvées dans le besoin en raison du confinement. L'une des premières actions auxquelles ont participé les agriculteurs est la caravane de solidarité, initiée le 1er avril dernier, par la wilaya au en direction des populations des zones d'ombre, et qui a ciblé 150 familles nécessiteuses des commune d'Imsohail, Mkira et Ait Yahia Moussa. Les agriculteurs ont participé avec 150 plateaux d'œufs, 150 boîtes de camembert, 300 boîtes d'olives de table et 150 sac de semoule, a indiqué M. Saidani. Outre les familles de Tizi-Ouzou, les agriculteurs ont aussi aidé les populations de la wilaya de Blida à travers une caravane de 550 litres d'huile, 600 litres de lait, 650 plateaux d'œufs, 40 kg de miel, 150 poulets, 1000 boîtes d'olives de table, 150 boîtes de camembert, 105 sacs de pomme de terres en plus d'une quantité importante de semoule farine et pâtes alimentaires, a-t-on appris de même source. Le président de la CAW a relevé que d'autres opérations de solidarité sont en cours de préparation par cette même chambre.

AIN TEMOUCHENT

Plus de 12.000 familles bénéficiant de colis alimentaires

Plus de 12.000 familles éprouvées par les mesures de confinement et autres vivant dans les zones d'ombre de la wilaya d'Ain Temouchent ont bénéficié de colis alimentaires, a indiqué le responsable de l'action sociale.

Depuis début avril, l'opération de solidarité, supervisée par la wali d'Ain Temouchent, Labiba Ouinez, dans le cadre de l'activité de la cellule de crise en charge de la prévention, du suivi et de la lutte contre la propagation du coronavirus, a donné lieu à la distribution de plus de 12.000 colis alimentaires, a indiqué Mohamed Bouzada.

Les aides sont fournies dans le cadre de l'élan de solidarité dans la wilaya pour soutenir les efforts de lutte contre la propagation du coronavirus.

Un centre de collecte dans la commune d'Ain Tolba, relevant du secteur de l'action sociale, enregistre une contribution importante de bienfaiteurs. Des opérations de solidarité, lancées à la fois par la chambre de commerce et d'industrie et la chambre d'agriculture de la wilaya, ont contribué à la fourniture et distribution de quantités importantes de denrées alimentaires et de légumes, de viandes, rouge et blanche, et le lait, selon le même responsable. La distribution de ces aides en nature a touché des zones d'ombre au niveau de 28 communes, notamment les familles éprouvées par les mesures de confinement sanitaire et les familles nécessiteuses. L'opération s'effectue en coordination avec les cellules de vigilance installées au niveau de l'ensemble des communes de la wilaya, a fait savoir M. Bouzada.

Les cellules de proximité relevant du secteur poursuivent leurs caravanes de solidarité. L'opération a touché plus de 200 familles dans les zones d'ombre à travers la wilaya.

ASSOCIATION "KAFIL AL YATIME" DE BLIDA

Distribution de 30.000 aides alimentaires à la fin du mois sacré

L'Association caritative "Kafil al Yatime" de Blida s'attèle au parachèvement d'une opération de distribution de 30.000 aides alimentaires-lancée depuis la déclaration de l'épidémie du Covid-19- vers la fin du mois sacré du Ramadhan, a-t-on appris, mardi, auprès de son président.

Animant un point de presse consacré aux activités de son association, durant la crise sanitaire du Covid-19, Ali Chaouati a fait part de la distribution entre la mi-avril et le 24 du même mois de près de "14.000 colis alimentaires sur un total de 30.000 programmés à la distribution, jusqu'à la fin du mois sacré", a-t-il fait savoir.

"La crise sanitaire traversée par la wilaya a impacté négativement sur de nombreuses familles ayant perdu leur gagne pain, à cause du confinement total imposé, durant un mois, à la wilaya", a-t-il indiqué, expliquant, par là, la décision prise par l'association "Kafil al Yatime", d'élargir la liste des bénéficiaires de ces aides alimentaires, à "d'autres catégories de la population, autres que les veuves et les orphelins, qui sont habituellement pris en charge par notre association", a-t-il souligné.

M. Chaouati a fait part, à ce titre, de la distribution



de "14.000 aides alimentaires, dont 5.847 aides au profit des veuves et des orphelins, et 7.718 au profit de familles nécessiteuse ou ayant perdu leur gagne pain durant cette crise sanitaire", a-t-il signalé.

Outre ces aides alimentaires, près de 3.500 veuves en situation de détresse, ont également, bénéficié, selon le même responsable, d'aides financières d'une valeur unitaire entre 5000 à 10.000 da. D'autres produits alimentaires, dont

des légumes, de la farine, de la semoule, du lait et des eaux minérales, représentant des dons de bienfaiteurs-dont un taux de 80% issus du dehors de la wilaya-ont, également, été distribués par l'association, outre 15.221 bavettes, 3000 gants médicaux et des produits désinfectants, distribués à des citoyens et aux établissements hospitaliers. M. Chaouati a particulièrement souligné l'importance des dons (de nombreuses wilayas)

réceptionnés", ce qui a contraint l'association, a-t-il dit, à "recourir à l'aide d'autres associations, des imams, des présidents de quartiers et des scouts, pour l'acheminement de ces aides à leur bénéficiaires, notamment les produits périssables", a-t-il observé.

Il a, également, signalé la poursuite des campagnes de sensibilisation sur les moyens de prévention de ce virus contagieux, suite, a-t-il dit, "au constat d'un relâchement de la part d'un nombre de citoyens à l'égard des mesures barrières, après la levée du confinement total, et son remplacement par un confinement partiel.

"Plus de 1000 bénévoles (entre membres permanents de l'association, et nouveaux adhérents suite à la déclaration du Covid-19), qualifiés, par M. Chaouati, de "première ligne de défense", prennent part aux opérations de distribution de ces aides, est-il signalé.

ALGER - RAMADHAN

350 repas distribués quotidiennement par la commune de Sidi Moussa aux familles nécessiteuses

La commune de Sidi Moussa (sud-ouest d'Alger) assure la distribution quotidienne de 350 repas chauds complets au profit des familles nécessiteuses habitant les différents quartiers et zones d'ombre de cette collectivité, a-t-on appris mardi auprès du président de l'Assemblée populaire communale (P/APC), Allel Bouteldja.

Dans ce cadre, le P/APC de Sidi Moussa a expliqué que la stratégie adoptée cette année, notamment suite à la fermeture des restaurants Errahma, consiste à distribuer quelque 350 repas chauds quotidien-

nement au profit des personnes nécessiteuses dans les zones d'ombre, précisant qu'une enveloppe de plus de 100 millions de centimes a été consacrée à cet effet. Précisant que la préparation des repas chauds se fait depuis le début du mois sacré en collaboration avec les Scouts musulmans algériens (SMA) et l'association «Empreinte de jeunes», M. Bouteldja a fait savoir que la distribution de ces repas sur les familles est assurée dans le strict respect des mesures préventives. Le responsable a également appelé les bienfaiteurs à contribuer à

cette action caritative qui se poursuivra tout au long du mois sacré de ramadhan, précisant que la capacité de distribution est de 500 repas/jour.

Depuis le début de la crise sanitaire due à la propagation du coronavirus, la commune de Sidi Moussa a distribué des aides alimentaires aux familles habitant les zones d'ombre, après avoir réceptionné des services de la wilaya d'Alger 160 couffins dans une première étape puis 400 couffins que les services de la commune a doté de produits supplémentaires, a ajouté M. Boutheldja.

CENTRE D'HÉBERGEMENT D'URGENCE DE DELY BRAHIM

250 sans-abri pris en charge depuis le début du mois de Ramadhan

Plus de 250 sans-abri sont pris en charge depuis le début du mois sacré de Ramadhan au niveau du Centre d'hébergement d'urgence de Dely Brahim à Alger, dans le strict respect des conditions de prévention du Covid-19, a-t-on appris mardi du directeur du bureau de solidarité sociale de la wilaya d'Alger.

Les responsables du Centre veillent à assurer une ambiance ramadanesque et une chaleur familiale aux pensionnaires, notamment les 250 personnes sans-abri recueillies des rues avec le début du confinement dans la capitale, a indiqué M. Mohamed Laïchi dans une déclaration à l'APS. Les

résidents du centre partagent le repas d'Iftar (rupture du jeûne), dans le respect des conditions de prévention, entre autres, la distanciation et l'hygiène, assure le même responsable.

Les résidents atteints de maladies chroniques sont également pris en charge par les médecins du centre, à travers des examens médicaux périodiques, dans le cadre des mesures prises pour prendre en charge cette catégorie vulnérable et la protéger du Covid-19, a ajouté M.

Aïchi qui a assuré que les repas offerts sont complets et sains.

Malgré la situation sanitaire exceptionnelle ayant

grandement impacté la dynamique des soirées ramadanesques qui régnaient d'habitude dans ces centres pour alléger le fardeau de l'éloignement, toutes les conditions sanitaires et psychologiques ont été réunies pour une bonne prise en charge de cette catégorie sociale, a-t-il poursuivi.

Par respect aux mesures de confinement, et dans le souci d'atténuer la pression sur le Centre d'accueil d'urgence de Dely Ibrahim, quelque 30 femmes ont été orientées vers Dar El Hassana à Zghara (Bologhine), a précisé M.

Laïchi, faisant savoir qu'un groupe d'hommes a été orienté également vers

deux centres d'accueil récemment aménagés relevant de la Direction de la Jeunesse, des sports et des loisirs, au niveau des centres culturels d'El Madania et Bologhine.

Le but étant de prendre en charge cette catégorie jusqu'au déconfinement total pour éviter toute éventuelle contamination au Covid-19.

A noter que le bureau de solidarité sociale de la wilaya d'Alger supervise le suivi et la gestion de nombre de centres d'aide aux SDF, aux personnes vulnérables en situation de détresse et aux jeunes exposés aux dangers de la violence ou de la toxicomanie.

ONU - SANTÉ - VIRUS

L'épidémie de COVID-19 pourrait entraîner des millions de grossesses non désirées, selon l'ONU

Les confinements et les perturbations majeures en cours des services de santé pendant la pandémie de COVID-19 pourraient entraîner 7 millions de grossesses non désirées dans les prochains mois, selon les données publiées mardi par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et ses partenaires.

Ils estiment que le nombre de femmes qui ne seront plus en mesure d'accéder à la planification familiale ou qui risquent d'être confrontées à des grossesses non désirées, à des violences basées sur le sexe et à d'autres pratiques néfastes, pourrait "monter en flèche" de plusieurs millions en raison de la crise, indique un communiqué de presse du FNUAP.

"Ces nouvelles données montrent l'impact catastrophique que le COVID-19 pourrait bientôt avoir sur les femmes et les jeunes filles dans le monde", a commenté Natalia Kanem, directrice exécutive du FNUAP. "La pandémie aggrave les inégalités et des millions de femmes et de jeunes filles risquent désormais de perdre la capacité de planifier leur famille et de protéger leur corps et leur santé". Cette étude a été menée par le FNUAP, en col-



laboration avec Avenir Health, l'Université Johns Hopkins aux Etats-Unis et l'Université Victoria en Australie. Le COVID-19 a un impact énorme sur les femmes et les jeunes filles car les systèmes de santé sont surchargés et les installations ferment ou fournissent un ensemble limité de services

dont elles ont besoin. Dans le même temps, de nombreuses femmes et jeunes filles renoncent à passer des examens médicaux importants par peur de contracter le virus, explique le communiqué de presse.

Selon le FNUAP et ses partenaires, à l'échelle mondiale, environ 450 millions de

femmes dans 114 pays à revenus faibles ou intermédiaires utilisent des contraceptifs. Ils prévoient que si les services de santé restent perturbés et que les confinements se poursuivent pendant six mois, quelque 47 millions de femmes dans ces pays pourraient ne pas avoir accès à des contraceptifs modernes, ce qui risque d'entraîner environ 7 millions de grossesses non désirées. Il y aura également 31 millions de cas supplémentaires de violences basées sur le sexe au cours de la même période, avec 15 millions de cas supplémentaires attendus pour chaque nouvelle tranche de trois mois de confinement, ajoute le communiqué. De même, 13 millions de mariages d'enfants supplémentaires pourraient avoir lieu cette décennie, la crise ayant perturbé les efforts visant à mettre fin à cette pratique.

FORÊT - TRAVAIL - ACCIDENT

FAO : "le métier de forestier parmi les professions les plus dangereuses au monde"

Le métier de forestier fait partie des professions les plus dangereuses au monde, a indiqué mardi un rapport de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation, faisant état d'un manque de statistiques "exhaustives" sur le nombre d'accidents de travail dans ce domaine.

Publié à l'occasion de la Journée mondiale pour la sécurité et la santé au travail, le rapport de la FAO a souligné que les données officielles relatives aux accidents dans le secteur de la foresterie révèlent un nombre élevé de blessures et de morts chaque année et qu'un bon nombre d'entre elles interviennent dans les pays développés.

Le document note, néanmoins, que ces statistiques ne donnent pas d'indication sur l'étendue des accidents survenant dans le secteur forestier informel qui emploie entre 45 et 50 millions de personnes à travers le monde.

"Les accidents et décès survenant dans le secteur forestier informel ou à la suite d'actes d'exploitation forestière illégale ne sont pas toujours enregistrés comme des accidents forestiers et ne sont parfois pas signalés du tout", a écrit Jonas Cedergren, expert forestier à la FAO et co-auteur du présent rapport.

"Mais, il est important de se souvenir que ces accidents sont toujours aussi tragiques" a-t-il ajouté.

"Réduire les blessures et les décès constitue une partie importante de nos efforts en vue d'atteindre les Objectifs de développement durable liés aux emplois décents, à la bonne santé, au bien-être, à la pauvreté et à l'égalité", a souligné M. Cedergren.

Le rapport intitulé "Santé et sécurité et au travail dans le contexte de la récolte forestière et de la sylviculture" a recommandé à l'industrie forestière de travailler à améliorer son bilan sécuritaire et à promouvoir l'emploi en milieu rural en vue de réaliser les Objectifs de développement durable (ODD). Les emplois dans le secteur forestier sont souvent caractérisés par des conditions de travail difficiles comme le fait de faire tomber de grands arbres, parfois pourris à l'aide d'outils dangereux et de soulever des charges relativement lourdes, parfois dans des conditions climatiques

extrêmes. Selon le rapport, les vibrations émises par les outils manuels et les tâches répétitives peuvent entraîner des blessures musculosquelettiques tandis que le bruit des tronçonneuses et des débroussailluses peuvent provoquer des pertes d'audition et réduire la capacité des ouvriers à évaluer les menaces posées par les machines, les arbres et même la faune.

Les forestiers travaillent également sur des terrains difficiles, où le sol et les bûches peuvent devenir glissants lorsque mouillés, et souvent dans des endroits isolés loin de toute aide.

Nécessité d'instaurer une culture de la sécurité

Toujours d'après le rapport, une mauvaise formation, le manque de supervision, l'utilisation de machines de faible technologie et du matériel inadéquat pour faire face aux problèmes de sécurité posés par des conditions de travail difficiles peuvent amplifier les risques dans les pays en développement.

Les travailleurs forestiers sont également vulnérables face aux risques biologiques tels que les infections et les maladies transmises par les insectes et les morsures d'animaux. Néanmoins, le

rapport de la FAO a soutenu qu'il est possible de changer la donne et d'instaurer une culture de la sécurité qui minimise les risques relatifs à la santé et à la sécurité de l'ouvrier.

Dans ce cadre, le rapport propose une série d'étapes à suivre pour pouvoir réduire les accidents forestiers dont le fait d'identifier les risques, de mener à bien des contrôles de sécurité, de garantir des méthodes de travail sûres et de former les ouvriers aux premiers secours. Le document de la FAO insiste également sur la nécessité de mener des enquêtes suite aux incidents de manière à pouvoir lutter contre les causes de l'accident, et de constituer des registres et de statistiques afin d'identifier et de résoudre les problèmes récurrents.

Destiné aux organisations de producteurs, aux syndicats, aux instituts de formation professionnels, aux instructeurs et aux organismes publics concernés, le document offre également des conseils pratiques pour faire face aux problèmes sécuritaires tels que les risques biologiques, chimiques, le stress thermique, l'utilisation de machines, les risques liés à l'abattage, les sciesuses, la plantation d'arbres et la récolte de produits forestiers non-ligneux.

TRANSPORT

Un porte-conteneurs contenant 1.300 tonnes de combustibles à la dérive dans la mer des Caraïbes

Un porte-conteneurs de l'armateur danois Maersk, victime d'une panne de moteur suite à un incendie, est "à la dérive" à l'est de la Guadeloupe (Mer des Caraïbes), avec à son bord 1.300 tonnes de combustibles et d'autres produits polluants", a annoncé mardi le préfet de Martinique (Territoire français). Le porte-conteneurs Maersk Vilnius, situé à 190 miles nautiques (350 km) à l'est de la Guadeloupe, a signalé dimanche le départ d'un feu localisé en salle des machines, précisant dans un communiqué le préfet, délégué du gouvernement pour l'action de l'Etat en mer. Le feu a été "maîtrisé quelques heures plus tard", mais "les

dommages matériels (...) ne permettent pas aux moteurs de propulsion de fonctionner. Le porte-conteneurs est ainsi à la dérive".

Le navire "contient près de 1.300 tonnes de combustible et d'autres produits polluants", qui n'ont "pas été affectés par l'incendie" et "demeurent en sécurité". Il "dérive actuellement vers l'ouest à une vitesse moyenne de 1,4 noeuds".

Afin d'anticiper le rapprochement de ce navire des Petites Antilles, deux remorqueurs ont été mis en alerte par le Centre Régional Opérationnel de Surveillance et de Sauvetage Antilles-Guyane (CROSS AG).

ONU

La pandémie de Covid-19 va accroître la faim et la pauvreté en Amérique latine

La pandémie de coronavirus va entraîner une augmentation de la faim et de la pauvreté dans les pays d'Amérique latine, selon un rapport de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) rendu public mardi. "La région a vu sa sécurité alimentaire s'aggraver ces dernières années et cette nouvelle crise pourrait avoir un impact particulièrement grave sur certains pays et territoires", indique l'organisation dans le document commandé par le Mexique, qui occupe la présidence tournante de la Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC).

La FAO souligne qu'il existe déjà une insécurité alimentaire aiguë due à des facteurs économiques et climatiques dans les pays suivants : Venezuela, Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Haïti.

Selon l'agence onusienne, le plus grand risque à court terme serait des pénuries alimentaires pour "la population qui respecte les mesures de sécurité sanitaire pour prévenir la propagation du virus et qui, dans de nombreux cas, a perdu sa principale source de revenus". Pour cette raison, l'agence demande aux gouvernements de déclarer l'alimentation et l'agriculture comme des activités stratégiques d'intérêt public national. "Il est essentiel de maintenir viable le système alimentaire, afin que la crise sanitaire ne se transforme pas en crise alimentaire", estime Julio Berdegue, le représentant régional de la FAO, cité dans un communiqué du gouvernement mexicain. L'agence recommande de renforcer les programmes de soutien nutritionnel pour les mères en âge de procréer et les enfants de moins de cinq ans, ainsi que de garantir l'alimentation scolaire et d'étendre les programmes de protection sociale. "Pour garantir l'approvisionnement alimentaire, la FAO recommande de faciliter le transport et l'accès économique aux intrants productifs (semences, engrais, aliments pour animaux, etc.) ainsi qu'aux machines et aux infrastructures", ajoute le document.

L'Amérique latine a franchi la barre des 175.000 cas déclarés de Covid-19, qui ont causé la mort de plus de 87.000 personnes, selon un décompte de l'AFP établi à partir de chiffres officiels.

PÉROU

Mutinerie dans une prison au Pérou: 9 morts, des blessés

Neuf détenus ont été tués lors d'une mutinerie dans une prison de Lima, où des prisonniers sont morts du Covid-19, selon un nouveau bilan fourni mardi par les autorités qui font état de 67 blessés parmi les détenus, surveillants et forces de l'ordre. "La mutinerie a fait neuf morts parmi les détenus et 67 personnes ont été blessées parmi les officiers de police, les détenus et les surveillants", a indiqué l'Institut national pénitentiaire (INPE) dans un communiqué. Un précédent bilan faisait état de huit tués. Parmi les blessés figurent 60 gardiens de prison, cinq officiers de police et deux détenus, selon l'INPE. "Tous les corps ont été emmenés à la morgue centrale de Lima pour l'autopsie légale, avec un diagnostic d'impact de balle présumé", a ajouté la police. La mutinerie dans la prison Miguel Castro Castro, dans l'est de la capitale péruvienne, a débuté lundi, après le décès la veille de deux détenus infectés par le coronavirus. Les prisonniers avaient mis le feu à des matelas pour protester contre le refus de libérer des détenus vulnérables dans un établissement vétuste et surpeuplé, où ils ne peuvent recevoir des soins corrects. Le directeur de l'INPE, Gerson Villar, a confirmé que deux détenus de cette prison étaient morts du Covid-19 dimanche et indiqué que les revendications portaient sur les grâces décidées en raison de la pandémie. Le gouvernement péruvien a annoncé la semaine dernière qu'il allait gracier quelque 3.000 prisonniers vulnérables. "Les problèmes du système de santé dans les prisons ne datent pas d'aujourd'hui, mais ont été aggravés par la nouvelle pandémie de coronavirus", a ajouté M. Villar. La prison Miguel Castro Castro compte 5.500 détenus pour une capacité théorique de 1.140 places. Une autre prison, qui compte 2.100 détenus pour une capacité théorique de 680 places, à Huancayo (centre), a aussi été le théâtre d'une mutinerie lundi.

Mardi, des détenus de la prison de Lurigancho, la plus peuplée du pays, située au nord de Lima, ont organisé une manifestation pour demander des mesures de protection contre le Covid-19. Ils sont retournés dans leurs cellules après quelques heures. Selon les autorités, le coronavirus a tué 15 prisonniers et en a infecté plus de 500 au Pérou. En outre, 169 gardiens de prison ont été testés positifs au coronavirus et sept en sont morts. Le pays de 32 millions d'habitants a enregistré 28.699 cas déclarés de Covid-19 dont 782 décès, selon les derniers chiffres officiels.

A L G É R I E - S A N T É

CORONAVIRUS - TÉBESSA Un patient guéri quitte l'hôpital de Bekaria

Le premier cas de patient guéri du coronavirus a quitté mardi l'établissement public hospitalier, EPH - Bouguerra Boulaares de Bekaria (wilaya de Tébessa), a indiqué le directeur de cette structure sanitaire, Ali Farah. "Les analyses effectuées à l'Institut Pasteur d'Alger ont confirmé la guérison du malade qui a quitté l'hôpital aujourd'hui", a précisé le même responsable dans une déclaration de presse, ajoutant que "d'autres patients, actuellement sous traitement quitteront dans quelques jours l'hôpital".

M. Farah a précisé que depuis l'apparition du virus, 26 cas confirmés ont été enregistrés dans cette wilaya frontalière dans 7 communes et 6 décès sont à déplorer, indiquant que "les patients sont soumis au protocole de traitement à la chloroquine et se portent bien".

Pour sa part, le directeur de la santé et de la population, Saïd Belaid, a souligné la nécessité du respect des mesures préventives et du confinement sanitaire, afin de limiter la propagation du virus, appelant les citoyens dans ce contexte à faire preuve d'un sens de responsabilité notamment dans ces conditions sanitaires exceptionnelles.

L'ENIE de Sidi Bel-Abbès lance une initiative de réparation des appareils de réanimation

L'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) de Sidi Bel-Abbès a lancé une initiative pour réparer et assurer la maintenance des appareils de réanimation et des respirateurs gratuitement dans le cadre de la contribution aux efforts de lutte contre la pandémie du coronavirus, a-t-on appris mardi de son président directeur général, Abbès Mekimene.

Une correspondance a été faite dans ce sens à différents établissements sanitaires dans les wilayas de l'Ouest du pays dont Oran, Ain Témouchent, Sidi Bel-Abbès, Saïda, Mascara et Tlemcen, les invitant à bénéficier de ce service gratuit, a-t-il indiqué, signalant qu'une équipe a été mobilisée au niveau de l'unité de maintenance de l'ENIE dans le cadre de cette opération.

Ainsi, six appareils de respiration appartenant au CHU "Abdelkader Hassani" de Sidi Bel-Abbès ont été réparés et remis à cet établissement sanitaire en attendant l'accueil d'autres appareils nécessitant maintenance, selon le Pdg de l'ENIE.

Une fois récupérés le week end dernier par le CHU "Abdelkader Hassani" de Sidi Bel-Abbès, ces appareils réparés ont été mis à la disposition de l'EPH "Dahmani Slimane" qui prend en charge des malades atteints du coronavirus, a fait savoir le directeur de cet établissement sanitaire, Youcef Chérifa. Trois respirateurs ont été réceptionnés auprès de donateurs dans différentes actions de solidarité permettant de fournir d'importants appareils au service de réanimation et au laboratoire, nonobstant d'autres équipements et matériels médicaux et produits de désinfection et de prévention, a-t-on souligné.

Les appareils de réanimation disponibles actuellement au niveau du CHU "Abdelkader Hassani" et l'EPH "Dahmani Slimane" sont suffisants pour la prise en charge adéquate des malades admis en réanimation, a-t-on affirmé.

BATNA Autorisation du CAC pour effectuer les tests de dépistage du Covid-19

Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière a autorisé le laboratoire central de l'établissement hospitalier spécialisé de lutte contre le cancer, CAC-Batna, à effectuer à compter de mardi les tests de laboratoire de dépistage du nouveau coronavirus, a indiqué le directeur de wilaya de la santé et de la population, Farid Abdeslam.

Le même responsable a précisé à l'APS qu'en vertu de cette autorisation, le laboratoire du CAC figure officiellement parmi le réseau national de laboratoires de dépistage du Covid-19. La réalisation de ces tests par le laboratoire permet "d'accélérer les opérations de diagnostic des cas de suspects d'infection par ce virus dans la wilaya de Batna", a souligné la même source. Le directeur du CAC-Batna, Aïssa Madhoui, avait déclaré récemment que le laboratoire central du centre dirigé par un professeur spécialisé en microbiologie dispose des moyens humains et matériels nécessaires pour ces analyses laboratoires.

Le premier laboratoire privé à l'échelle nationale agréé pour effectuer les tests de dépistage du Covid-19 était entré le 16 avril courant et n'activité à Batna après son inspection par des experts de l'Institut Pasteur d'Alger, rappelle-t-on.

CORONAVIRUS 132 nouveaux cas confirmés et 5 nouveaux décès en Algérie

Cent-trente-deux (132) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et cinq (5) nouveaux décès ont été enregistrés lors des dernières 24 heures en Algérie, portant ainsi le nombre de cas confirmés à 3649 et celui des décès à 437, a indiqué mardi le porte-parole du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus, Djamel Fourar.

Les cinq décès ont été enregistrés à Tiaret (2), Tipasa (1), Oum El-Bouaghi (1) et Annaba (1), a précisé M. Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie, ajoutant que le nombre des cas confirmés est réparti sur 47 wilayas, alors que le nombre des personnes guéries a atteint 1.651, dont 93 durant les dernières 24 heures. Selon le même responsable, les personnes âgées entre 25 et 60 ans représentent 55% de l'ensemble des cas confirmés de coronavirus, alors que 65,2% des cas de décès concernent les personnes âgées de 65 ans et plus. En outre, 17 wilayas n'ont



recensé aucun nouveau cas ce mardi, tandis que 19 wilayas ont enregistré entre 1 et 3 cas, et 11 autres

ayant enregistré le plus de cas durant les dernières 24 heures.

Il a également indiqué que le nombre de patients sous traitement a atteint 6424, comprenant 2.539 cas confirmés par analyses de laboratoires et 3.886 cas suspects diagnostiqués par radiologie et scanner, précisant que 22 patients sont toujours en soins intensifs. M. Fourar a rappelé, par la même occasion, la nécessité du strict respect des mesures de prévention, la distanciation sociale et de suivre les recommandations des spécialistes afin d'éviter toute transmission du virus.

LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS PR BENBOUZID "La situation épidémiologique est stable en Algérie"

La situation épidémiologique dans le pays concernant la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19) est "stable" et "ne suscite pas d'inquiétude", a rassuré mardi depuis Tindouf, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid.

Le ministre a affirmé, lors de sa visite de travail dans cette wilaya, en compagnie du ministre délégué à l'Environnement, Hamza Al Sid Cheikh, que "les moyens humains et matériels sont aujourd'hui disponibles en Algérie pour aider à la maîtrise de la situation épidémiologique du nouveau coronavirus".

Inspectant les services de l'établissement public hospitalier EPH-Si El-Haouès, au chef lieu de wilaya de Tindouf, le ministre de la Santé a fait savoir aussi que "la wilaya d'Illizi a été jusque-là épargnée du danger, grâce aux moyens mobilisés et aux mesures

de prévention sanitaire contre Covid-19 adoptées par le secteur". "Les moyens de prévention du nouveau coronavirus sont disponibles en quantités suffisantes dans cette wilaya", a-t-il relevé, à ce propos, tout en affichant la disposition de son département à "mobiliser l'âge de moyens si l'évolution de la situation épidémiologique l'exigeait".

Le ministre de la Santé a inauguré, par ailleurs, une salle de soins au quartier "El-Moustakbel" dont il a recommandé la dotation, à l'instar des autres structures de santé dans la wilaya, d'une installation d'énergie solaire, dans le cadre de la stratégie nationale de prise en charge des zones d'ombre.

Il a écouté aussi, sur site, les doléances de membres du corps médical, axés notamment sur l'affectation de logement équipé afin d'assurer la stabilité de l'encadrement médical dans cette wilaya. Le ministre a ins-

pecté ensuite le service des urgences médicales de la polyclinique "Benyoucef Benkhedda" à Tindouf-Loffi, où il s'il s'est notamment enquis des conditions d'accueil des malades ainsi que de l'état des équipements, dont une partie nécessite une maintenance périodique, selon les explications fournies à la délégation ministérielle.

M. Benbouzid a inspecté également, le point de contrôle dressé à l'entrée de la ville de Tindouf, où des explications lui ont été données sur les différentes phases de contrôle sanitaire concernant le coronavirus, auxquelles sont soumis les voyageurs se rendant à Tindouf.

Il a saisi l'opportunité pour exprimer sa "satisfaction" concernant la situation épidémiologique dans cette wilaya, avant de tenir, au terme de sa visite, une rencontre technique avec le staff médical local.

CORONAVIRUS - ORAN Une centaine de personnes guéries du Covid-19 quittent les hôpitaux

Une centaine de personnes guéries du Covid-19 ont quitté les hôpitaux à Oran, dont neuf totalement rétablis ont quitté lundi le Centre hospitalo-universitaire (CHU) "Dr Benzerdjeb" et l'Établissement hospitalier universitaire (EHU) "1er novembre 1954", a-t-on appris mardi auprès des deux établissements.

Un total de 97 personnes atteintes du covid 19 ont quitté les deux établissements hospitaliers après avoir suivi le protocole thérapeutique à base de l'hydroxychloroquine, a-t-on fait savoir. Cinq personnes guéries ont quitté lundi le CHU "Dr Benzerdjeb" après leur total rétablissement suite au traitement suivi au service des maladies infectieuses, a-t-on

appris de la cellule d'information et de communication du CHUO. Le nombre de personnes guéries est appelé à augmenter dans les prochains jours car l'état de santé de la plupart des malades sous traitement dans cet établissement s'est amélioré. A l'EHU "1er novembre 1954", quatre malades ont quitté le service des maladies thoraciques suite à leur total rétablissement après avoir suivi le traitement à base de hydroxychloroquine, a-t-on appris de cet établissement. Le nombre de malades guéris du Covid-19 dans cet EHU depuis la déclaration de la pandémie à Oran a atteint 30 cas.

CORONAVIRUS - MASCARA 11 personnes guéries du Covid-19 quittent l'hôpital

Onze personnes rétablies du Covid 19 ont quitté, mardi, l'hôpital "Issaad Khaled" de Mascara, a indiqué un communiqué de la direction de la santé et de la population de la wilaya. Les analyses de l'Institut Pasteur ont confirmé la gué-

risson de ces personnes du coronavirus et ont été autorisées à quitter l'hôpital mardi.

Selon le même communiqué, les résultats des analyses de laboratoire de l'Institut Pasteur concernant d'autres

malades guéris sont attendus pour leur permettre de quitter l'hôpital. Pour rappel, l'hôpital Issaad Khaled de Mascara est affecté à l'accueil des cas atteints de coronavirus dans la wilaya de Mascara.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

LE BILAN DE LA PANDÉMIE DANS LE MONDE

Plus de 211.000 morts

La pandémie de nouveau coronavirus a fait au moins 211.185 morts dans le monde depuis son apparition en décembre sur Chine, selon un bilan établi à partir de sources officielles mardi à 11h00 GMT.

Plus de 3.030.240 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 193 pays et territoires depuis le début de l'épidémie.

Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations, un grand nombre de pays ne testant que les cas nécessitant une prise en charge hospitalière. Parmi ces cas, au moins 832.000 sont aujourd'hui considérés comme guéris. Les Etats-Unis, qui ont recensé leur premier décès lié au coronavirus début février, sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 56.253 décès pour 988.469 cas. Au moins 111.583 personnes ont été



déclarées guéries. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont l'Italie avec 26.977 morts pour 199.414 cas, l'Espagne avec 23.822 morts (210.773 cas), la France

avec 23.293 morts (165.842 cas), et le Royaume-Uni avec 21.092 morts (157.149 cas). La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao), où l'épidémie a débuté fin

décembre, a officiellement dénombré au total 82.836 cas (6 nouveaux entre lundi et mardi), dont 4.633 décès (0 nouveaux), et 77.555 guérisons. L'Europe totalisait mardi à 11h00 GMT 126.975 décès pour 1.405.311 cas, les Etats-Unis et le Canada 59.034 décès (1.036.698 cas), l'Amérique latine et les Caraïbes 8.897 décès (177.829 cas), l'Asie 8.221 décès (208.754 cas), le Moyen-Orient 6.482 décès (160.477 cas), l'Afrique 1.466 décès (33.410 cas), et l'Océanie 110 décès (8.037 cas). Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

USA

Le bilan repart à la hausse aux Etats-Unis avec plus de 2.200 morts en 24H

Avec 2.207 décès supplémentaires du nouveau coronavirus en 24 heures, le bilan journalier aux Etats-Unis est reparti à la hausse mardi, selon le comptage de l'université Johns Hopkins qui fait référence.

Alors que le nombre de morts sur une journée avait baissé autour de 1.300 dimanche et lundi, les Etats-Unis ont déploré 2.207 décès entre 20H30 locales mardi (00H30 GMT mercredi) et la veille à la même heure, selon les chiffres de l'université actualisés en continu.

Cela porte le bilan américain de la pandémie à 58.351 morts au total, dépassant désormais celui des soldats américains tués en deux décennies lors du conflit au Vietnam. En tout 58.220 militaires américains ont perdu la vie lors de la guerre du Vietnam (1955-1975), selon le bilan officiel publié aux Archives nationales.

Le pays a aussi franchi mardi le cap symbolique du million de cas diagnostiqués de la maladie Covid-19, soit environ le tiers du nombre total de cas recensés dans le monde, toujours selon l'université Johns Hopkins.

FRANCE

367 décès en 24h, baisse notable du nombre de patients en réanimation

23.660 personnes sont mortes du coronavirus en France depuis début mars, avec 367 nouveaux décès en 24 heures, mais un nombre de patients en soins intensifs continue de baisser, selon le bilan quotidien établi mardi par la Direction générale de la santé (DGS). 221 patients sont ainsi sortis de réanimation ces dernières 24 heures, confirmant la baisse continue observée depuis plus de deux semaines. 4.387 patients atteints de Covid-19 y sont toujours placés selon la DGS, contre plus de 7.000 il y a trois semaines. Dans le détail, 14.810 décès ont été enregistrés dans les hôpitaux (+313) et 8.850 décès dans les maisons de retraite et autres établissements médico-sociaux(+54). Mardi, le Premier ministre Edouard Philippe a présenté devant les députés le plan de déconfinement progressif qui doit entrer en vigueur en France le 11 mai. Le port obligatoire du masque dans les transports en commun, les tests massifs de personnes présentant des symptômes ainsi que la réouverture progressive des écoles font partie des mesures annoncées.

PRISONNIERS - CORONAVIRUS

Des cas de coronavirus dans des prisons en Guinée et en Sierra Leone

La présence du nouveau coronavirus a été détectée dans des prisons en Guinée et en Sierra Leone et le décès d'un prisonnier au Mali est jugé "suspect", ont indiqué mardi les autorités de ces trois pays d'Afrique de l'Ouest.

Un "malade" a été testé positif au Covid-19 à la prison centrale de Conakry, le principal établissement pénitentiaire de Guinée, a indiqué Bouna Yattassaye, directeur-général adjoint de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS), l'organe qui dirige la riposte contre l'épidémie du pays. Il n'a pas précisé s'il s'agissait d'un détenu ou d'un membre du personnel, mais il a indiqué que l'agence avait "identifié les mesures à appliquer d'urgence" dans l'établissement.

La prison centrale de Conakry abritait en 2019 près de 1.500 détenus, soit le triple de sa capacité théorique, selon le dernier rapport d'Amnesty International.

Les conditions d'hygiène, la promiscuité et la mauvaise santé des prisonniers dans cette prison sont régulièrement dénoncées par les ONG.

Le 24 avril, le ministère guinéen de la Justice avait fait état de "trois cas de décès" jugés suspects à la prison centrale et décrété l'interdiction provisoire "de toute visite en provenance de l'extérieur à l'exception de celle des avocats", des médecins et des personnes transportant les repas. Le résultat des analyses effectuées pour déterminer la cause de ces décès n'était pas encore connu mardi, alors que le pays compte officiellement près de 1.200 cas de Covid-19 et 7 décès. En Sierra Leone voisine, un détenu a été testé positif dimanche, selon les autorités.

L'homme avait comparu le 17 avril devant un juge pour des raisons qui n'ont pas été précisées, avant d'être placé en détention dans un établissement de la capitale Freetown.

AP3

GRANDE BRETAGNE

Le Royaume-Uni rend hommage à ses soignants morts du nouveau coronavirus

Les Britanniques ont observé mardi une minute de silence en hommage aux soignants morts après avoir combattu en première ligne le nouveau coronavirus.

Au 10 Downing Street pour le Premier ministre Boris Johnson, sur les parkings pluvieux des hôpitaux ou dans les supermarchés, le pays s'est figé à 11H00 (10H00 GMT) en mémoire des plus de 82 soignants du NHS, le service public de santé, et des 16 travailleurs sociaux décédés pendant la pandémie. Le Royaume-Uni, un des pays les plus touchés en Europe par la pandémie avec 21.092 morts au total dans ses hôpitaux, avec 360 décès de plus annoncés lundi, soit le plus faible bilan depuis fin mars.

La situation reste difficile dans les maisons de retraites, où plus de

4.300 résidents étaient morts du Covid-19 au 24 avril en Angleterre seule, selon le Bureau national des statistiques. "Trop" de soignants sont morts du nouveau coronavirus, a déclaré le nouveau chef du Labour, principal parti d'opposition, Keir Starmer, dans un message vidéo posté sur Twitter, avant de participer à la minute de silence.

"Personne ne devrait mettre en danger sa vie parce qu'il n'a pas le bon équipement de protection", a-t-il ajouté, en référence au manque de blouses médicales et de masques dont se plaignent les soignants depuis des semaines.

De retour depuis lundi après avoir guéri du nouveau coronavirus qui lui a valu une semaine d'hospitalisation, Boris Johnson a demandé aux Britanniques de continuer à rester

chez eux pour éviter une recrudescence des cas. Si le pays "a commencé à inverser la tendance", le chef du gouvernement a averti que le risque restait "maximum". Selon le quotidien conservateur The Telegraph, le gouvernement s'apprête à annoncer un assouplissement partiel du confinement, avec le port de masque fortement recommandé dans les magasins. Dans les prochaines semaines, les magasins vendant des articles "non essentiels" seront autorisés à rouvrir si les mesures de distanciation sociale peuvent être respectées et les gens pourront rencontrer leurs amis et leurs famille, a rapporté The Times mardi. Pour l'instant, les rassemblement de plus de deux personnes sont interdits.

Toutefois, les écoles ne rouvriront pas avant juin, selon le quotidien.

GB/FRANCE

Une maladie peut-être liée au coronavirus touche des enfants au Royaume-Uni et en France

Les autorités sanitaires britanniques tentent d'établir s'il existe un lien entre la pandémie de coronavirus et une maladie grave touchant depuis peu un petit nombre d'enfants, a indiqué mardi le ministre de la Santé Matt Hancock.

Cette maladie apparue récemment ressemble à la maladie de Kawasaki, un syndrome vasculaire affectant les jeunes enfants et dont la cause reste indéterminée. Selon le quotidien régional français La Dépêche du Midi, une vingtaine de cas similaires ont été recensés en région parisienne. "C'est une nouvelle maladie qui, selon nous, peut être causée par le coronavirus", a déclaré Matt Hancock à la radio LBC. "Nous ne sommes pas sûrs à 100% parce que certaines des personnes qui l'ont contractée n'ont pas

été testées positives (au coronavirus). Nous faisons donc actuellement beaucoup de recherche.

Mais c'est quelque chose qui nous préoccupe", a-t-il ajouté.

Le ministre a indiqué qu'il y avait "un petit nombre de cas". "Il s'agit d'une maladie très rare, mais je pense qu'il est tout à fait plausible que cela soit dû à ce virus, du moins dans certains cas" avait déclaré lundi le chef des services sanitaires, Chris Whitty, lors de la conférence de presse quotidienne du gouvernement sur le coronavirus. La société britannique de soins intensifs pédiatriques (PICS) avait relayé lundi une alerte du service public de santé anglais, NHS England, concernant une petite augmentation du nombre de cas d'enfants gravement

malades, certains atteints du Covid-19, d'autres non.

Leurs syndromes se rapprochaient de ceux de la maladie de Kawasaki et du syndrome du choc toxique. Parmi les symptômes des jeunes patients figurent des douleurs abdominales, des troubles gastro-intestinaux et une inflammation cardiaque.

Le professeur Russell Viner, président du Royal College of Paediatrics and Child Health (RCPC), a rappelé qu'il y avait une faible probabilité pour que des enfants atteints du coronavirus deviennent gravement malades.

"Nous savons qu'un très petit nombre d'enfants peut devenir gravement malade du Covid-19, mais c'est très rare", a-t-il déclaré dans un communiqué, soulignant que "les enfants semblent faire par-

tie de la population la moins touchée par cette infection". Une vingtaine d'enfants "ont des syndromes de ce type" en Ile-de-France, affirme la Dépêche du Midi dans son édition datée du 29 avril.

"Ce sont des enfants qui ont entre 2 et 10 ans, qui n'ont pas d'antécédent notable, et pas de maladie chronique", précise dans ce quotidien le docteur Isabelle Kone Paut, professeure de rhumatologie pédiatrique à l'hôpital Kremlin-Bicêtre à Paris.

"Depuis un mois, on reçoit régulièrement des appels de réanimateurs pour des enfants qui présentent un tableau de myocardite sévère et qui ont en plus des signes de la maladie de Kawasaki, certains d'entre eux ont été testés positifs au Covid-19", poursuit cette spécialiste.

INFECTIONS URINAIRES (CYSTITES) : Conseils et traitements

Une infection urinaire ou cystite est un épisode gênant et douloureux. Lorsqu'elle revient plusieurs fois par an, cela finit par affecter la vie quotidienne. Connaître les causes de ces récurrences aide à s'en débarrasser.

Après avoir souffert d'une cystite, les femmes savent parfaitement en reconnaître les symptômes : brûlures en urinant, envies pressantes et fréquentes... Dans 9 cas sur 10, la bactérie responsable, *Escherichia coli*, provient des selles et remonte de la vulve à la vessie. Un traitement antibiotique (Monuril), en prise unique, règle généralement le problème et l'épisode est oublié. Mais, parfois, les symptômes réapparaissent quelques jours ou quelques semaines plus tard.

LES PREMIÈRES MESURES À PRENDRE

Éliminer un à un les facteurs qui peuvent expliquer les récurrences et s'aider des produits naturels qui ont montré de l'intérêt.

Boire davantage, au moins 1,5 litre d'eau tout au long de la journée. Prendre l'habitude d'uriner régulièrement et y penser après chaque rapport sexuel.

Lutter contre la constipation : en augmentant sa consommation en fibres et en buvant une eau riche en magnésium. Le médecin pourra vous aider si nécessaire en vous prescrivant des laxatifs.

Entretien de la bonne trophicité du vagin après la ménopause. L'utilisation régulière d'ovules ou de crèmes vulvo-vaginales, hormonales (Trophicrème) ou non (Cicatridine, Monasens), est souvent nécessaire. Demander à son gynécologue ce qui est le plus indiqué dans son cas.

S'aider des probiotiques pour rétablir la qualité de la flore vaginale : il existe des ovules, capsules ou gélules vaginales de probiotiques seuls (Medigyne, Bactigny...) ou associés à des hormones (Florgynal, sur prescription) ainsi que des gélules orales (Orogyn...). Il est conseillé de prendre régulièrement ces produits.

Faire une cure de canneberge (ou cranberry). Ces petites baies contiennent des proanthocyanidines (pacs), composés qui réduisent l'adhésion de la bactérie *Escherichia coli* à la paroi de la vessie.

La prendre en cures de trois mois maximum. Mais toutes les marques (gélules ou sachets) ne se valent pas, car leur contenu en pacs est variable. Préférer celles qui sont suffisamment dosées (Cys-control Flash, Duab, Gyndelta). Un nouveau produit, Femannose, contient une poudre au D-mannose, qui limite encore plus l'adhésion des bactéries à la paroi vésicale.

Ne pas compter sur les boissons à base de canneberge, elles contiennent trop peu de pacs : il faudrait en boire 30 litres par jour pour atteindre l'efficacité des extraits !



Que faire quand la prévention ne suffit pas ? Pas question d'automédication avec du Monuril si les cystites récidivent. Une analyse d'urines en laboratoire (ECRU) est indispensable, avec, en cas d'identification d'un germe, un antibiogramme. Ce test permet de savoir quel antibiotique est efficace dans ce cas.

On demande aux femmes de tenir un agenda sur 1 ou 2 semaines pour noter ce qu'elles ont bu, en quelle quantité, et tous les moments où elles vont uriner, pour vérifier qu'il n'y a pas d'erreur à corriger.

Si les cystites récidivent toujours, le médecin recherche des causes plus rares d'infections à répétition (pathologie locale, malformation de l'appareil urinaire...), ce qui néces-

site examen clinique et gynécologique, échographie, voire un uroscanner. Ces explorations permettent de s'assurer que la répétition des symptômes n'est pas liée à une maladie inflammatoire chronique (syndrome de la vessie douloureuse), voire un cancer de la vessie. À chaque diagnostic correspond une prise en charge : le traitement ou une intervention chirurgicale résoudre le problème d'infection à répétition. Les médecins prescrivent rarement un antibiotique préventif à cause du risque de résistance. Ils réservent ce traitement aux femmes qui subissent plus d'une infection par mois, ou qui souffrent de cystites post-coïtales, dans l'attente d'autres modes de prévention, qui sont aujourd'hui en développement.

10 FAÇONS DE SOIGNER (VITE) UNE INFECTION URINAIRE

Infection courante chez les femmes, l'infection urinaire, aussi appelée cystite, est à la fois douloureuse et invalidante. Pour soulager et soigner, les médecines douces viennent compléter les traitements traditionnels.

Les infections urinaires sont très fréquentes chez les femmes : on estime que 1 femme sur 10 est concernée chaque année. De plus, elles sont souvent récurrentes. En effet 20% des femmes ayant déjà eu une infection urinaire auront un nouvel épisode. On parle de cystite récurrente à partir de trois épisodes par an.

Les femmes qui sont souvent sujettes aux infections urinaires doivent connaître les gestes de prévention et savoir réagir rapidement dès les premiers signes. Pour soigner une infection urinaire rapidement, plusieurs solutions existent : on peut se soigner naturellement et sans ordonnance avec des plantes, de l'homéopathie, des huiles essentielles ou encore des oligo-éléments. Bien sûr, il est important de bien s'hydrater, avec de l'eau et du jus de canneberge, dont les bienfaits anti-infectieux sont connus depuis longtemps. Les femmes qui

font des cystites de temps en temps ont plusieurs options pour enrayer l'infection (boire beaucoup d'eau notamment). Mais parfois cela ne suffit pas et un antibiotique est nécessaire. Certains médecins acceptent de faire une ordonnance d'avance, en prévention. Enfin, il est indispensable de consulter si les symptômes persistent au-delà de 48h ou en cas de douleurs, notamment dans le bas du dos ou que du sang apparaît dans les urines. Dans ce cas, il faut consulter rapidement afin de bénéficier d'un traitement antibiotique.



Infections urinaires chez les seniors : trop de faux diagnostics

La confusion mentale des résidents des maisons de retraite serait l'un des facteurs de risque les plus souvent associés à la prescription inutile d'antibiotiques pour une infection urinaire présumée. La confusion mentale (ou démence) du patient favorise des erreurs de diagnostic d'infection urinaire et multiplie les prescriptions inutiles d'antibiotiques, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *Journal of the American Geriatrics Society*.

Les chercheurs de l'Université James Cook (Australie) ont mesuré la présence de l'infection urinaire, les symptômes non spécifiques et les traitements antibiotiques pour une infection urinaire suspectée chez 150 résidents de maisons de soins infirmiers. « À l'ère de la résistance croissante aux antibiotiques, il est essentiel de s'assurer que les antibiotiques ne sont utilisés que lorsqu'ils sont clairement indiqués », a déclaré le Dr Sean Mayne, auteur principal de l'étude, à Cairns, en Australie.

« Une infection urinaire soupçonnée est la raison la plus fréquente de la prescription d'antibiotiques chez les résidents des foyers de soins, ce qui en fait une cible clé pour réduire les prescriptions antibiotiques inappropriées ».

Les résultats de l'étude révèlent une prescription très fréquente d'antibiotiques. 1 senior sur 5 en a reçu au cours des 30 derniers jours, dont 45% pour une infection urinaire. Les infections urinaires représentent 33% de toutes les infections traitées par antibiotiques et 40% de toutes les infections traitées par antibiotiques au cours des 30 derniers jours.

Les résultats de l'étude affirment qu'un résident présentant des facteurs associés de confusion mentale, de fatigue et d'agitation a une forte probabilité de se voir prescrire un traitement antibiotique pour une infection urinaire suspectée, même si ses symptômes ne sont pas spécifiques de l'infection. « Le diagnostic est fréquemment une présomption basée sur des symptômes non spécifiques » affirme le Dr Sean Mayne. « La confusion mentale, nouvellement diagnostiquée chez le résident, ou aggravée, s'avère un facteur majeur associé au traitement antibiotique pour une infection urinaire présumée ».

Du sang dans les urines : quand consulter ?

Découvrir du sang dans ses urines est toujours inquiétant. Pourtant, les hématuries sont le plus souvent signe d'une infection bénigne qu'un traitement permet de guérir. Le point avec l'Association française d'urologie.

DU SANG DANS LES URINES : LES CAUSES POSSIBLES

La présence de sang dans les urines (appelée hématuries en langage médical) est un signe qui alarme souvent les personnes qui découvrent que leur urine a soudainement changé de couleur. « Les hématuries macroscopiques (c'est-à-dire que l'on voit à l'œil nu) sont en effet un motif fréquent de consultation aux urgences » explique le Pr Morgan Roupéret du comité cancérologie de l'Association française d'urologie. « Les patients pensent d'emblée à un cancer de la vessie alors qu'il y a de nombreuses autres causes possibles. »

Les hématuries sont un symptôme, qui doit faire rechercher une cause précise.

Les calculs dans les voies urinaires (responsables de coliques néphrétiques), Une infection au niveau de la prostate ou du rein (pyélonéphrite)

Une infection urinaire sont les causes plus fréquentes.

La présence de sang dans les urines peut également être due à une hémorragie anatomique de voisinage (lésion de l'uretère, traumatisme lors d'un rapport sexuel...)

« Il faut, quoiqu'il en soit, consulter le médecin car, même s'il s'agit d'une pathologie bénigne, tout retard de diagnostic peut être préjudiciable » insiste le Pr Roupéret.

DU SANG DANS LES URINES : D'ABORD CHERCHER L'ORIGINE

Le premier interrogatoire du médecin permet de vérifier que le saignement est bien urinaire et qu'il ne s'agit pas de saignements vaginaux ou de sang dans le sperme. Et d'éliminer les éventuelles causes alimentaires car certains végétaux comme le chou rouge, la betterave ou encore la rhubarbe peuvent colorer les urines.

Le médecin va également chercher les signes associés : fièvre, douleur dans un rein, envie fréquente d'uriner. L'examen cyto-bactériologique des urines (ECBU) est



incontournable. Cette analyse urinaire vise à confirmer et quantifier le sang dans les urines et à chercher la présence de germes pathogènes susceptibles d'expliquer sa présence. Un dosage sanguin va permettre aussi d'évaluer la fonction rénale. Une échographie des reins et de la vessie peut aussi être prescrite. « L'échographie est un examen non irradiant, d'une innocuité totale, qui permet de voir beaucoup de choses : calculs rénaux, tumeurs du rein ou de la vessie, rein obstrué... S'il n'est pas concluant on peut aller

justu à l'uro-scanner » explique le Pr Roupéret. Enfin, et surtout si vous êtes fumeur (car le risque de cancer de la vessie est quatre fois élevé que chez les non-fumeurs), ce bilan peut être complété par une cystoscopie, c'est-à-dire la visualisation par un endoscope des voies urinaires et de l'intérieur de la vessie. Dans tous les cas, il faut retenir que toute présence de sang dans les urines est anormale et qu'il faut en parler au médecin dès le premier épisode de saignement urinaire.

Boire plus d'eau protégerait des cystites à répétition

Boire 1,5 L de plus chaque jour pour réduire la fréquence des infections urinaires ? Ce serait une solution efficace, selon une étude américaine.

Selon des estimations du JAMA Internal Medicine, une femme sur deux fera une infection urinaire au cours de sa vie. Mais pour certaines femmes, cette inflammation de la vessie peut s'avérer récurrente et affecter la vie quotidienne. Car une fois la première cystite développée, 27 % d'entre elles en auront une autre d'ici à six mois, 44 à 70 % une autre dans l'année.

Et si boire plus d'eau était la solution ? Un rapport publié dans le journal JAMA Internal Medicine le 1er octobre montre que l'augmentation de la consommation quotidienne d'eau, chez les femmes non ménopausées atteintes de fréquentes cystites, les protège de celles-ci.

1,5 L SUPPLÉMENTAIRE

Pour cette étude, les chercheurs se sont concentrés sur 140 femmes qui souffraient de ces infections urinaires récurrentes et buvaient généralement moins d'1,5 L d'eau par



jour. En effet, les participantes ont déclaré avoir eu au moins trois cystites l'année précédente, dont au moins une confirmée par un médecin au moyen d'un test d'urine. Pendant un an, la moitié de ces femmes continuait de boire normalement, tandis que

l'autre buvait 1,5 L supplémentaire. En moyenne, les participantes qui ont consommé plus d'eau ont développé 1,2 cystite, contre 3,2 pour le reste du groupe qui n'avait rien changé à sa routine. Si boire d'avantage toujours été conseillé pour drainer un maximum pendant les infections urinaires, les scientifiques ont maintenant la preuve que rester hydraté les préviendrait.

Cependant, les auteurs du rapport notent que l'étude n'a été réalisée qu'à un seul endroit, les résultats pourraient être différents pour des patients d'autres pays. Selon le Dr Deborah Grady, professeur de médecine à l'Université de Californie (Francisco, États-Unis) interrogée par Science News, il est aussi difficile de donner aux femmes la quantité exacte d'eau à consommer pour prévenir les infections urinaires. « La théorie est que boire plus d'eau entraîne une plus grande production d'urine, ce qui élimine les bactéries dans la vessie et prévient l'infection, explique-t-elle. Plus d'eau n'est généralement pas nocive, mais cela peut nécessiter une miction fréquente et l'obligation de se lever la nuit pour uriner. »

SOUDAN-SOUDAN DU SUD-ONU

Retard dans le déploiement de nouvelles unités de la police à Abiyé

Le déploiement de nouvelles unités de la police onusienne à Abiyé et dans d'autres régions frontalières entre le Soudan et le Soudan du Sud connaît des retards en raison des restrictions de voyage mises en place par le gouvernement soudanais pour lutter contre le coronavirus, a indiqué le chef des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, Jean-Pierre Lacroix.

Dans un compte-rendu devant le Conseil de sécurité de l'ONU des activités de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abiyé (FISNUA), il a estimé que la situation sécuritaire y demeurerait instable, citant la montée des tensions entre les tribus Ngok Dinka et Misseriya, ainsi que la criminalité croissante et la présence d'éléments armés, dont certains ont échangé des coups de feu avec les troupes de la FISNUA.

Abiyé est une ville frontalière au cœur d'une région dont les autorités soudanaises et sud-soudanaises revendiquent chacune le contrôle. M. Lacroix a noté que bien que les relations entre les deux pays voisins aient connu des améliorations, il est peu probable qu'on enregistre des progrès sur la détermination du statut final de ce territoire contesté, lequel est administré de facto par les deux États.

Selon M. Lacroix, le déploiement de trois unités de police constituées (UPC) est confronté à de "sérieux retards" en raison des restrictions de voyage mises en place par le gouvernement soudanais pour lutter contre le nouveau coronavirus.

"Le processus de déploiement de la première UPC identifiée en provenance d'Éthiopie était bien avancé début mars avec l'achèvement de la visite préalable au déploiement dans la zone de la mission", a-t-il déclaré aux membres du Conseil par visioconférence.

"Cependant, toutes les autres étapes ont dû être suspendues en raison de l'épidémie de pandémie de Covid-19", a-t-il dit, ajoutant que bien qu'aucun cas de virus n'ait été enregistré parmi le personnel de la FISNUA, les équipes médicales visitent tous les sites et secteurs pour vérifier l'état de préparation de la mission.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a signalé mardi un total de 275 cas confirmés de Covid-19 et 22 décès au Soudan, ainsi que six cas confirmés sans décès au Soudan du Sud.

La FISNUA a été créée par le Conseil de sécurité en juin 2011 après un embrasement du conflit peu avant l'indépendance du Soudan du Sud.

SAHARA OCCIDENTAL

Le peuple sahraoui déterminé à poursuivre la lutte contre l'occupation marocaine (Ghali)

Le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), secrétaire général du Front Polisario, Ibrahim Ghali a réitéré, lundi, dans un message de félicitations adressé au président sud-africain, Cyril Ramaphosa, à l'occasion de la fête nationale marquant la fin de l'apartheid, "la détermination du peuple sahraoui à poursuivre la lutte contre l'occupation marocaine", a rapporté l'agence de presse sahraouie SPS.

M. Ghali a félicité dans son message "le président et le peuple sud-africains pour l'anniversaire de la journée historique, le 27 avril 1994. Le jour où, enfin, le peuple sud-africain a joui de la paix, de l'unité et du rétablissement de la dignité humaine grâce aux efforts incessants de ceux qui ont lutté pour la libération, des nombreux hommes et femmes qui ont pris les armes, et ont été emprisonnés et torturés pour la cause des peuples opprimés". Le 27 avril 1994 rappelle à toutes les forces coloniales en Afrique, que leurs jours sont comptés, que le rêve des peuples coloniaux se réalisera sans aucun doute", a-t-il ajouté. Le Président sahraoui a souligné à cette occasion que "le peuple sahraoui, sous la direction du Front Polisario, avec le soutien des nations éprises de liberté



comme l'Afrique du Sud, poursuivra le même chemin de lutte contre l'occupation coloniale marocaine jusqu'à ce que la liberté totale pour tout le continent africain soit réalisée". Le

jour de la Liberté, jour de fête nationale en Afrique du Sud, marque la fin officielle de l'apartheid et les premières élections multiraciales organisées dans le pays en 1994.

TUNISIE

Plus de 300 millions de dollars d'exportations de l'huile d'olive en 5 mois

Les exportations d'huile d'olive ont affiché une bonne dynamique en Tunisie durant la période de novembre 2019 à mars 2020, malgré le contexte de la pandémie du coronavirus, permettant au pays d'engranger des recettes de l'ordre de 896 millions de dinars tunisien (307,4 millions dollars), ont rapporté mardi des médias locaux. "La Tunisie a continué à exporter de l'huile d'olive afin de respecter ses

engagements commerciaux en dépit de la suspension du commerce et du quasi-arrêt des expéditions à l'étranger", a affirmé le président directeur général de l'Office national de l'huile d'olive (ONH) Chokri Bayoudh, cité par les mêmes sources. Entre novembre 2019 et mars 2020, les expéditions ont atteint 1467000 tonnes pour des recettes d'exportation de 896 millions de dinars tunisien (307,4 millions dol-

lars). Ces données traduisent une hausse notable par rapport à la dernière campagne à la même période où une quantité de 807000 tonnes avait généré 740 millions de dinars. La Tunisie envisage d'exporter 2507000 tonnes d'huile d'olive en 2019/2020 pour des recettes de plus de 2 milliards de dinars, sachant que les principaux débouchés du pays sont l'Italie et l'Espagne.

TCHAD

L'Assemblée nationale vote l'abolition de la peine de mort

L'Assemblée nationale tchadienne a voté mardi à l'unanimité l'abolition de la peine de mort dans ce pays sahélien où la peine capitale était encore autorisée pour faits de terrorisme, a indiqué le ministre de la Justice.

"Les députés ont voté à l'unanimité l'abolition de la peine de mort pour les actes de terrorisme", a déclaré le ministre Djimet Arabi, à l'origine du projet de loi soumis à l'Assemblée.

Pour entrer en vigueur, la mesure doit encore être promulguée par le président Idriss Déby Itno. En 2016, le Tchad avait adopté une réforme du Code pénal, abrogeant la peine de mort, sauf pour les cas de terrorisme. La mesure votée mardi a pour but "d'harmoniser notre législation contre le terrorisme avec celles de tous les pays du G5 Sahel qui ne prévoient pas la peine de mort pour les actes de terrorisme",

a précisé le ministre de la Justice.

Il faisait référence au G5 Sahel, une organisation régionale regroupant la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad. Immense pays s'étendant de l'Afrique centrale à la bande sahélo-saharienne, le Tchad est sous la menace du groupe terroriste Boko Haram dans la province du lac, situé dans l'ouest du Tchad.

LESOTHO

Le Sénat presse le Premier ministre contesté à démissionner

Le Sénat du Lesotho a accru encore un peu plus mardi la pression sur le Premier ministre Thomas Thabane pour obtenir sa démission en limitant son pouvoir de dissoudre le Parlement et d'ordonner de nouvelles élections. Le petit royaume traverse une grave crise politique depuis la mise en cause en début d'année de M. Thabane dans le meurtre de son ex-épouse il y a trois ans. Son propre parti, la Convention de tous les Basotho (ABC), et ceux de la coalition au pouvoir exigent depuis son départ, mais le chef du gouvernement s'accroche à son poste et n'a promis de le quitter que "d'ici à la fin juillet". Le 18 avril, Thomas Thabane a fait descendre l'armée dans les rues du pays pour "restaurer l'ordre" face à ses rivaux. Sur médiation de la puissante Afrique du Sud voisine, la coalition gouvernementale s'est en-

gagée dans la foulée à permettre le retrait "digne" du Premier ministre, sans toutefois en fixer la date. Dans ce climat de tensions persistantes, le Sénat a adopté mardi un amendement constitutionnel qui, entre autres, impose au chef du gouvernement d'obtenir l'accord d'une majorité de parlementaires - sénateurs ou députés - avant de proposer au roi la dissolution du Parlement et l'organisation de nouvelles élections législatives. Il y a quelques semaines, l'Assemblée nationale avait déjà adopté ce texte, qui interdit au Premier ministre d'appeler à de nouvelles élections au cas où les députés voteraient une motion de censure contre lui. Enclavé au milieu de l'Afrique du Sud, le Lesotho a connu depuis son indépendance en 1966 une histoire politique instable rythmée de coups d'Etat militaires.

KENYA-COVID-19

405 millions de dollars pour le rapatriement des ressortissants bloqués à l'étranger (Rapport)

Les contribuables kényans devront déboursier un total de 4,5 milliards de shillings (environ 405 millions de dollars) pour le rapatriement de leurs concitoyens bloqués à l'étranger en raison de la pandémie de Covid-19, révèle un rapport de la Commission de la défense et des relations étrangères de l'Assemblée nationale, qui fait ressortir que sept Kényans ont perdu la vie hors du pays à cause du nouveau coronavirus. Le ministre des Affaires étrangères a assuré récemment qu'il était en contact avec des gouvernements de pays étrangers pour garantir le respect des droits des Kényans vivant à l'étranger. Le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Macharia Kamau, avait précédemment informé le Parlement que le nombre de Kényans dans le monde s'élevait à trois millions et qu'il serait difficile de les ramener chez eux, surtout pendant cette période où la plupart des avions dans le monde sont cloués au sol. Le chef de la majorité à l'Assemblée nationale, Aden Duale, a appelé, quant à lui, à ce que l'ensemble des Kényans bloqués à l'étranger soient ramenés chez eux gratuitement car le coût trop élevé des vols en cette période de pandémie entravait leur retour.

CÔTE D'IVOIRE

Guillaume Soro condamné à 20 ans de prison

L'ex-président de l'Assemblée nationale ivoirienne, Guillaume Soro, a été condamné mardi par le tribunal correctionnel d'Abidjan à 20 ans de prison pour "recel de détournement de deniers publics" et "blanchiment de capitaux".

L'ancien premier ministre a été également condamné à 4,5 milliards de Fcfa (6,85 millions d'euros) d'amende et à la privation de ses droits civiques pendant 5 ans. Les chefs d'accusation reprochés à Guillaume Soro, candidat déclaré à la présidentielle d'octobre prochain, se rapportent à l'achat en 2007 de sa résidence à Abidjan pour la somme de 1,5 milliards de francs CFA (près de 2,3 millions d'euros).

Selon l'accusation, cette résidence, désormais confisquée en vertu du verdict rendu, a été acquise via une société civile immobilière grâce à des fonds du trésor public ivoirien. Séjournant en France depuis son retour manqué à Abidjan le 23 décembre, Guillaume Soro n'était pas présent lors du procès. Ses avocats ont boycotté l'audience. Le 23 décembre dernier, la justice ivoirienne avait lancé un mandat d'arrêt international contre Guillaume Soro pour atteinte à l'autorité de l'Etat, recel de détournement de deniers publics et

PALESTINE

Ashrawi appelle l'UE à agir en urgence pour mettre fin aux violations israéliennes du droit international

Le membre du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Hanan Ashrawi, a appelé l'Union européenne (UE) à prendre des mesures "urgentes" et "proactives" pour mettre fin aux pratiques israéliennes qui violent le droit international et les résolutions sur la légitimité internationale, ont rapporté mercredi les médias palestiniens.

Lors d'une discussion avec le représentant de l'UE auprès de l'Etat de Palestine, Sven Konon von Burgsdorf et son adjoint, Thomas Niklason, Mme Ashrawi a exposé l'escalade délibérée de l'occupant israélien et la poursuite de ses plans d'annexer les terres palestiniennes et l'adoption de mesures répressives visant à détruire l'économie palestinienne.

De plus, elle a ajouté que "l'occupation a profité de la préoccupation mondiale liée au Coronavirus, du soutien américain absolu et de l'absence de la volonté internationale de le tenir responsable".

Le membre de l'OLP a ap-

pelé l'UE à "prendre des mesures urgentes et proactives pour mettre fin aux pratiques israéliennes qui violent le droit international et les résolutions sur la légitimité internationale". A ce titre, la responsable palestinienne, a noté que "dans le cas où il n'y aurait pas d'intervention immédiate pour mettre fin aux plans et politiques d'Israël, il n'y aurait aucune possibilité d'intervenir plus tard", demandant à l'UE de reconnaître l'Etat de Palestine indépendant dans ses frontières de 1967 et avec El-Qods-Est occupée comme capitale, de tenir Israël responsable et présenter une vision pour mettre fin à l'occupation".



A la fin de la réunion, consacrée aux derniers développements locaux, régionaux et internationaux liés à la propagation du coronavirus, les deux parties ont souligné la nécessité de renforcer la coopération et les futurs contacts communs entre l'Etat de Palestine et l'Union européenne.

FRANCE-DÉCONFINEMENT

Edouard Philippe présente les modalités d'un déconfinement progressif

Le Premier ministre français Edouard Philippe a présenté mardi les modalités d'un déconfinement progressif en France, l'un des pays les plus touchés par la pandémie de Covid-19, à partir du 11 mai. "Nous allons devoir vivre avec le virus", a prévenu d'emblée M. Philippe dans un long discours devant les députés.

Le déconfinement du pays s'effectuera toutefois de manière progressive à l'image des écoles qui rouvriront petit à petit. D'abord celles des petits, le 11 mai, puis les collèges dans les départements où le virus circule moins, à partir du 18 mai. Une décision sera prise pour les lycées à la fin du mois.

Les commerces en revanche pourront tous rouvrir dès le 11 mai, à l'exception notable des cafés, des restaurants pour lesquels une décision

sera prise fin mai, a précisé le Premier ministre. Les cinémas, salles des fêtes, grands musées resteront en revanche fermés.

Pour endiguer l'épidémie, le gouvernement compte procéder à 700.000 tests hebdomadaires de personnes symptomatiques ainsi que leur entourage. Les personnes positives seront invitées à s'isoler à domicile ou dans des hôtels réquisitionnés, a expliqué M. Philippe.

La question épineuse des masques a également été abordée par le chef du gouvernement. "Il y aura assez de masques à partir du 11 mai", a-t-il assuré, reconnaissant que la France avait été en situation de "pénurie" au cours de la crise. "Nous recevons près de 100 millions de masques chirurgicaux par semaine désormais, et nous re-

cevons près de 20 millions de masques grand public lavables à compter de mai", a déclaré M. Philippe précisant que les personnels de l'éducation et les élèves en recevront aussi.

Le port du masque sera en tout cas obligatoire dans les transports en commun et recommandé dans les commerces si la distanciation est impossible. Reste la question des déplacements, à l'heure où le coronavirus frappe moins certaines zones du pays, comme le sud-ouest. "Il sera à nouveau possible de circuler librement, sans attestation" sauf pour des longs déplacements à plus de 100 kilomètres du domicile, a déclaré Edouard Philippe. Pour ces longs déplacements, un motif impérieux, familial ou professionnel sera requis.

Les rassemblements seront

par ailleurs limités à 10 personnes et aucun événement de plus de 5.000 personnes ne sera autorisé avant septembre a indiqué M. Philippe. "En attendant des jours meilleurs, les mariages continueront à proposer, sauf urgence, le report des mariages", a-t-il précisé.

Le Premier ministre a aussi déclaré que la saison 2019-2020 des différents sports professionnels ne pourra pas reprendre. A l'issue d'une première phase, de nouvelles mesures seront prises le 2 juin selon l'évolution de l'épidémie. La France, strictement confinée depuis le 17 mars, est l'un des pays les plus touchés au monde par le coronavirus, avec plus de 23.000 morts. Les pays enregistrent toutefois une baisse du nombre de patients en réanimation depuis plus de deux semaines.

BRICS

Les ministres des AE des BRICS conviennent que les sanctions unilatérales entravent la lutte contre le COVID-19

Les ministres des Affaires étrangères des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) s'accordent à dire que les sanctions unilatérales entravent la lutte collective contre le COVID-19, a déclaré mardi le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov. "De telles mesures restrictives violent le droit international, entravent la lutte contre la pandémie de coronavirus et causent des dommages importants au développement socio-économique des différents Etats", a déclaré M. Lavrov dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion informelle en ligne des ministres des Affaires étrangères des BRICS. M. Lavrov a déclaré que les participants à la réunion soutiennent l'appel lancé par le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, et la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, en faveur de la suspension ou de l'abolition des sanctions qui contournent l'ONU.



Il a ajouté que les participants sont convenus d'examiner l'impact de la crise sur le système des relations internationales, lorsqu'e les systèmes politiques et économiques mondiaux, les institutions internationales et les Etats nationaux eux-mêmes sont mis à l'épreuve. M. Lavrov a déclaré que le mécanisme des BRICS pour le développement et l'utilisation des vaccins, y compris contre les infections par le nouveau coronavirus, devrait

être lancé dès que possible. Pour sa part, la Russie n'a pas l'intention d'interrompre son soutien financier à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), malgré les actions d'autres pays, a-t-il déclaré. Selon M. Lavrov, l'OMS est une plate-forme unique qui rassemble les informations et les faits disponibles dans différents Etats, et une structure qui rassemble les meilleurs professionnels de tous les pays, y compris des Etats-Unis.

SYRIE

Plus de 40 morts dans un attentat au camion-citerne piégé

Plus de 40 personnes, des civils et des combattants, ont été tués mardi dans un attentat au camion-citerne piégé perpétré sur un marché d'Afrine, ville du nord de la Syrie tenue par l'armée turque et des forces supplétives syriennes, selon un nouveau bilan.

L'explosion du camion chargé de carburant, sur lequel une bombe a été placée, a tué "au moins 46 personnes, dont des civils, et blessé 50 autres", a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), qui avait auparavant fait état d'au moins 36 morts.

Au moins six combattants syriens alliés à Ankara figurent parmi les morts, a précisé l'ONG. L'attaque, qui n'a pas été revendiquée, est la plus meurtrière depuis des mois dans les territoires du nord de la Syrie tenus par les supplétifs syriens d'Ankara. Ces zones sont régulièrement secourues par des attentats similaires ou des assassinats ciblés.

Le bilan pourrait être revu à la hausse car il y a de nombreux "cas critiques" parmi les blessés, a souligné le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane. Fournissant un bilan plus élevé des victimes, le ministère de la Défense turc a attribué, sur Twitter, l'attentat à la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG) et leurs alliés.

Située dans la province d'Alep, la région kurde d'Afrine avait été conquise en mars 2018 par des forces turques et leurs supplétifs syriens, qui en avaient délogé les YPG. La moitié des 320.000 habitants de l'enclave d'Afrine ont fui leurs foyers lors de l'offensive, selon l'ONU, et la majorité ne sont jamais rentrés. La région accueille aujourd'hui des milliers de civils qui y ont été installés après avoir été contraints d'abandonner d'anciens bastions rebelles reconquis par les forces gouvernementales syriennes.

D'après l'ONU et Amnesty International, des expropriations et autres abus sont commis dans l'enclave, notamment par les supplétifs syriens. En janvier, au moins sept personnes ont été tuées dans l'explosion d'une voiture piégée à Azaz, une ville de la province d'Alep tenue par des forces syriennes pro-turques, selon l'OSDH.

Déclenchée en 2011, la guerre en Syrie s'est complexifiée au fil des ans, impliquant des puissances étrangères. Le conflit a déjà tué plus de 380.000 personnes.

AFGHANISTAN

Trois morts et 15 blessés dans un attentat suicide à Kaboul

Trois personnes ont été tuées et quinze autres blessées mercredi dans un attentat suicide survenu à Rishkhor dans le district de Char Asiab, en banlieue de Kaboul, capitale afghane, a annoncé Tareq Arian, un porte-parole du ministère de l'Intérieur. L'attentat à la bombe s'est produit à l'extérieur d'une base des commandos de l'armée alors que des entrepreneurs civils travaillant dans l'installation attendaient à l'extérieur pour entrer dans la base, a déclaré un responsable militaire.

"La cible était probablement la base elle-même, mais le kamikaze n'a pas réussi à atteindre sa cible et a tué des civils innocents", a-t-il expliqué. L'attaque n'a pas été revendiquée, mais les talibans et le groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (EI-Daech) ont attaqué à plusieurs reprises des cibles militaires et civiles à Kaboul et ses environs. Mardi, le ministre afghan de la Défense, le général Assadullah Khalid, et le commandant des forces américaines en Afghanistan, le général américain Scott Miller, ont visité la base, connue sous le nom de Army Commando Corps, saluant les réalisations des commandos afghans et leur dévouement à défendre le pays. Mercredi, une bombe collante attachée à un véhicule a explosé à Kaboul, blessant trois civils, selon Firdaus Faramarz, porte-parole du chef de la police de Kaboul. Les talibans ont continué d'attaquer les avant-postes de sécurité, alors même que les Etats-Unis et l'OTAN procèdent à un retrait complet des troupes qui devrait s'achever l'année prochaine dans le cadre d'un accord signé fin février entre l'envoyé américain pour la paix, Zalmay Khalilzad, et les talibans.

ETATS-UNIS/CORONAVIRUS WhatsApp modifie l'une de ses fonctionnalités

Les développeurs de l'application WhatsApp (propriété de Facebook) ont décidé de doubler le nombre de participants aux appels audio et vidéo, soit jusqu'à huit personnes peuvent désormais communiquer simultanément en raison de la pandémie du coronavirus, indique mercredi le site officiel de la messagerie.

Selon le site, les appels WhatsApp ont duré plus de 15 milliards de minutes par jour au cours du dernier mois, ce qui dépasse de loin les statistiques quotidiennes d'avant la pandémie. "En raison de la pandémie, beaucoup d'entre nous sont restés loin de leurs amis et de

leur famille. Pour cette raison, les gens dans le monde entier sont davantage susceptibles d'utiliser des conversations vocales et vidéo sur WhatsApp", indique le site. Pour activer cette modification, il faut mettre à jour l'application dans Google Play ou Apple Store. Le processus

d'ajout de participants est resté le même: il suffit de créer un nouvel appel de groupe, de sélectionner le format (audio ou vidéo) et d'ajouter les personnes concernées. La messagerie rappelle que tout comme les messages, les appels sont protégés par un chiffrement de bout en bout.



INFORMATIQUE Malgré la crise, STMicroelectronics maintient ses objectifs à l'horizon 2022

Le fabricant de semi-conducteurs STMicroelectronics maintient un objectif de 12 milliards d'euros de chiffre d'affaires à l'horizon 2021-22 malgré la crise liée à la pandémie de Covid-19, a indiqué mardi le président de son directoire Jean-Marc Chéry dans Boursorama.

"Les 12 milliards de chiffre d'affaires et puis la marge opérationnelle brute qui y est associée, bien sûr que ces objectifs sont sur la table", a déclaré M. Chéry, également directeur général du groupe franco-italien, dans l'émission Ecorama. "Protéger les objectifs à long terme, c'était (protéger) l'innovation et la recherche et développement", a expliqué le dirigeant. "C'est pour cela qu'on s'est battus comme des chiens pour maintenir nos usines en France et Italie ouvertes, parce que c'est elles qui font le développement in-

dustriel et technologique et la conception de nos produits."

Société de droit néerlandais basée en Suisse, STMicroelectronics a pour principal actionnaire (27,5% du capital) une holding détenue à parité par les Etats français et italien. Elle emploie environ 10.000 personnes dans chacun de ces deux pays. Confrontée à l'arrêt de ses usines en Chine au début de l'épidémie, STMicroelectronics a revu ses prévisions à la baisse mais résisté à un recul brutal grâce à sa "résilience" et un plan "opérationnel", estime M. Chéry. Au total, le groupe, qui peut compter sur la téléphonie mobile pour compenser le recul du secteur automobile, n'a déploré que 21 jours de fermeture au total sur l'ensemble de ses usines d'assemblage, dont 14 pour celle de Shenzhen en Chine.

GRANDE BRETAGNE Le Royaume-Uni espère disposer d'une application de traçage d'ici trois semaines

Les services de santé britanniques ont indiqué mardi développer leur propre application de traçage des contacts pour le déconfinement, avec un modèle centralisé plutôt que l'approche décentralisée proposée par Google et Apple, espérant la rendre disponible d'ici "deux à trois semaines". "Nous sommes bien partis, j'espère, pour que l'application soit prête pour quand on aura be-

soin d'elle, pour le moment où le pays aura les outils pour sortir du confinement de manière sécurisée", a annoncé le responsable de NSHX, la filiale du service national de santé (NHS) chargée de l'innovation. "Nous avançons aussi vite que possible", a ajouté Matthew Gould, qui s'exprimait devant des parlementaires. Pour éviter une recrudescence avec le déconfinement, le Royaume-Uni, à

l'instar de plusieurs pays européens, prépare une application pour smartphone de traçage de contacts, qui permet à un usager de prévenir automatiquement les autres utilisateurs qu'il a croisés s'il découvre qu'il est contaminé par le coronavirus. Le Royaume-Uni est l'un des pays les plus touchés par la pandémie de nouveau coronavirus avec plus de 21.000 morts dans les hôpitaux et

des milliers d'autres dans les maisons de retraites (plus de 4.000 rien qu'en Angleterre entre le 10 et le 24 avril). Avec la décurie amorcée des contaminations et décès, la pression monte sur les autorités pour élaborer une stratégie d'assouplissement du confinement décrété le 23 mars, jusqu'au 7 mai en l'état. Le Premier ministre Boris Johnson a promis des annonces dans les jours à venir.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS DE LA WILAYA DE SÉTIF
ADRESSE : CITÉ ADMINISTRATIF AIN T'BINET WILAYA DE SÉTIF

N.I.F : 40.80.150.000.19.003
N° 036.62.10.69/036.62.12.82 FAX : 036.62.12.89

Avis d'infructuosité d'un deuxième appel d'offres ouvert avec exigence des capacités minimales

Conformément aux dispositions de l'article 65 et 82 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 des marchés publics et des délégations de service public.

La Direction des Travaux Publics de la Wilaya de Sétif informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres ouvert avec exigences des capacités minimales N°02/2020, que le projet indiqué ci-dessous, publié dans les journaux «Edough news» du 24/02/2020 et «Le provincial» du 25/02/2020 est comme suit :

Objet	Observation
Fourniture de voirie ; Lot 03 : Fourniture de la peinture routière homologuée	Infructueux aucun plis qualifié techniquement

Conformément à l'article 82 du décret présidentiel suscit, les soumissionnaires qui contestent ce choix peuvent introduire un recours auprès de la commission des marchés de la wilaya de Sétif dans un délai de (10) jours à compter de la première date de publication du présent avis dans les quotidiens nationaux ou BOMOP. Les soumissionnaires intéressées par les résultats de l'évaluation des offres peuvent se rapprocher de la Direction des Travaux Publics dans les trois (03) jours qui suivent la première parution de cet avis dans les quotidiens nationaux, pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation technique et financière des offres.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE



EPE - ALGERIE TELECOM - SPA
DIRECTION OPÉRATIONNELLE DE BEJAIA
NIF : 000 216 299 033 049
S/ Direction Technique

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITES MINIMALES N°03/DO/SDFS/DAL/2020

La Direction Opérationnelle de la Wilaya de BEJAIA, lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales pour la réalisation des infrastructures d'accueil, pose et raccordement des câbles à fibres optiques,

Lots N°	Désignation	Distance
01	FRONCON : BOUDJELLIL CT BENI MANSOUR-URAD ALLAGHANE	16,5KM
02	FRONCON : URAD TAZMALT-URAD ALLAGHANE	6,9KM
03	MSAN VILLAGE KIRIA 1 ET KIRIA 2	16,4KM
04	MSAN VILLAGE AKHANTAS 1 ET AKHANTAS 2	2,8KM
05	MSAN VILLAGE TIDELSSINE	2,6 KM
06	MSAN VILLAGE BOUNOUR	1,6KM
07	MSAN VILLAGE DEBHA	1,3KM
08	MSAN VILLAGE MEDKOUR	1,25KM
09	MSAN VILLAGE TIOUAL	1,2KM

constitué de Neuf (09) lots séparés comme suit :

ELIGIBILITE DES CANDIDATS :

La participation au présent appel d'offres national s'adresse uniquement aux entreprises qualifiées selon les paliers suivants :

Palier 01 : Pour les lots dont la distance est inférieure ou égale à 10 Km : Les entreprises ayant la qualification une (01) dont l'activité est l'hydraulique ou les travaux publics, les entreprises sans qualification, les entreprises sans références professionnelles quelle que soit leur qualification, les entreprises nouvellement créées et les entreprises issues des dispositifs de l'ANSEJ, CNAC, ANGEM, en cours de bénéfice d'avantages conférés par ces dispositifs.

Palier 02 : Pour les lots supérieurs à 10Km et inférieurs à 50Km : le soumissionnaire doit justifier d'une qualification et classification professionnelles de catégorie deux (02) quatre (04), contenant l'activité l'hydraulique et /ou les travaux publics.

Les soumissionnaires doivent obligatoirement mettre à la disposition du projet une trancheuse, mini trancheuse, équipement de soutillage et équipement de raccordement.

Les entreprises qui sont intéressées par le présent avis sont invitées à retirer le cahier des charges auprès de la :

Direction Opérationnelle de BEJAIA

Rue de la liberté Bejaia

« DAL BEJAIA »

Contre le paiement de la somme de Cinq Mille dinars (5000.00DA) non remboursables, représentant les frais de documentation et de reprographie par virement au compte bancaire BNA Agence 588 BEJAIA :
Compte N° 0010 0588 0300 0000 28/51

Les offres doivent être composées :

- 1- Un dossier administratif (un (01) original et deux (02) copies plus l'offre en format électronique (CD)).
- 2- L'offre technique (un (01) originale et deux (02) copies plus l'offre en format électronique (CD)).
- 3- L'offre financière (un (01) originale et deux (02) copies plus l'offre en format électronique (CD)).

Ces dossiers sont insérés dans des enveloppes séparées et fermées, indiquant sur chaque enveloppe, la dénomination de l'opérateur économique, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que, sur chaque pli correspondant, la mention « dossier administratif », « offre technique » et « offre financière ».

Les trois enveloppes susmentionnées sont insérées dans une seule enveloppe externe fermée et anonyme, aucun signe d'identification du soumissionnaire comportant les mentions suivantes :

APPEL D'OFFRES N°03/DO/SDFS/DAL/2020

Réalisation des infrastructures d'accueil, pose et raccordement des câbles à fibres optiques
Rue de la liberté Bejaia

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

- Le soumissionnaire doit obligatoirement fournir l'ensemble des pièces citées dans le cahier des charges sous peine de rejet.
- La date limite de dépôt des offres est fixée à 15 jours avant 11h 00 mn à compter de la première date de parution de cet avis dans la presse nationale.
- Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prolongée jusqu'au jour ouvrable suivant, dans les mêmes heures.
- Les offres qui parviennent après la date limite de dépôt des plis ne seront pas prises en considération.
- Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis des offres techniques et financières, qui aura lieu en séance publique, le même jour correspondant à la date limite du dépôt des plis à 11h 00mn à l'adresse précitée.
- Les soumissionnaires restent tenus par leurs offres pendant une période de cent quatre-vingt (180) jours à partir de la date d'ouverture des plis.

PATRIMOINE

Mise en ligne des plus belles photos du patrimoine algérien

Une initiative portant diffusion en ligne des plus belles photos du patrimoine algérien a été lancée à Oran à l'occasion de la célébration du mois du patrimoine, a-t-on appris mardi de l'association socioculturelle locale "Santé Sidi El-Houari" (SDH).

Un appel à participation a été émis dans ce cadre, invitant les photographes amateurs à partager leur cliché d'un monument, d'un site naturel avec une légende descriptive, a précisé à l'APS Asia Brahimi, vice-présidente de "SDH".

Au total, sept activités thématiques sont proposées pour sensibiliser le large public à l'importance du patrimoine national matériel, immatériel et naturel, a-t-elle expliqué.

Il est prévu, à ce titre, l'animation de tests de culture générale dédiés à divers édifices à caractère historique, la présentation d'oeuvres ar-

tisanales originales, et des séances de lectures de contes de terroir. Le programme comprend, en outre, la diffusion d'un film documentaire sur le quartier historique de Sidi El-Houari ainsi que la publication d'une étude sociologique sur la musique Raï réalisée par un chercheur universitaire. La clôture du mois du patrimoine, fixée au 18 mai prochain, sera quant à elle marquée par une conférence en ligne autour du programme national "Forsa, école de la deuxième chance" qui a permis de généraliser l'expérience de l'école-chantier de "SDH" dans six wilayas du



pays. Entrant dans le cadre du programme national d'Appui à l'adéquation formation-emploi-qualification (AFEQ), "Forsa" a donné la

possibilité à une centaine de jeunes déscolarisés d'acquiescer un métier dans le domaine de la restauration du patrimoine, rappelle-t-on.

THÉÂTRE RÉGIONAL DE TIZI-OUZOU Des spectacles en ligne pour animer les soirées de Ramadhan

Le théâtre régional Kateb Yacine de Tizi-Ouzou a concocté un riche programme de spectacles, pour animer les soirées du mois de Ramadhan et accompagner les jeunes durant cette période de pandémie de Covid-19, a-t-on appris mardi auprès du directeur de cet établissement, Farid Mahiout.

Des pièces théâtrales pour enfants et adultes, des soirées musicales, des comédies musicales, des spectacles humoristiques, des One man show, des spectacles d'animation pour enfants (Clowns et Magicien) des contes et des concours pour enfants, composent le riche programme arrêté par le théâtre Kateb Yacine et mis en ligne sur les réseaux sociaux depuis samedi dernier, a-t-on indiqué de même source.

Des contes de Djamilia Bouanem, le spectacle Shadow d'une troupe de théâtre ukrainienne, concerts de chant Andalou, les pièces théâtrales "Sin enni" du dramaturge Mohia, "kharif anissa'e" (l'automne des femmes), "super miiiiir" et "Mamma Algeria" sont prévues au titre de ce programme qui se poursuivra jusqu'au 19 mai prochain, selon le programme, dont une copie a été remise à l'APS.

Les amoureux du quatrième art ont deux rendez-vous sur la page du théâtre régional Kateb Yacine, pour suivre les différents spectacles, le premier est destiné aux enfants et est fixé à 14H00 et le second aux adultes à 21h.

Pas moins de 46 spectacles et autres activités culturelles seront mis en ligne durant ce mois de Ramadan.

FESTIVAL VIRTUEL DU FILM À DOMICILE D'ANNABA

56 courts métrages en lice

Pas moins de 56 courts-métrages tournés à domicile en cette période de confinement imposé par la lutte contre le Covid-19 participent au concours du Festival virtuel du film à domicile (Domum) d'Annaba organisé sur l'Espace Bleu, a indiqué mardi le responsable de la communication du festival, Hakim Djinnoun. Les courts-métrages (3 minutes) sélectionnés pour le concours ont été réalisés par des cinéastes amateurs d'Algérie, du Maroc, de Tunisie, de Syrie, du Koweït, du Togo et d'Italie, selon la même source. Trois (3) jours durant, les visiteurs de la page officielle

du festival sur Facebook voteront en faveur des œuvres qu'ils aiment et le festival sera clôturé le 30 avril par l'annonce des noms des lauréats des prix de la manifestation dont celui du meilleur film, de la meilleure interprétation féminine, de la meilleure interprétation masculine, du meilleur scénario et de la meilleure musique.

Le festival virtuel du home cinéma qui constitue une initiative artistique innovante en cette conjoncture sanitaire exceptionnelle a reçu un bon écho auprès des artistes et des cinéastes amateurs de 22 pays du monde, a déclaré

le chargé de communication qui a salué les contributions des visiteurs aux ateliers virtuels de formation aux métiers du cinéma organisés dans le cadre du festival.

Lancé le 5 avril, le festival virtuel du home cinéma est organisé par l'association culturelle Lumière de la Méditerranée d'Annaba avec le concours de la direction de wilaya de la culture, du festival international du film amateur de Kélibia (Tunisie) et les Journées cinématographiques de Damas (Syrie) et en partenariat avec le Centre algérien de la cinématographie.

USA-CINÉMA

Les Oscars changent leur règlement pour les films sortis en streaming

Les films sortis sur internet sans passer par la case cinéma, en raison de la pandémie de coronavirus, pourront tout de même concourir cette année aux Oscars, a annoncé mardi l'Académie qui a changé temporairement son règlement pour s'adapter à des circonstances exceptionnelles. En temps normal, l'Académie des arts et sciences du cinéma, qui remet les prestigieuses statuettes, exige que les films aient été projetés au moins sept jours dans des cinémas de Los Angeles pour pouvoir être sélectionnés. Mais les salles de cinéma californiennes sont totalement closes depuis la mi-mars et aucune date n'a encore été décidée pour leur réouverture.

"Jusqu'à nouvel ordre, et uniquement au titre de la 93e édition des Oscars, les films qui avaient prévu une

sortie en salles mais qui sont d'abord diffusés sur des plateformes de streaming commerciales peuvent être qualifiés", annonce l'Académie dans un communiqué.

Le débat fait rage depuis quelques années autour de films produits par des plateformes de vidéo à la demande, comme le géant Netflix avec "The Irishman" cette année et "Roma" l'année précédente. Jusqu'à présent, Netflix et les autres avaient dû se résoudre à projeter brièvement leurs oeuvres dans les cinémas avant de les mettre sur internet pour satisfaire les Oscars.

L'Académie assure toujours vouloir défendre "la magie du cinéma" projeté sur grand écran dans les salles mais reconnaît la nécessité d'une "exception temporaire" dans son règlement en raison de la pandémie historique de

Covid-19.

Une fois que les cinémas auront pu rouvrir, l'Académie définira une date à partir de laquelle le règlement habituel reprendra ses droits, mais les films projetés dans d'autres grandes villes que Los Angeles seront également éligibles aux Oscars.

Les responsables de l'Académie, qui se sont réunis mardi en visioconférence, ont par ailleurs décidé de fusionner deux Oscars techniques, mixage de son et montage de son.

Le mois dernier, les Golden Globes, qui inaugurent traditionnellement la saison des prix cinématographiques aux Etats-Unis, avaient été les premiers à assouplir leur règlement pour tenir compte de la situation inédite provoquée par la pandémie. La 93e cérémonie des Oscars doit se tenir à Hollywood le 28 février 2021.

PATRIMOINE-ZONES DE CONFLIT

Un fonds de soutien à la protection du patrimoine culturel dans les zones en conflit (Aliph)

L'Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones en conflit (Aliph) a lancé mardi un fonds d'urgence pour soutenir le secteur de la protection du patrimoine dans les zones en conflit et post-conflit dans le contexte du coronavirus, a indiqué cette fondation. La pandémie entraînant la fermeture de nombreux musées, bibliothèques et autres sites culturels et patrimoniaux, et souvent mis un terme aux travaux de réhabilitation, note Aliph dans un communiqué. Elle souligne que ces sites constituent une source d'emploi et de revenus pour les opérateurs locaux, les institutions ou associations culturelles, ainsi que pour les experts, ingénieurs, ouvriers et artisans. A Gao, au Mali, les partenaires de l'Alliance ont dû suspendre le

projet-récentement lancé-de réhabilitation du tombeau des Askia, un site inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco. En Afghanistan, la restauration du stupa bouddhiste de Shewaki venait à peine de commencer lorsque les ouvriers ont dû l'interrompre. L'Aliph a déposé une enveloppe initiale d'un (1) million de dollars pour aider les opérateurs locaux à couvrir leurs coûts de fonctionnement, de santé et de personnel. L'enveloppe devra financer également l'acquisition d'outils informatiques et l'accès à des programmes de formation en ligne. L'Aliph a été lancée en 2016 à Abou Dhabi, en réaction à la destruction massive du patrimoine culturel du Moyen-Orient et du Sahel par la guerre et le terrorisme. Elle finance près de 50 projets dans 14 pays.

USA-CINÉMA

Succès des "Trolls 2" en streaming, les salles de cinéma s'inquiètent

Les exploitants de salles de cinéma américaines sont montés au créneau mardi pour défendre leur secteur d'activité après des informations selon lesquelles le film d'animation "Trolls 2" a récolté près de 100 millions de dollars sur les plateformes de vidéo à la demande. En raison du confinement provoqué par le coronavirus, le dessin animé a été diffusé par les studios Universal directement sur les plateformes de streaming comme Apple TV, pour la somme forfaitaire de 19,99 dollars. Quelques jours seulement après sa sortie, le week-end de Pâques, Universal avait fait savoir que "Trolls 2 - Tournée mondiale" avait battu les records en vidéo à la demande, sans donner de chiffres. Le Wall Street Journal a révélé mardi que le

film pour enfants avait récolté la somme colossale de 95 millions de dollars après avoir été loué par près de cinq millions de clients en Amérique du Nord ces trois dernières semaines. D'après le journal, qui cite "une source proche du dossier", "cette performance a convaincu les dirigeants d'Universal que les sorties en version numérique peuvent être une stratégie gagnante" et que le streaming est viable économiquement. Cela pourrait inciter Universal à minorer le rôle des salles de cinéma dans les circuits de distribution même une fois la crise sanitaire passée. Les exploitants de salles n'ont pas tardé à réagir à ces informations, affirmant dans un communiqué que la performance exceptionnelle de "Trolls 2" était la

conséquence du confinement, qui empêche des centaines de millions de spectateurs d'aller au cinéma. "Universal n'est pas fondé à utiliser ces circonstances inhabituelles pour court-circuiter les vraies sorties en salles", insiste John Fithian, responsable de l'association américaine des exploitants de salles. Outre "Trolls 2", de nombreux films sont sortis sur internet directement ou plus rapidement en raison de la fermeture des salles dans de nombreux pays. Ce sera le cas pour "Scooby!" de Warner Bros le mois prochain, de même que le film "Artemis Fowl" qui ira directement sur la plateforme Disney+. Les studios Paramount diffuseront quant à eux le film "The Lovebirds" directement sur Netflix sans passer d'abord dans les salles.

Programme de la soirée

TF1 21:05

Les visiteurs



En 1123, victime d'hallucinations à cause d'un sort jeté par une sorcière, le comte Godefroy de Montmirail tue le père de sa promise, Fré-négonde. Afin de réparer son erreur, il demande à l'enchanteur Eusebius de remonter dans le temps, quelques minutes avant le drame. Mais ce dernier se trompe de formule. Godefroy de Montmirail et son écuyer Jacquouille la Fripouille se retrouvent projetés en 1992.

france 2 21:05

Laissez-vous guider



Passionnés d'histoire et de patrimoine, Stéphane Bern ainsi que l'acteur et écrivain Lorant Deutsch se transforment le temps d'une soirée en guides touristiques pour dévoiler les mystères du Paris haussmannien. Au fil de leurs pégrinations dans la capitale, les deux compères évoquent la vie quotidienne et les événements incontournables de cette période. Grâce à des reconstitutions en 3D, ils révèlent les principes élaborés par les architectes de Napoléon III et mis en oeuvre par les équipes du préfet de la Seine, le baron Haussmann.

france 3 21:05

Les 3 frères, le retour



Alors qu'ils ne sont pas vus depuis des années et ne se supportent plus, les frères Latour apprennent qu'ils héritent des dettes de leur mère. Or chacun vit des moments difficiles et aucun ne veut payer pour les autres. Bernard n'arrive pas à percer comme comédien. Didier se fait passer pour un professeur de philosophie alors qu'il vend des jouets sexuels. Et Pascal vit avec une femme plus âgée qui le traite comme un domestique.

CANAL+ 20:05

Le cheval pâle d'après Agatha Christie



A Londres, en 1961, un an après le décès de son épouse, l'aristocrate Mark Easterbrook s'est remarié en secondes noces à Hermia. Il la trompe régulièrement avec Thomasina, une danseuse. Un matin, il se réveille aux côtés du cadavre de sa maîtresse. Il s'enfuit discrètement de l'appartement de la jeune femme. Un peu plus tard, il est convoqué par l'inspecteur Stanley Lejeune concernant la mort d'une dame âgée qui avait en sa possession une liste de noms sur laquelle il figure...

6 21:05

Why Women Kill



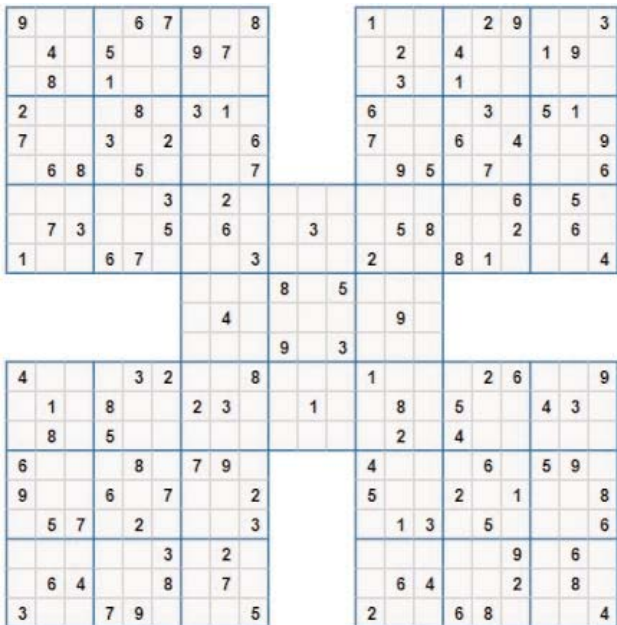
Eli reprend contact avec son ancienne fournisseur de produits stupéfiants. Jade découvre rapidement qu'il a replongé dans la drogue. Taylor leur propose à tous deux de participer à un séminaire sur le polyamour. Simone réfléchit à son couple et prend une décision importante. April confie ses déboires amoureux à Beth Ann qui tente de la reconforter du mieux qu'elle peut. La jeune serveuse n'accepte pas d'avoir été éconduite par Rob et compte bien le lui faire savoir, quitte à prendre tous les risques.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2452

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



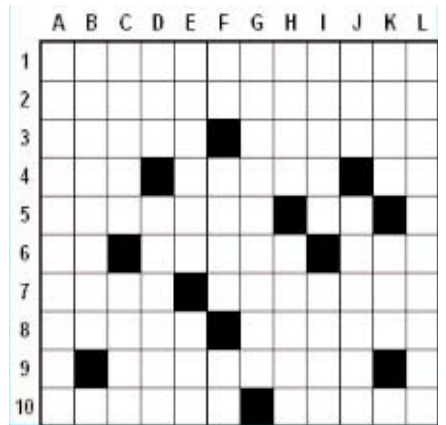
Horizontalement :
Verticalement :

- Dans l'ensemble
- Donner un caractère très "nouveau-monde"
- Sortie de couche - Maintenu dans son état
- Petit carré - Soutenu
- Ancien mollusque - Entre titre et matière
- Sujet bien familier - Amènera vers la fin - Parfait
- Hollandais en boule - Singe à queue pre-nante
- Instrument de ménestrel - Persiflage
- Coula à flots
- Principauté du golfe persique - Escabeau à plateau tournant
- Propos flatteur
- La belle verte
- Fils de la belle-soeur - Souterrain fortifié
- Chapelet d'années - Gonflement anormal
- Pouillierais - Nid d'espions tentaculaire
- Numéro 89 en petit - Emergences - Elu pour l'agenda
- Piquerais plusieurs fois
- Il se mit son père à dos - Terrains pour fléaux
- Déposée sur le tapis - Jetée
- A droite sur la carte - Propre à la colonne
- Donc à compter désormais - Patrie de Guillaume Tell
- Associez-vous, elle tiendra la caisse

«La douleur est une chose que l'on n'a le droit d'infliger qu'à soi-même.»

Boris Vian

Mots croisés n°2452



CORONAVIRUS

Les Lakers veulent rouvrir plus tôt leur centre d'entraînement

Les Lakers discutent avec la mairie de Los Angeles pour avoir la possibilité de rouvrir leur centre d'entraînement avant le 15 mai, date à laquelle la Californie décidera de stopper ou prolonger le confinement causé par la propagation du coronavirus, affirme mardi ESPN.

Cette initiative résulte de l'annonce faite lundi par la NBA, qui compte autoriser, d'ici le 8 mai au mieux, les joueurs à se rendre dans les installations de leur équipe, pour y effectuer des séances individuelles, dans les zones où les directives restrictives gouvernementales contre le coronavirus le permettent.

Cette première étape vers un retour très progressif au basket ne prévaut que pour les équipes concernées par un assouplissement des directives restrictives de leur Etat.

Ce qui implique que toutes ne seront pas sur un pied d'égalité sur la voie d'une remise en forme. En attendant que la Californie, où résident également trois autres franchises (L.A.

Clippers, Golden State Warriors, Sacramento Kings) ordonne un éventuel déconfinement, le directeur général des Lakers Rob Pelinka et l'entraîneur Frank Vogel ont mené une conférence téléphonique avec leurs joueurs, afin de les sensibiliser sur les mesures de précaution à respecter, lorsqu'ils pourront réintégrer leur centre d'entraînement à El Segundo. Ces mesures incluent une prise de température des joueurs à leur arrivée sur site et le feu vert d'un professionnel de santé pour se voir accorder l'accès au bâtiment.

Toute personne que les joueurs croiseront devra porter un masque et des gants, et le rebondeur des baskets pour chaque joueur portera des gants et des baskets stérilisées.

L'équipe fournira aux joueurs un kit de protection individuelle et si un joueur laisse son masque à la maison, un autre lui sera fourni à son arrivée sur le parking des installations. Des endroits pour se laver les mains seront mises en place.

La salle de musculation sera réaménagée pour permettre plus d'espace entre les équipements. Les séances individuelles, limitées à quatre joueurs à la fois par la NBA, feront l'objet d'une planification stricte, avec des heures d'entraînement réparties pour éviter la surpopulation.

Les séances individuelles se feront sur la base du volontariat, mais tous les joueurs des Lakers semblent "désireux" de faire leur retour, selon une source anonyme, présente lors de cette conférence téléphonique.

BOXE

L'AIBA retire à New Delhi l'organisation des Mondiaux

La Fédération internationale de boxe (AIBA) a retiré à New Delhi l'organisation des Championnats du monde 2021 de boxe et les a confiés à Belgrade à la place, a annoncé l'instance mardi.

Dans un communiqué, l'AIBA a déclaré avoir résilié son contrat avec l'Inde, faute d'avoir reçu le paiement prévu, et a indiqué que la Fédération indienne (BFI) devrait s'acquitter d'une pénalité de 500.000 dollars (460.000 euros).

Mais la BFI a imputé ce retard de paiement à l'AIBA, expliquant que le compte bancaire de l'instance avait été "gelé".

"La décision de changer la ville-hôte des Mondiaux-2021 a été prise à la hâte et sans concertation avec la BFI", a regretté la fédération indienne, qui a estimé que la pénalité imposée était "choquante et surprenante".

La BFI a indiqué qu'elle espérait encore trouver une "solution à l'amiable" avec la Fédération internationale.

L'AIBA est suspendue depuis juin dernier par le Comité international olympique (CIO), en raison notamment de graves et récurrents problèmes financiers et de gouvernance. L'instance est de ce fait privée de l'organisation du tournoi de boxe aux Jeux olympiques de Tokyo, qui revient à un groupe de travail constitué par le CIO.

APS

JEUX OLYMPIQUES DE TOKYO
Le report coûtera "des centaines de millions de dollars" au CIO (Thomas Bach)

Le report à 2021 des Jeux olympiques de Tokyo en raison du nouveau coronavirus va représenter pour le Comité international olympique (CIO) un surcoût de "plusieurs centaines de millions de dollars", a estimé mercredi son président Thomas Bach.

"Nous savons déjà que nous devons supporter plusieurs centaines de millions de dollars de coûts dus au report.

C'est pourquoi, il nous est également nécessaire d'examiner et de revoir tous les services que nous fournissons pour ces Jeux reportés", a expliqué l'Allemand dans une lettre adressée au mouvement olympique.

Le CIO "continuera à assumer sa part de la charge opérationnelle et sa part des coûts pour ces Jeux reportés, selon les termes du contrat existant pour 2020 que nous avons conclu avec nos partenaires et amis japonais", a-t-il assuré.

Le CIO, qui dispose d'environ 1 milliard de dollars (926 M EUR) de réserves pour faire face à une éventuelle annulation

des JO, a pris fin mars la décision historique d'un report des Jeux, qui devaient initialement s'ouvrir le 24 juillet 2020.

Les JO de Tokyo doivent à présent se tenir du 23 juillet au 8 août 2021.

Mais si la pandémie de coronavirus n'est pas maîtrisée d'ici un an, les JO ne pourront pas être reportés une nouvelle fois et seront donc annulés, a mis en garde mardi le patron du comité d'organisation (Cojo) Yoshiro Mori.

Le groupe de travail qui réunit le CIO et différents partenaires, dont le Cojo, a établi "les priorités et les stratégies de gestion pour assurer la faisabilité et la réussite de ces Jeux olympiques reportés", a ajouté Thomas Bach.

Ces priorités comprennent "tout d'abord la création d'un environnement



sûr sur le plan sanitaire pour l'ensemble des participants", a-t-il ajouté, précisant que le CIO continue à s'appuyer "sur les conseils de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) concernant les éventuelles adaptations à effectuer à l'organisation des rassemblements de masse".

Le patron du mouvement olympique a également appelé à "réfléchir" à ce que la distanciation

sociale peut signifier "pour nos relations avec les sports".

Tout en respectant la "ligne rouge" s'agissant des valeurs olympiques, M.

Bach encourage "encore plus instamment toutes nos parties prenantes à examiner comment gouverner les formes électroniques et virtuelles de leurs sports et à étudier les possibilités offertes avec les éditeurs de jeux", a-t-il ajouté.

MOTO GP / CORONAVIRUS

Les Grands Prix d'Allemagne, des Pays-Bas et de Finlande annulés

Les Grands Prix moto d'Allemagne, des Pays-Bas et de Finlande, initialement prévus en juin et juillet prochains, sont finalement annulés, en raison de la pandémie du nouveau coronavirus, ont annoncé mercredi la Fédération internationale de motocyclisme (FIM) et le promoteur du Moto GP, Dorna Sports.

"C'est avec une grande tristesse que nous annonçons l'annulation de ces trois importants Grands Prix du calendrier du Moto GP", ainsi que des courses support (notamment, la MotoE) qui devaient les accompagner, regrette le PDG de Dorna, Carmelo Ezpeleta, dans un communiqué. Le GP d'Allemagne était programmé du 19 au 21 juin

au Sachsenring, et celui des Pays-Bas du 26 au 28 juin à Assen, l'unique circuit à avoir accueilli un GP moto chaque année depuis les débuts du championnat en 1949.

Celui de Finlande, quant à lui, devait se dérouler pour la première fois au tout nouveau KymiRing, du 10 au 12 juillet.

Mais ces trois pays interdisent les rassemblements pour lutter contre la propagation du nouveau coronavirus.

Auparavant, les huit premières manches de la saison 2020 avaient déjà été annulées (Qatar en catégorie MotoGP uniquement) ou reportées (Thaïlande, Amériques, Argentine, Espagne, France, Italie, Catalogne).

CYCLISME

Le Tour d'Espagne 2020 ne partira pas des Pays-Bas (officiel)

Le Tour d'Espagne cycliste 2020 ne s'élancera pas d'Utrecht aux Pays-Bas comme prévu en raison de la pandémie de nouveau coronavirus, ont annoncé les organisateurs mercredi.

"La Vuelta 2020 ne partira pas des Pays-Bas.

Etant donné la situation exceptionnelle occasionnée par la crise de COVID-19, le comité d'organisation de +La Vuelta Holanda+ s'est vu obligé d'annuler le départ officiel de la course depuis les régions néerlandaises d'Utrecht et du Brabant-Septentrional", a indiqué le comité organisateur dans un communiqué.

"Le comité d'organisa-

tion et Unipublic (le groupe organisateur de la Vuelta) ont été obligés de prendre cette décision après la réorganisation du calendrier cycliste 2020 annoncée par l'Union cycliste internationale (UCI) le 15 avril et les mesures prises récemment par le gouvernement néerlandais pour interdire l'organisation d'événements sportifs jusqu'au 1er septembre", explique le communiqué.

La Vuelta devait normalement s'élancer le 14 août d'Utrecht et s'achever le 6 septembre à Madrid, mais la course a été repoussée à une date encore inconnue en raison de la crise sanitaire actuelle.

Les organisateurs précisent toutefois qu'Unipublic et le comité d'organisation de "La Vuelta Holanda" travaillent déjà sur la possibilité que les Pays-Bas accueillent le départ de la course en 2022.

Le départ du Tour d'Espagne 2021, pour sa part, avait déjà été attribué à Burgos, au nord de l'Espagne.

Le directeur général d'Unipublic, Javier Guillen, a déclaré qu'il offrira un départ du Tour d'Espagne aux Pays-Bas était "une priorité": "Nous avons vu un grand espoir et une grande implication.

C'est un plaisir de travailler ainsi. Le moins que l'on puisse faire, c'est d'ex-

plorer d'ores et déjà les possibilités pour organiser un départ aux Pays-Bas dans un futur proche".

Martin van Hulsteyn, directeur du comité d'organisation de "La Vuelta Holanda", a confié que cette annulation est "vraiment dommage pour tous".

"Après le communiqué de l'UCI au sujet de la réorganisation du calendrier cycliste, nous sommes entrés en contact avec toutes les parties impliquées pour évaluer la possibilité d'organiser un événement de cette importance en automne, mais nous sommes arrivés à la conclusion que c'était une mission trop compliquée", a-t-il dit.

L'Algérien Delort approuve l'arrêt du championnat de France

L'attaquant algérien de Montpellier (Ligue 1/France), Andy Delort, a estimé que la décision de mettre fin à la saison actuelle de football en raison de la situation sanitaire liée au coronavirus, était la "meilleure solution".

Dans une déclaration à la chaîne RMC Sport, Delort a approuvé la décision des dirigeants du football français : "L'arrêt des compétitions est pour moi, non seulement très logique, mais la meilleure solution à préconiser."

Il y a encore des cas de contamination, c'était beaucoup trop dangereux de nous faire attaquer de suite". La décision des dirigeants du football français, intervenue après que le Premier ministre Edouard Philippe a annoncé mardi que la saison 2019-2020 de sports professionnels "ne pourra pas reprendre" avant août, devrait figer le classement du championnat de Ligue 1 à la 27e journée. "C'est bien. Plus sérieusement, cela serait logique, même si ça m'arrange. La 28e journée n'a pas été finie, donc il faut arrêter le championnat à la



27e journée", a expliqué le champion d'Afrique en titre. Selon les médias français, les responsables du football pourraient décider d'utiliser le classement de la 27e journée afin de désigner les équipes qui se qua-

lifieront en compétitions européennes la saison prochaine ainsi que celles qui seront reléguées en Ligue 2. Une décision qui, si elle venait à être appliquée, qualifierait l'international algérien en Europa Ligue avec

Montpellier. Andy Delort, 28 ans, a été très voyant cette saison avec Montpellier avec 26 titularisations et 2284 minutes de présence sur le terrain, au cours desquelles il a inscrit 9 buts et distillé deux passes décisives.

CAN-2021

Guedioura pour le report ou l'annulation du tournoi



Le milieu de terrain international algérien, Adlène Guedioura, s'est dit pour un report ou une annulation de la prochaine Coupe d'Afrique des nations de football (CAN-2021) au Cameroun en raison de la pandémie de coronavirus. Même s'il reconnaît l'importance de la compétition, Guedioura a estimé que la situation sanitaire ac-

tuelle et l'arrêt des différents championnats et éliminatoires allaient compliquer les choses. "Je sais que la Coupe d'Afrique des nations est importante et c'est bien pour les pays de l'organiser, mais pour la prochaine en 2021, je pense qu'elle devrait être annulée ou reportée", a indiqué l'international algérien à la BBC. Pour le

champion d'Afrique-2019, les perturbations d'avant-CAN-2021, annoncées pour l'été, puis en hiver, et maintenant l'apparition du coronavirus, qui a rendu plus difficile la fin des éliminatoires, sont autant d'arguments pour justifier le report à une date ultérieure de la compétition, ou son annulation.

"Pour être honnête, je ne serais pas surpris si la Coupe d'Afrique 2021 est reportée ou annulée. C'est quelque chose qu'ils doivent discuter."

Organiser cet te CAN sera très difficile", a enchaîné l'ancien milieu défensif de Nottingham Forest.

Guedioura (34 ans) évolue actuellement à Al-Gharafa (Qatar) qu'il avait rejoint juste après le sacre africain des "Verts" devant le Sénégal (1-0) en finale de la CAN-2019.

Il est en convalescence pour une période de six mois, après son opération d'une rupture des ligaments croisés lors du dernier match de son équipe face à Al-Wakrah en championnat.

Oussama Darfalou: «À 80% je vais revenir à Vitesse Arnhem»



L'international algérien Oussama Darfalou, évoluant actuellement au VVV Venlo en première division hollandaise de football (Eredivisie), en prêt de Vitesse Arnhem, a révélé qu'il pourrait revenir dès la saison prochaine à son club.

"A 80%, je vais revenir à mon club, Vitesse Arnhem (1re division), après un prêt au cours de la saison en cours à VVV Venlo, qui jouait cette saison son maintien, et on l'a réussi", a déclaré Darfalou à la radio nationale, Chaîne Une, à partir des Pays-Bas où il est en confinement.

Darflaou avait été recruté par Vitesse Arnhem, lors de la saison 2018-2019, avec lequel il avait joué 29 matchs et inscrit 8 buts.

Mais au cours de la saison en cours, l'attaquant international algérien a été prêté au VVV Venlo qui se trouvait dans une situation délicate en championnat où il jouait sa survie.

Le VVV Venlo a réussi à assurer son maintien, terminant 13e du championnat qui a pris fin, depuis 6 jours avec l'annonce de la Fédération hollandaise de l'arrêt définitif des différents championnats qui se terminent sans champions et sans relégations.

"Dieu merci, on a réussi à sauver le club du VVV Venlo de la descente, après une difficile saison."

Demain (mercredi), j'ai une réunion avec les dirigeants du club pour discuter de différents sujets dont ma position, après la fin de saison", a souligné l'ancien joueur de l'USM Alger.

Il a ajouté, qu'une autre réunion s'en suivra, jeudi et elle sera tenue avec les responsables du Vitesse Arnhem son club employeur pour parler de son retour.

"Je peux dire que je suis à 50% au Vitesse", a affirmé Darfalou. "Actuellement, on est en confinement, en application des consignes. Mais, on va revenir aux entraînements, la semaine prochaine, selon un programme qui nous a été déjà donné par les entraîneurs du club", a souligné Oussama Darfalou, ajoutant que l'effectif a été divisé en 4 groupes de six joueurs durant chaque jour, avec le respect total des consignes de distance entre eux et autres préventions.

Interrogé sur la fin des championnats de football aux Pays-Bas, annoncé par la Fédération, comme d'ailleurs dans le monde, l'international algérien a révélé que la décision n'a pas été du goût de certains clubs, surtout concernés par l'accession et une autre réunion est annoncée pour la semaine prochaine, beaucoup pour trouver une solution à la situation de ses clubs, mais aussi déterminer les modalités de désigner les clubs qui vont représenter le pays en coupes européennes.

APS

LIGA ESPAGNOLE

La clause libératoire de Mandi fixée à 30 millions d'euros

Le Betis Séville, pensionnaire de la Liga espagnole de football, a fixé à 30 millions d'euros la clause libératoire du défenseur international algérien Aïssa Mandi, rapporte mardi le site espagnol Estadio Deportivo.

Auteur d'une saison remarquable avec le club andalou, Mandi (28 ans) est suivi par trois équipes : l'Atlético de Madrid, l'Olympique Lyonnais et Newcastle United, en passe d'être racheté par un fonds saoudien, précise la même source. Mandi avait rejoint le Be-

tis en 2016 en provenance du Stade de Reims (France) pour un contrat de cinq ans qui va arriver à terme en juin 2021.

Malgré la volonté de la direction du Betis de prolonger le bail du joueur algérien, les deux parties n'ont toujours pas trouvé d'accord.

À l'instar des plus grands championnats européens, la Liga est suspendue depuis mi-mars en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

L'Espagne est l'un des pays les plus touchés par le virus en Europe avec l'Italie, la France et l'Angleterre.



ESPAGNE

La Liga autorisée à reprendre l'entraînement à partir du 4 mai

Les ligues professionnelles en Espagne seront autorisées à revenir à un entraînement basique et les sportifs professionnels pourront reprendre l'entraînement individuel à partir du 4 mai prochain, a annoncé, mardi, le gouvernement espagnol.

Lors de sa comparution au Palais de la Moncloa au terme du Conseil des ministres hebdomadaire, le chef du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, a détaillé les contours du plan du déconfinement approuvé par son exécutif, qui sera décliné en quatre phases progressives.

"La première phase, ou phase 0, est celle de préparation à la transition ou phase de désescalade, dans laquelle nous nous trouvons déjà", a précisé M.

Sanchez, relevant que cette phase permettra entre autres la reprise des entraînements individuels des sportifs professionnels et de niveau national, et l'entraînement basique au sein des ligues professionnelles.

Le gouvernement a ainsi donné son feu vert pour le retour à l'entraînement individuel des équipes du championnat espagnol, comme prévu par le protocole de reprise acté, le 18 avril dernier, par LaLiga et la fédération espagnole de football (RFEF).

En vertu de ce protocole, rendu public par les médias espagnols, les joueurs recevront dans un premier temps leurs exercices par courrier, puis devront arriver au centre d'entraînement déjà en tenue, avec des gants et un masque, pour éviter de devoir passer par les vestiaires.

Ils auront la possibilité de garder leurs équipements de protection durant l'entraînement, et il ne pourra y avoir que six joueurs maximum sur le terrain en même temps.

Les équipes devraient, après cette première phase de reprise, lever progressivement les mesures de protection pour revenir à des conditions normales d'entraînement collectif.

Concernant la deuxième étape, elle pourrait mener à l'ouverture des centres de haute performance avec le renforcement des mesures d'hygiène et de protection, ainsi qu'à l'entraînement moyen des ligues professionnelles, soit par petits groupes.

Le football espagnol est suspendu depuis le 12 mars dernier, en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19).

Selon le dernier bilan donné ce mardi par le ministère de la Santé, l'Espagne compte 210.773 cas confirmés au Covid-19, dont 23.822 décès et 102.548 patients rétablis.

Le syndicat des footballeurs italiens critique une décision "discriminatoire"

Le syndicat italien des joueurs de football (AIC) a jugé mardi "discriminatoire" et "illogique" la décision du gouvernement d'autoriser uniquement la reprise de l'entraînement aux athlètes de sports individuels.

"L'AIC fait part de sa perplexité et de sa surprise face à la décision du gouvernement quant aux modalités de reprise du sport en Italie", écrit dans un communiqué le syndicat présidé par l'ancien milieu de terrain international Damiano Tommasi.

Dimanche soir, le chef du gouvernement italien Giuseppe Conte a autorisé à partir du 4 mai la reprise d'entraînements individuels pour les athlètes pratiquant des sports individuels.

Pour les sports collectifs, la reprise a été fixée "au mieux" au 18 mai, selon le ministre des Sports Vincenzo Spadafora.

"Il semble discriminatoire, plus encore qu'illogique, de faire reprendre l'activité dans les centres sportifs aux licenciés de disciplines individuelles et de ne pas permettre de s'entraîner de façon individuelle aux footballeurs profession-



nels et aux autres licenciés de sports d'équipe", ajoute l'AIC.

Le syndicat estime également que ce choix risque "d'entraîner une aggravation et non pas une limitation du

risque" et dit espérer "une intervention rapide du gouvernement" pour corriger ce qu'il qualifie de "distorsion évidente".

Les clubs de Serie A, le championnat italien de pre-

mière division, s'étaient prononcés à l'unanimité la semaine dernière pour une poursuite de la saison, interrompue le 9 mars par la progression de l'épidémie de coronavirus.

ITALIE

«Les présidents de club devraient penser plutôt à la prochaine saison»

Le ministre des Sports italien a estimé que le chemin de reprise du championnat de football était "de plus en plus étroit", suggérant aux dirigeants du "Calcio" de penser plutôt à la prochaine saison en raison du coronavirus.

"Je vois un sentier de plus en plus étroit pour la reprise du championnat. Si j'étais un président de club de football, je penserais surtout à m'organiser pour reprendre en sécurité le prochain cham-

pionnat qui devra débuter fin août", a déclaré Vincenzo Spadafora lors d'une interview sur la chaîne de télévision La 7. "Les décisions que sont en train de prendre d'autres pays, comme la France hier (mardi), pourraient pousser l'Italie à suivre elle aussi cette ligne, qui deviendrait alors une ligne européenne", a-t-il ajouté.

La Ligue italienne a convoqué pour vendredi matin une assemblée générale

d'urgence où la question de l'éventuelle poursuite de la saison devrait être évoquée. Le championnat d'Italie a été interrompu le 9 mars face à la progression de la pandémie de coronavirus qui a désormais fait plus de 27.000 morts dans le pays.

Le gouvernement italien n'a pas autorisé la reprise des entraînements en sports collectifs avant le 18 mai "au mieux".

MLS (CORONAVIRUS) IMPACT DE MONTRÉAL

Thierry Henry : Le plus important c'est l'état de santé de tout le monde»

L'entraîneur français de la franchise canadienne de football Impact de Montréal (MLS) Thierry Henry, a relégué au second plan l'aspect sportif, estimant que le plus important c'est l'état de santé de "tout le monde", face à la pandémie du coronavirus (Covid-19). "Quand c'est tombé, je me rappelle qu'avec le staff on se posait des questions et j'ai dit: les gars, quand

même le plus important c'est l'état de santé de tout le monde. Le foot devient secondaire. Peu importe le temps que ça va prendre, il va falloir serrer les dents comme tout le monde, parce que là c'est la santé avant tout", a-t-il indiqué mardi lors d'une visioconférence avec la presse. Arrivé à Montréal à l'été, l'ancien attaquant d'Arsenal et Barcelone n'avait

dirigé que cinq matches lorsque le Covid-19 a mis à l'arrêt le football sur le continent, le 12 mars. Son équipe, où évolue le milieu international algérien Saphir Taider, s'apprêtait à jouer un quart de finale retour de Ligue des champions Concacaf, au Honduras contre Olimpia (défaite 2-1 à domicile à l'aller). "Je ne me suis pas demandé: est-ce que ça va être long? Je ne me suis pas dit qu'on allait perdre du temps... Franchement, c'est la stricte vérité, je n'ai pas pensé à ça. La santé avant tout. S'il faut attendre encore, on le fera. Il faut respecter les règles", a-t-il insisté. Pour le champion du monde 1998 avec l'équipe de France, plus que la patience, c'est l'incertitude persistante liée à la reprise ou non de la saison qui est dure à gérer. "Ce qui est compliqué, c'est de ne pas savoir quand on va revenir sur le



terrain. Notre préparateur physique a le plus gros boulot en ce moment. Il envoie des programmes aux joueurs, essaie de savoir si c'est respecté et s'adapte. Celui qui est un compétiteur, il doit s'entraîner et travailler dur", a expliqué Henry. Enfin, interrogé sur le temps de préparation nécessaire pour une reprise de la compétition, Henry a estimé que "ça dépendra de ce que (les joueurs) auront fait pendant la période actuelle". "S'ils suivent nos consignes, ça sera plus rapide. On ne sait pas combien de temps on nous donnera, donc il faut se tenir prêt..."

DROITS TV

Nasser Al-Khelaïfi, patron de beIN Media et du PSG jugé en septembre en Suisse

Le patron du groupe de télévision beIN Media et du club de football du Paris SG, Nasser Al-Khelaïfi, sera jugé en septembre en Suisse dans une affaire de corruption liée à l'attribution de droits TV du Mondial de football, a annoncé mardi la justice suisse.

Le président du PSG sera jugé à partir du 14 septembre par le tribunal pénal fédéral de Bellinzona (sud-est), en compagnie du Français Jérôme Valcke, ancien secrétaire général de la Fédération internationale de football (Fifa), et d'un troisième homme dont le nom n'a pas été communiqué.

Les trois hommes sont poursuivis pour "gestion déloyale et instigation à la gestion déloyale, falsification de documents et de corruption passive".

Nasser Al-Khelaïfi est accusé d'avoir accordé des avantages à Jérôme Valcke en échange de l'attribution

des droits de retransmission des Coupes du monde de football 2026 et 2030.

Valcke, alors bras droit de l'ancien président de la Fifa Sepp Blatter, aurait reçu en échange l'usage d'une luxueuse propriété en Sardaigne (Italie).

L'accusation proche au Qatar et au troisième prévenu, un homme d'affaires dans le domaine des droits sportifs, d'instigation à la gestion déloyale envers Valcke.

L'homme d'affaires aurait remis à Jérôme Valcke trois paiements d'un montant total de 1,25 million d'euros.

En retour, le Français devait veiller à ce que la société MP & Silva LTD obtienne les droits médiatiques en Italie pour les Coupes du monde 2018 et 2022.

APS

APS

Le FC Valence surveille Raul Guti
 En vue de la prochaine saison, la formation du FC Valence aurait dans l'idée de renforcer son milieu de terrain. Selon les dernières informations du média Superporte, le club Chê s'intéresserait de près au profil de Raul Guti. Agé de 23 ans, ce dernier évolue en deuxième division espagnole sous le maillot du Real Saragosse. Sous contrat jusqu'en juin 2023, il disposerait d'une clause libératoire de 20 millions d'euros qui pourrait doubler si son club parvient à monter en première division à l'issue de la saison.
 Concernant ses performances sur les pelouses, il a inscrit 3 buts et délivré trois passes décisives en 30 rencontres toutes compétitions confondues. A noter que Villarreal serait également sur les rangs pour accueillir le jeune joueur.



PIZZI CROIT AU RÉVEIL DE SANCHEZ

Peu performant cette saison, Alexis Sanchez (31 ans, 15 apparitions et 1 but toutes compétitions cette saison) va quitter l'Inter Milan pour retourner à Manchester United. Une opportunité en or de se ressaisir pour l'attaquant chilien, encouragé par son ancien sélectionneur, Juan Antonio Pizzi.
 "Alexis était parfaitement installé à Arsenal et soudain, il change de ville, d'entraîneur, de coéquipiers, de fans en rejoignant Manchester United. Parfois, cette adaptation se fait rapidement, parfois, cela prend plus de temps. Dans le cas d'Alexis, je pense que cela a pris trop de temps. Il ne semblait pas capable de se connecter émotionnellement et a abandonné. Les conséquences de cet état d'esprit se sont traduites dans ses performances. Je ne sais pas ce que le destin lui réserve, mais je pense que cette expérience en Italie, loin du football anglais, pourrait lui être bénéfique. J'espère vraiment. Je suis sûr que s'il peut retrouver la tranquillité et sa forme, il sera très important pour United", a indiqué le coach hispano-argentin pour The Guardian.

ICARDI VEUT RESTER À PARIS

Conseiller juridique de Wanda Icardi, Letterio Pino a évoqué l'avenir de Mauro Icardi sur les ondes d'une radio napolitaine. Selon lui, le buteur argentin veut rester au PSG.

Nouvel élément de taille dans le dossier Icardi. Si la presse italienne a révélé il y a quelques semaines l'intention du PSG de lever l'option d'achat sur le buteur argentin, les derniers jours ont semé un peu de doute dans ce dossier, notamment la révélation de L'Equipe selon laquelle une prolongation d'Edinson Cavani à Paris serait finalement possible.

Mais l'une des grandes inconnues reposait jusque-là sur la volonté du joueur de rester ou non à Paris. Pour Radio Kiss Kiss Napoli, le conseiller juridique de son épouse a fait le point : "L'idée de Leonardo est certainement de le racheter et j'espère qu'il le fera (...). Pour le moment, par respect pour le PSG, Icardi a le désir de rester à Paris. Si le PSG ne le rachète pas, Wanda prendra la bonne décision avec l'Inter", a confié Letterio Pino.

Si Icardi est donc chaud pour rester à Paris, reste à savoir maintenant si Paris lèvera ou non son option d'achat. Et alors qu'une possible revente à la Juventus est souvent évoquée, Letterio Pino n'y croit pas trop : "L'idée que le capitaine de l'Inter passe à la Juventus me semble un peu compliquée. Avec Guarin, il y a quelques années, il y avait eu une insurrection dans la ville (le Colombien était finalement resté à l'Inter). C'est pourquoi je ne le vois pas comme une piste très faisable." Letterio Pino a en revanche répété que Naples adorait Icardi et que le buteur argentin appréciait aussi beaucoup ce club : "Icardi n'a jamais caché sa sympathie pour Naples, qu'il connaît depuis qu'il était petit pour la présence du meilleur joueur de tous les temps, Maradona. De Laurentis et Giuntoli, mais surtout le président, ont toujours tout fait pour tenter d'amener Icardi à Naples. L'été dernier, Napoli était au bon endroit au mauvais moment car Mauro voulait rester à l'Inter et il ne voulait pas trahir les supporters de l'Inter en rejoignant une autre équipe italienne. Mais le président De Laurentis essaie depuis de nombreuses années de le recruter."

DANI CEBALLOS SUR LE DÉPART ?

Le milieu de terrain espagnol du Real Madrid, prêté à Arsenal cette saison, Dani Ceballos, pourrait être vendu par son club au prochain mercato. « J'espère revenir au Real Madrid. Je n'ai pas parlé avec Zidane depuis mon départ ». Voilà ce qu'a récemment déclaré Dani Ceballos (23 ans), prêté par les Merengues à Arsenal cette saison, au sujet de son avenir au sein de la Maison Blanche. Sous contrat jusqu'en 2023 avec le club de la capitale espagnole, le milieu de terrain espagnol ne sait pas s'il sera conservé par le Real ou s'il fera l'objet d'une vente pour renflouer les caisses tant la concurrence est féroce à son poste. Selon les informations de As, le Real Madrid n'exclut aucun scénario concernant le joueur prêté aux Gunners.
 Mais les décideurs madrilènes sont conscients du talent de Dani Ceballos et si un club souhaite l'acheter, il faudra aligner au minimum un chèque de 50M€ sur la table. Une somme qui peut paraître élevée par les temps qui courent. La possibilité qu'il soit prêté au Betis Séville, où les Merengues l'ont acheté 16,5 millions d'euros en 2017, existe aussi. A moins que Zinedine Zidane ne lui fasse une place au sein de son collectif.



LIVERPOOL DIT NON À COUTINHO

Prêté au Bayern Munich cette saison, Philippe Coutinho (27 ans, 21 matchs et 8 buts en Bundesliga cette saison) retournera au FC Barcelone à l'issue de la saison, le club bavarois ne souhaitant pas lever son

option d'achat de 120 millions d'euros. Le milieu brésilien est toutefois conscient que le Barca ne souhaite pas le conserver et se cherche une porte de sortie, avec une préférence pour l'Angleterre. Son agent Kia Joorabchian étudie donc les options en Premier League. Selon le Mirror, le célèbre représentant a contacté Liverpool pour évoquer un possible retour de celui qui a porté les couleurs du club Mersey de 2013 à 2018. Mais les Reds lui ont fait savoir qu'ils n'étaient pas intéressés. Coutinho devra donc regarder ailleurs s'il souhaite retourner en Angleterre. Un intérêt de Chelsea, Leicester et Everton est évoqué outre-Manche.

Flick aurait discuté avec Leroy Sané

La presse allemande dévoile une nouvelle information concernant la situation de Leroy Sané, le milieu de terrain offensif de Manchester City.

Intéressé par la venue du footballeur allemand de 24 ans, le Bayern Munich serait entré en relation avec l'ancien joueur de Schalke 04. Selon le journal Bild, l'entraîneur du club bavarois aurait discuté par téléphone avec le natif d'Essen. Cet

entretien d'une demi-heure entre les deux hommes tend à confirmer l'envie de l'écurie munichoise de s'offrir ses services à l'intersaison. Sous contrat jusqu'en juin 2021 avec les Citizens, Leroy Sané n'a plus foulé les terrains depuis le 4 août dernier à cause d'une rupture des ligaments croisés du genou.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction A. CHERBAL

Publicité : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Redaction Administration : <3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00> FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

PRÉSIDENTE

Le Président Tebboune nomme le Général Belkacem Laribi Directeur général de la sécurité et de la protection présidentielles

Le Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a nommé mardi le Général, Belkacem Laribi Directeur général de la sécurité et de la protection présidentielles (DGSP) en remplacement du Général Hachi Nacer, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a nommé mardi le Général, Belkacem Laribi, au poste de Directeur général de la sécurité et de

tionale, M. Abdelmadjid Tebboune a nommé mardi le Général, Belkacem Laribi Directeur général de la sécurité et de la protection présidentielles (DGSP) en remplacement du Général Hachi Nacer", précise la même source.



DÉTENTION DU PROCUREUR ADJOINT PRÈS LE TRIBUNAL D'AÏN M'LILA Les précisions de la cour d'Oum El-Bouaghi

La cour d'Oum El-Bouaghi a publié un communiqué apportant des précisions sur la détention du Procureur adjoint près le tribunal d'Aïn M'lila pour faux, usage de faux et intrusion dans les systèmes de traitement automatisé de données.

"Les médias ont repris le communiqué publié par le Syndicat national des magistrats (SNM), notamment la partie relative à la détention du Procureur adjoint près le tribunal d'Aïn M'lila, soupçonné entre autres de faux et usage de faux et d'intrusion dans les systèmes de traitement automatisé de données", précise le communiqué de la cour d'Oum El-Bouaghi. "Le Parquet général près la cour d'Oum El-Bouaghi ne souhaitait pas donner de résonance médiatique à cette affaire en raison de sa sensibilité et de la fonction du suspect, mais afin d'éviter la propagation d'informations parcellaires ou inexactes, il juge nécessaire d'informer l'opinion publique de la réalité des faits, conformément à l'article 11 du Code de procédure pénale", ajoute la même source. "Il a été porté à la connaissance du Procureur de la République près le tribunal d'Aïn M'lila, par l'intermédiaire du communiqué, que l'acte de naissance de la deuxième épouse dudit Procureur adjoint a été rectifié de manière illégale par intrusion dans le système informatique du tribunal par l'introduction de fausses données à travers la création d'un faux dossier de rectification administrative de l'état civil et la modification de la filiation de la susmentionnée pour dire qu'elle est la fille légitime de son Kâfil (titulaire du droit de recueillage légal)". "Les premières investigations menées par le Procureur de la République ont confirmé que le faux arrêté administratif, délivré pour corriger la filiation sur l'acte de naissance avait été envoyé à la commune de Aïn M'lila pour rectification, et le

contenu introduit à la base de données de l'état civil de ladite commune. Un extrait du nouvel acte de naissance falsifié a été délivré pour la rectification de manière illégale de l'acte de mariage du Procureur de la République adjoint, dans la commune de Constantine". "Les investigations préliminaires ont permis de faire le constat d'une nouvelle intrusion dans la base de données du tribunal, la suppression des informations relatives au nouveau dossier, et l'émission d'une instruction verbale à l'officier de l'état civil de la commune d'Aïn M'lila pour l'annulation de la précédente modification de la base de données, à savoir l'annulation de la rectification et de la mention marginale, ajoute le communiqué qui précise que ces opérations s'étaient déroulées de manière illégale sur ordre du magistrat en question. Les investigations ont également démontré "la disparition de l'original de l'arrêté administratif falsifié, rectificatif de l'état civil et du dossier utilisé dans cette affaire", précise la même source.

"L'audition des parties concernées dans l'affaire, employés du tribunal et de l'APC a permis la collecte d'importantes pièces de conviction prouvant la culpabilité du Procureur adjoint et de sa deuxième épouse travaillant au même tribunal entre autres personnes". "Une enquête a été ouverte à l'encontre des mis en cause en vertu d'une demande d'ouverture d'enquête prévoyant, pour le Procureur de la République adjoint, les chefs d'accusation de faux en écritures publiques par un magistrat dans le cadre de ses fonctions, falsification des faits, délit de suppression déléguée de copies et d'actes originaux de l'autorité publique, introduction frauduleuse de données dans un système de traitement automatisé et modification frauduleuse de données

qu'il contient, délit d'abus de fonction, en sus du délit de se faire délivrer indûment des documents administratifs ou de faire de fausses déclarations conformément aux articles 215, 223, 394 bis 01, 409 du code de procédure pénale, et des articles 32, 33 de la loi relative à la prévention et à la lutte contre la corruption". "En application de l'article 69 du code de procédure pénale autorisant au Procureur de la République d'émettre, à toute étape de l'information, un réquisitoire supplétif, le Procureur général a porté à l'encontre dudit inculpé un nouveau chef d'inculpation pour usage de faux, un délit puni par l'article 218 du code pénal, requérant du juge d'instruction d'émettre une ordonnance de mise en détention provisoire à l'encontre du mis en cause", ajoute le communiqué. La même source a également précisé que "ce chef d'inculpation non inclus dans la demande d'ouverture d'enquête concerne des faits retenus contre le Procureur de la République adjoint qui a, personnellement, corrigé ses documents d'état civil en utilisant de faux documents, dont l'utilisation a été établie au niveau des deux communes de Aïn M'lila et de Constantine". Enfin, le communiqué indique que "le juge d'instruction, après avoir auditionné le mis en cause en présence de sa défense, a décidé de le placer en détention provisoire", ajoutant que les procédures engagées par le Procureur de la République près le tribunal d'Aïn M'lila ainsi que l'instruction judiciaire au niveau du tribunal d'Aïn Beida, y compris les procédures de placement en détention, se sont déroulées conformément aux dispositions du code de procédure pénale. "Le mis en cause est en droit de faire appel des ordonnances émises par le juge d'instruction", a conclu le communiqué.

HABITAT- TERRES AGRICOLES

Déclassement de 14 parcelles de terres agricoles pour la réalisation de logements AADL et équipements publics (JO)

Un décret exécutif portant déclassement de 14 parcelles de terres agricoles afin de réaliser des projets de logements location-vente (AADL) et équipements publics, a été publié au Journal officiel n 24. La superficie globale des parcelles concernées est de 156 ha, 19 a et 21 ca, selon ce décret, n 20-98 du 14 avril 2020, signé par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad. Ils s'agit de trois parcelles au niveau de la wilaya de Blida, situées à

Bouarfa pour la réalisation de 4.000 logements AADL, à Beni Tamou pour la réalisation de 1.000 logements AADL et à Bouinan pour la réalisation d'une station d'épuration des eaux usées. L'opération de déclassement concerne également une parcelle dans la commune de Médéa destinée à la réalisation de deux projets de 1.027 logements de 500 logements, de type location-vente (AADL), et une autre dans la commune d'Aïn Témouchent destinée à un projet de 1.600 logements AADL. Dans la wilaya de Boumerdes, l'opération concerne trois parcelles à Boudouaou, Chabet El Ameur et Ouled Heddadj destinées à la réalisation de, respectivement, un collège, un lycée et un groupe scolaire. Quant à la wilaya d'Alger, le déclassement concerne deux parcelles à Mahelma et Zéralda pour la réalisation de logements dans le cadre du programme AADL, deux parcelles à Birtouta

pour la réalisation de projet du même programme et un lycée, ainsi qu'une parcelle à Aïn Taya destinée à un projet d'une école coranique et une mosquée, une parcelle à Saoula pour réaliser le nouveau siège du Commandement des forces de la défense aérienne du territoire, et une autre à Staouéli destinée au projet d'extension du centre de repos familial au profit du ministère de la Défense nationale, selon le même décret.

ALGÉRIE-TUNISIE

M. Djerad reçoit un appel téléphonique du Chef du gouvernement tunisien

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a reçu mardi un appel téléphonique du Chef du Gouvernement tunisien, Ilyes Fakhfakh, au cours duquel ils se sont félicités à l'occasion du Ramadan et ont adressé mutuellement les vœux de progrès et de prospérité aux deux pays, indique un communiqué des services du Premier ministre.

Lors de cet entretien, les deux responsables ont tenu, par ailleurs, à saluer "l'excellence des liens de fraternité et l'esprit de solidarité sincère à chaque fois renouvelé, au gré des événements et des circonstances, comme c'est présentement le cas de la conjoncture mondiale dominée par la pandémie du corona-

virus (Covid-19)", précise-t-on de même source. M. Djerad et Fakhfakh ont, également, procédé à "un échange de vues sur les voies et moyens de développer davantage les relations bilatérales", en affirmant leur "volonté commune de leur insufler une nouvelle dynamique".

ALGÉRIE-UA

Abderrahmane Benkhalfa nommé Envoyé spécial de l'UA

Le président de l'Union africaine (UA), M. Cyril Ramaphosa, président de la République d'Afrique du Sud, a nommé, sur proposition du Président de la République, Abdelmajdid Tebboune, l'ancien ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa, en qualité d'Envoyé spécial de l'UA, a indiqué mardi un communi-

qué de la Présidence de la République. "Sur proposition du Président de la République, M. Abdelmajdid Tebboune, le président de la République d'Afrique du Sud, M. Cyril Ramaphosa et actuel président de l'Union africaine, a nommé l'ancien ministre des Finances, M. Abderrahmane Benkhalfa, en qualité d'Envoyé spécial

de l'UA", précise la même source. "En cette qualité, il sera chargé, parmi un groupe d'Envoyés spéciaux, de mobiliser un appui économique et financier international devant permettre à l'Afrique de relever les défis issus de la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus (COVID-19)", ajoute le communiqué.

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME Un élément de soutien aux groupes terroristes appréhendé à Skikda

Un élément de soutien aux groupes terroristes a été appréhendé mardi par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) dans la wilaya de Skikda, indique mercredi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'ANP a appréhendé, le 28 avril 2020, un (01) élément de soutien aux groupes terroristes à Skikda en 5ème Région militaire (RM)", précise la même source. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, "des détachements de l'ANP ont arrêté quinze (15) individus et

saisi neuf (09) camions, deux (02) véhicules tout-terrain, 1,2 tonne de denrées alimentaires, 71 200 litres de carburant ainsi que 21 groupes électrogènes, 18 marteaux-piqueurs et trois (03) détecteurs de métaux, et ce, lors d'opérations distinctes menées à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar en 6ème RM", ajoute le communiqué du MDN. Par ailleurs, "des éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi, à Skikda en 5ème RM, 26 kilogrammes de kif traité, alors que quatre (04) fusils de chasse sans papiers et une quantité de cartouches ont été saisis à Djelfa en 1ère RM et Tébessa en 5ème RM", conclut le communiqué du MDN.